

GRESEA **échos**

revue trimestrielle
du groupe GRESEA pour une stratégie économique alternative

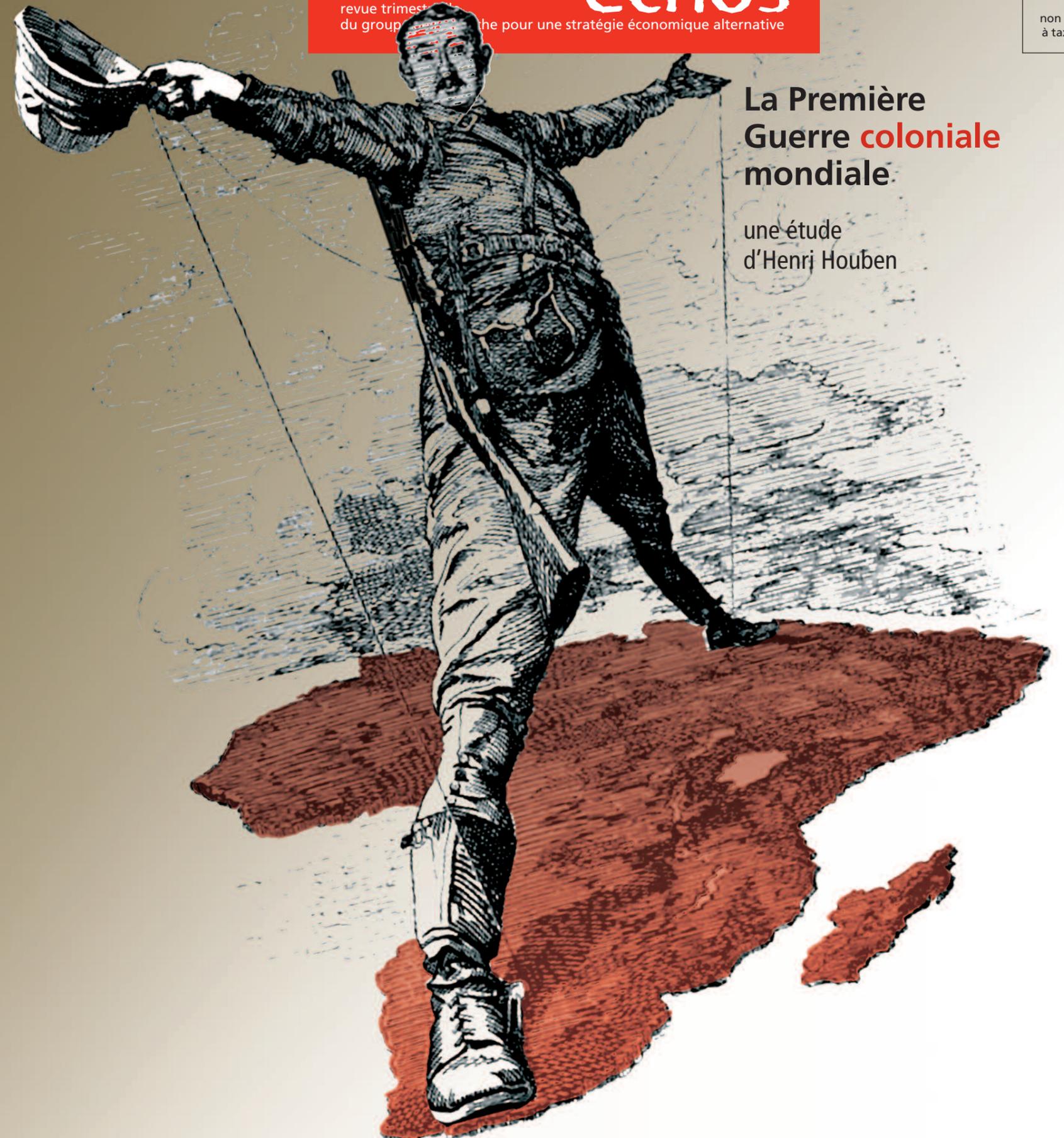
Belgique-België

P.P. Bruxelles 1

1/1770

P601044

Envoi
non prioritaire
à taxe réduite



La Première Guerre **coloniale** mondiale

une étude
d'Henri Houben



"Ton grand-père cadavéré,
Ton père cadavéré,
Tes enfants cadavérés, ..."

Chanson Ancien Combattant / Zao / 1984

Tutti cadaveri

La Grande Guerre, Massacre, Boucherie, on hésite sur le synonyme et, son centenaire invitant à lui donner un sens agréable à l'idéologie du moment, sur l'écœurement que provoquent dans son sillage des initiatives telle la proposition en France de réhabiliter ses quelques 600 «fusillés pour l'exemple». Le projet est dérisoire et scandaleux au regard de l'amnistie dont bénéficie l'élite militaire et politique – qu'il eût bien plutôt fallu définitivement et publiquement déshonorer – qui a envoyé à la mort des hommes par millions (60.000 jeunes Britanniques fauchés au 1er jour de la bataille de la Somme), ce confortablement assise à l'abri et au chaud. L'ont illustré des films tels que *J'accuse d'Abel Gance* (1919), *La grande illusion* de Jean Renoir (1937), *Les sentiers de la gloire* de Stanley Kubrik (1958), *Johnny s'en va-t-en guerre* de Donald Trumbo (1971) ou *Pour l'exemple* de David Losey (1964) qui n'ont eu de cesse de le remettre devant nos yeux – à voir et revoir! Mais ce sont là des gens de culture, moins idéologues, moins perméables au «mieux-disant» ambiant.

Le centenaire tient du spectacle et, sur scène, éclaire plus l'orchestration en œuvre aujourd'hui que ce qu'elle prétend représenter, voici cent ans. Air connu. Chaque époque réécrit son passé. En gommant tout ce qui lui déplaît, chronique d'une censure à peine déguisée. Elle tait ainsi les ressorts des politiques de la canonnière dont la Grande Guerre ne fut qu'un épisode, parmi les plus sanglants en Europe, précédés de conquêtes territoriales à peine moins meurtrières dans les pays dits du Sud, et suivie de peu par la Seconde Guerre mondiale, voire par-là prolongée, tant la période 1914-1945 est désormais perçue par les historiens comme formant un tout.

Le Sud relégué au rang du non-événement dans le centenaire (tout comme la poursuite jusqu'en 1921, par les «Alliés», du canonage de la Russie soviétique naissante), que ce *Gresea échos* remet à l'avant-scène, peut être illustré par l'ambassade rendue en 1793 par l'envoyé du roi George à l'empereur de Chine, lui offrant moult cadeaux pour obtenir le droit de commercer: pas intéressé par vos produits de manufacture, lui répondra le souverain chinois [The Economist, 23 août 2014]. Erreur d'appréciation qui lui coûtera cher. Opium

et canon auront raison, deux siècles durant, de cette grande civilisation.

Les tabous du centenaire sont légion. Ce sont les panégyriques qui ont accompagné la parution en 2013 des *Somnambules* de l'historien Christopher Clarke qui exonère l'Allemagne de sa responsabilité pour charger plutôt les Serbes et qui, prouesse, arrive à ne pas mentionner une seule fois dans ses près de 700 pages le nom de Jean Jaurès, assassiné le 31 juillet 1914 au moment où, à la suite d'une intervention la veille au Quai d'Orsay demeurée secrète jusqu'en 1957 (!) [Jacques Vergès, *Malheur aux pauvres*, 2006, p. 170], il s'appretait à lancer un appel public contre la guerre susceptible de faire vaciller le cours de l'histoire. Sa mort est arrivée à point nommé. C'est encore, sur le mode risible mais révélateur, la pression récente exercée par l'ambassade allemande sur le gouvernement britannique afin qu'il évite d'adopter un «ton déclamatoire» lors des commémorations et en profite pour mettre en avant les «avancées de l'Union européenne plutôt que de blâmer les responsables du déclenchement du conflit» [The Spectator, 2 août 2014]. No comment. Si ce n'est que, exemple brûlant de l'Ukraine à l'appui, l'UE n'en sort guère grandie, sa politique «d'élargissement» (novlangue pour conquête) vers l'Est, en légitimant le putsch à Kiev et en forçant son «partenariat» (Otan dans le sac à dos) à l'Ukraine, la désigne comme première responsable des déchirements meurtriers que connaît aujourd'hui le pays.

Pour qui veut approfondir, on renverra à Seumas Milne (*First World War, a imperial bloodbath* – un bain de sang impérial) et John Pilger (*How The West Murdered Truth* – Comment l'Occident a assassiné la vérité). Ils sont sur la toile.

Erik Rydberg

Les «nouvelles en trois lignes» qui émaillent ce Gresea échos sont dues à Félix Fénéon, poète du journalisme ultra-succinct. Publiées dans les colonnes du Matin au début du 19ème siècle, elles ont été réunies aux éditions Makula en 2014 (206 pages, 18€, ISBN 978-2-86589-028-6). Il est recommandé de se le procurer. La révolution est toujours d'abord culturelle.

Pourquoi cette guerre ?

Dans le concert de tous les ouvrages, documents, écrits, reportages sur le centenaire de la Grande Guerre, nous avons opté pour une approche différente. Il s'agit d'examiner en quoi la colonisation a été un enjeu central de celle-ci et comment elle a été impliquée dans les conflits avant et après 1914.

La guerre 14-18 n'a pas bonne presse. Pour quasiment tout le monde, ce fut une boucherie, un énorme massacre, un gâchis économique, politique et social, où quelque 9 millions de personnes ont perdu la vie, sans compter la grippe espagnole qui sévit ensuite et entraîna la mort de 20 à 50 millions de personnes, selon les différentes estimations. Les soldats, partis en 14 la fleur au fusil pour un conflit de courte durée, furent désabusés par quatre années de tranchées. En 1939, quand il fallut repartir, les mines n'étaient plus du tout réjouies.

C'est un épisode de l'histoire humaine que l'on voudrait avoir à bannir à tout jamais, quoique la suite des événements après 1918 n'ait rien à lui envier dans les musées des horreurs. Certes, il faut s'en rappeler et on ne peut que se féliciter des commémorations de ce centenaire douloureux.

Mais que devons-nous conserver dans nos mémoires ? C'est là que les opinions divergent. Puisque nous aimerions tous ne pas à revivre, d'une manière ou d'une autre, ce désastre, il faudrait savoir ce qui l'a causé, de sorte à ne pas répéter les mêmes erreurs. Voilà ce qu'on devrait en retenir. Mais tout est fait pour masquer, voire cacher, ces enjeux fondamentaux.

Les héritiers de Montesquieu

Pour les uns, la Grande Guerre est l'effet d'une folie meurtrière qui s'est emparée de l'Europe, une survivance des

règles de l'ancienne société, celle qui se désagrègeait, et dont les empires austro-hongrois, russes et ottomans étaient les archétypes. Même l'Allemagne, dominée par des Junkers prussiens, donnait cette impression. Les hostilités ont été menées par des généraux en dehors des réalités, qui rêvaient de grandeur et non de la souffrance des miliciens blottis dans les tranchées.

Cette idée que c'est l'ordre ancien qui provoque les conflits et que les avancées modernes de ce qui apparaît progressivement comme le capitalisme éloignent l'humanité de ce genre de calamité se trouve déjà chez le philosophe français du XVII^{ème} siècle, Charles Louis de Secondat, baron de La Brède et de Montesquieu. Ce penseur des Lumières dénonce le pouvoir absolutiste en place encore à son époque pour des régimes plus souples (mais pas nécessairement républicains) avec des règles légales fixes qui s'imposent à tous y compris au monarque.

Dans ce cadre, il rend responsables ceux qui veulent poursuivre un dessein personnel pour agrandir leur autorité propre. Il écrit, en effet : « *Les États despotiques font entre eux des invasions; il n'y a que les monarchies qui fassent la guerre.* »¹

¹ Montesquieu, *De l'esprit des lois*, partie II, livre IX : des lois dans le rapport qu'elles ont avec la force défensive, chapitre V : Comment la monarchie pourvoit à sa sûreté, p.26 : http://classiques.uqac.ca/classiques/montesquieu/de_esprit_des_lois/partie_2/esprit_des_lois_Livre_2.pdf.

Par ailleurs, les nouvelles formes économiques qui se développent, comme le libre marché, issues d'un capitalisme qui ne porte pas encore bien son nom, sont sources de tranquillité et de bien-être réciproque. « *L'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes: si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre; et toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels.* »²

A la suite de la Grande Guerre, l'économiste autrichien Joseph Schumpeter va répéter et développer de façon encore plus claire cette conception : le capitalisme est en soi porteur de paix ; si la guerre éclate, c'est en raison du poids encore trop important de l'aristocratie dans la vie politique. Dans un article intitulé « *Contribution à une sociologie des impérialismes* » et publié dès 1919, il affirme : « *On doit logiquement conclure de la relation qui unit au pacifisme le mode de vie et l'organisation économique du capitalisme que le capitalisme est anti-impérialiste par nature. Il s'ensuit qu'on ne saurait légitimement attribuer au capitalisme les tendances impérialistes qui subsistent dans nos sociétés ; tout au contraire, il nous faut considérer celles-ci comme des survivances, liées aux facteurs et aux éléments non capitalistes ou précapitalistes qui restent présents dans les sociétés modernes.* »³

² Montesquieu, *De l'esprit des lois*, partie IV, livre XX : des lois dans le rapport qu'elles ont avec le commerce considéré dans sa nature et ses distinctions, chapitre II : De l'esprit du commerce, p.24 : http://classiques.uqac.ca/classiques/montesquieu/de_esprit_des_lois/partie_4/esprit_des_lois_Livre_4.pdf.

³ Joseph Schumpeter, *Contribution à une sociologie des impérialismes*, in Joseph Schumpeter,

Ce que reproduira l'historien américain qui se dit pourtant marxiste Arno Mayer : « *La Grande Guerre fut l'expression de la décadence et de la chute de l'ordre ancien luttant pour sa survie plutôt que la manifestation de la montée fulgurante du capitalisme industriel résolu à imposer sa suprématie* »¹. Il ajoute : « *En 1914, l'Europe relevait encore trop de l'ordre ancien pour que ses idées et valeurs dominantes fussent autres que conservatrices, non démocratiques et hiérarchiques. Le capitalisme postmercantile et ses formations de classes étaient trop faibles pour imposer l'hégémonie du progrès, du libéralisme et de l'égalité.* »²

Il tente de montrer que la propriété principale est encore la terre et que les capitalistes essaient eux-mêmes d'acquérir titres de noblesse et propriétés foncières. Ce qui domine dès lors, selon l'historien, est une classe dirigeante baignée dans les idées féodales de grandeur, de possessions territoriales, d'honneur et de fierté personnelle. C'est cela qui l'a emporté, non les désirs et intérêts des capitalistes de l'époque. Il en veut pour preuve que les hommes les plus riches de cette période le sont à partir d'une longue histoire de tenanciers terriens. Il n'y a que quelques entrepreneurs modernes dans le lot.

Mais les données recherchées de façon plus précise réfutent, en général, ces assertions. Ainsi, sur la base des héritages, on constate que les propriétaires terriens sont encore les plus riches jusqu'en 1880 en Angleterre, mais ce n'est plus le cas par la suite.

Impérialisme et classes sociales, éditions Flammarion, Paris, 1984, p.120-121.

¹ Arno Mayer, *La persistance de l'Ancien Régime*, éditions Flammarion, Paris, 1983, p.11-12.

² Arno Mayer, *op. cit.*, p.267.

Entre 1858 et 1879, ils forment 80% des plus fortunés. Mais, durant la période entre 1900 et 1914, cette proportion chute à 27%, alors que le milieu des affaires grimpe à 72%.³

C'est ce qu'on constate également dans les statistiques fournies par Thomas Piketty. En Grande-Bretagne, en 1810, le capital est réparti comme suit : 44,9% pour le foncier, 16,3% pour les logements, 38,8 pour les autres formes (c'est-à-dire essentiellement financier). Un siècle plus tard, la terre ne représente plus que 4,9%, les habitations assurent 21,4%. Mais la grande partie est fournie par le capital financier : 73,8%⁴. Le passage est plus lent en France, mais il n'en est pas moins évident. En 1850, le sol compose encore 46,3% du patrimoine de l'hexagone, les maisons 20,9% et la finance 32,8%. En 1910, les parts sont totalement bouleversées : respectivement 20,8%, 24,7% et 54,5%⁵.

Il est évident que le capital domine déjà avant la Grande Guerre dans les plus grands Etats belligérants. S'il y a encore des aristocrates à la tête du pays, soit ils sont eux-mêmes devenus hommes d'affaires, soit ils sont soumis à l'influence et la pression des grands groupes patronaux, qui s'organisent à cette époque en fédérations. D'où la conclusion de l'historien Guy Richard : « *En fait, on assiste, dès 1815 et surtout après 1848, à une véritable osmose entre la 'bourgeoisie d'affaires' et la 'noblesse d'affaires' au sein d'un 'monde des affaires' où se retrouvent côte à côte héritiers des*

³ Youssef Cassis, « *Monde des affaires et bourgeoisie en Europe de l'Ouest* », in Jürgen Kocka, *Les bourgeoisies européennes au XIXème siècle*, éditions Belin, Paris, 1996, p.58

⁴ Thomas Piketty, *Le capital du XXIème siècle*, éditions du Seuil, Paris, 2013, p.188.

⁵ Thomas Piketty, *op. cit.*, p.189.

plus vieilles familles de l'aristocratie, représentants du négoce et de l'industrie au XVIIIème siècle, les uns anoblis, les autres pas encore, et parvenus de la période révolutionnaire. »⁶

Même chose en Allemagne : « *On ne saurait oublier que les grands propriétaires terriens privilégiés à l'est de l'Elbe (les Junkers) étaient en fait le produit d'une fusion entre noblesse et segments de la bourgeoisie, intervenue au début du XIXème siècle, quand il devint possible d'acheter des terres et qu'un grand nombre de riches bourgeois en profitèrent pour devenir propriétaires terriens. Et personne ne saurait contester que le style de vie de Friedrich Alfred Krupp dans sa somptueuse résidence de Hügél (près d'Essen) dans les années 1890 ressemblait davantage à celui de la noblesse qu'à celui de son père, Alfred, lequel, avant 1848, résidait dans une maison située à côté de son aciérie.* »⁷

Il faut ajouter que l'exemple trouvé par Joseph Schumpeter aux Etats-Unis, « *un terrain privilégié pour observer la liaison de fortes poussées impérialistes et des intérêts capitalistes très particuliers* »⁸, et sa conclusion comme quoi les tendances impérialistes y sont moins fortes n'est plus très probante aujourd'hui.

Les héritiers de Marx

Si les tentatives pour séparer les bouffées bellicistes et le capitalisme ambiant ne sont guère convaincantes, il faut sans doute partir de l'hypothèse inverse. Comme l'a souligné le socialiste Jean Jaurès à la Chambre des Communes, le

⁶ Guy Richard, *Le monde des affaires en Europe de 1815 à 1917*, Armand Colin, Paris, 2000, p.10.

⁷ Jürgen Kocka, « *Modèle européen et cas allemand* », in Jürgen Kocka, *op. cit.*, p.38.

⁸ Joseph Schumpeter, *op. cit.*, p.119.

7 mars 1895 : « *Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme une nuée dormante porte l'orage.* »¹

Le premier à fournir un lien entre ce besoin de conquérir, d'agrandir les possessions, de partir en des conflits incessants et donc de s'engager dans une politique impérialiste est le libéral progressiste John Hobson. Mais c'est Lénine qui, reprenant cette analyse, explique le plus en profondeur le rapport entre capitalisme et guerre à grande échelle.

Il écrit en 1916 son opuscule, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, c'est-à-dire en pleine Grande Guerre, lorsqu'il vit en exil en Suisse. Celle-ci lui semble être l'archétype d'une société nouvelle qui vient d'émaner du monde libéral. Et il y a un lien étroit et inéluctable à cette forme nouvelle du capitalisme et la guerre en cours.

Cette relation est l'apparition de ce qu'il appelle les monopoles (en réalité, les grandes entreprises de dimension internationale). Celle-ci vient de la concentration dans le monde de libre concurrence. Laisse à elle-même, la compétition consacre de façon inévitable l'avènement des firmes géantes. De ce fait, la structure du capitalisme change et assure la domination croissante de ces mastodontes. Pour continuer à se développer, ceux-ci s'allient avec la haute finance, seule capable d'alimenter en fonds leurs besoins. Ils dépassent rapidement les frontières de leur Etat national, se rencontrent à l'échelle planétaire et essaient de se répartir le gâteau mondial. Il ne faut pas longtemps avant que les pouvoirs publics viennent à leur aide dans leur projet spécifique de conquête. Les conflits entre pays reflètent cette si-

¹ Jean Jaurès, « *Le capitalisme porte en lui la guerre* », 1895 : http://www.jaures.eu/ressources/de_jaures/le-capitalisme-porte-en-lui-la-guerre-1895/

tuation. Cette nouvelle situation, Lénine l'appelle l'impérialisme.

C'est bien contre cette théorisation que Joseph Schumpeter écrit : « *Il s'ensuit qu'il est totalement erroné de décrire l'impérialisme comme une phase inévitable du capitalisme, ou même de supposer une évolution nécessaire du capitalisme vers l'impérialisme* »². L'objectif est bien de séparer la liaison qu'il pourrait y avoir entre le capitalisme moderne et la guerre.

L'enjeu colonial

Notre approche est de partir de l'engouement pour les colonies pour montrer que ces dernières étaient importantes pour comprendre la Grande Guerre. Elle est donc plus proche de l'analyse de Lénine que celle de Schumpeter ou d'Arno Mayer. Il nous semble, en effet, que le lien qu'on tente de cacher est bien réel.

Nous pensons que la colonisation telle qu'elle s'est menée au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle est une illustration du développement du capitalisme. La plupart des aventures européennes outremer ont été menées en fonction d'objectifs économiques ou stratégiques (occuper cet endroit important dans la configuration générale des transports à cette époque-là). Les seules qui ont reçu une autre motivation sont celles engagées par la France, qui s'est trouvée à la fin du XIX^{ème} siècle dans une situation d'incertitude de « grande nation » après la défaite face à la Prusse et la Commune de Paris en 1871. Mais, même là, les principaux avocats de la colonisation insistaient sur les nécessités capitalistes. Comme l'affirmait Jules Ferry, chef de gouvernement dans les années 1880 : « *La politique coloniale est fille de la politique industrielle* »³.

² Joseph Schumpeter, *op. cit.*, p.142.

³ Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962, La Table ronde, Paris, 1962, p.82.*

Les partisans d'une guerre engendrée par des éléments anciens et trouvant que le capitalisme est par nature pacifique négligent l'aspect colonial, préparant aux conflits. D'autres essaient de montrer que la raison des possessions outremer n'est nullement économique. Mais, sauf à dénoncer une vue trop étroite des aspects économiques du capitalisme, ces théories peinent à convaincre.

Les colonies ont bien joué un rôle central dans la montée des tensions internationales, susceptibles de créer des hostilités à une échelle planétaire. Elles ont été recherchées de façon systématique à partir des années 1870 pour des objectifs économiques au sens large. Et le partage territorial des empires battus après 1918 manifeste l'importance accordée à la colonisation par le capitalisme en développement. C'est pour cela que nous avons cru bon de rappeler cette histoire et de replacer la Grande Guerre dans ce contexte.

Le Dunkerquois Scheid a tiré trois fois sur sa femme. Comme il la manquait toujours, il visa sa belle-mère: le coup porta.

Il était une fois...

Guerre impériale, 14-18 apparaît, avec le recul, comme une constante: avant 1914, les principaux Etats européens possèdent de véritables empires coloniaux, représentant des territoires et des populations bien plus importants que ceux de la métropole. Mais d'où vient ce besoin de conquête ? Quand cette colonisation a-t-elle commencé ?

La colonisation est aussi vieille que l'humanité. Par deux fois, des hominidés ont conquis la planète, en partant de l'Afrique. La première invasion a été l'objet de l'homo erectus (l'homme dressé), qui a vécu de 1,7 million d'années à 200.000 av. J.-C.¹. Ensuite, l'homo sapiens (l'homme savant), notre ancêtre qui remonterait à 200.000 av. J.-C., l'a imité. Il a profité des eaux peu profondes du détroit de Behring pour pénétrer l'Amérique et la peupler.

Les Grecs de l'Antiquité ont la réputation de fonder des comptoirs commerciaux un peu partout autour de la Méditerranée. Petit à petit ces nouvelles cités ont occupé les alentours et commencé toute une activité économique agricole. D'autant que nombre d'entre elles se trouvaient en terrain plus fertile qu'en Grèce : Italie du Sud, Sicile, Provence, etc. Avant eux, les Phéniciens avaient déjà lancé cette mode.

Mais ce sont les Romains qui vont utiliser à leurs fins ce processus qui donne naissance au terme de colon. Etymologiquement, en effet, ce terme désigne un paysan, un agriculteur, un fermier, un métayer. Les empereurs récompensaient les anciens soldats, qui avaient par exemple durant vingt ans combattu pour Rome, d'un lopin de terre, souvent aux confins de l'empire. Ainsi, si une invasion ou une incursion

¹ En fait, on connaît des descendants de l'homo erectus, comme l'homme de Neandertal jusqu'en 35.000 av. J.-C.

hostile survenait, les « colons » étaient à même d'organiser la défense, voire de repousser l'agresseur. Aurélien (270-275) installa de tels agriculteurs (à l'époque déjà des Goths) au sud du Danube.

Il est important de rappeler cette origine, car l'Europe occidentale depuis la disparition de la domination romaine ne va avoir de cesse d'essayer de recréer cet empire avec la plupart de ses formes². Aussi les croisades se sont déroulées avec cet objectif : créer des colonies au Moyen-Orient, de préférence proches de Jérusalem³, en relation avec les « métropoles » européennes.

L'Amérique, nouvelle zone d'influence

Les Européens, grâce à des techniques chinoises, notamment la boussole, vont s'approprier les règles de la navigation en haute mer et s'aventurer de plus en plus loin des côtes. Les Portugais, sous l'égide d'Henri le Navigateur (1394-1460), vont en être les précurseurs. Ils créent un nouveau voilier capable d'affronter les océans : la caravelle. Grâce à celle-ci, Bartolomeu Dias double le cap de Bonne-Espérance en 1488. Dix ans plus tard, Vasco de Gama atteint les Indes par voie maritime.

² Le terme d'empereur attribué au souverain germanique en est l'illustration : il est le saint empereur romain germanique. Le dernier qualificatif ne sera accordé que tardivement. Et ce titre ne disparaîtra officiellement qu'en 1806, lorsque Napoléon, lui-même couronné, exigera sa suppression.

³ Mais ce n'était pas toujours le cas.

L'Extrême-Orient a tout pour attirer les convoitises européennes. Il fournit le poivre et les épices, qu'on trouve dans l'archipel indonésien, le coton que l'Inde produit, le thé, la soie, la porcelaine, les produits laqués qui viennent de Chine. Ces biens sont très prisés dans les Cours occidentales et les commerçants peuvent gagner des fortunes dans ces échanges lointains.

Christophe Colomb, un navigateur génois, trouve un mécénat auprès de la reine d'Espagne, Isabelle la Catholique. Il accoste en octobre 1492 l'île qu'il baptise San Salvador (faisant aujourd'hui partie de l'archipel des Bahamas). Puis, il séjourne à Cuba et dans une autre grande île qu'il nomme Hispaniola (qui donnera naissance à deux Etats actuels : Haïti et Saint-Domingue). Croyant être en Asie, il qualifie les populations autochtones d'indiennes, termes qui sont encore utilisés de nos jours. Ce sera un autre voyageur, florentin lui, travaillant alternativement pour Les Espagnols et les Portugais, Amerigo Vespucci, qui émet le doute qu'il s'agisse de l'Inde ou du Japon, mais d'un nouveau continent.

En son honneur, on l'appela Amérique, terme repris dès 1507 par les cartographes.

Le partage du monde est béatifié

En 1494, le pape crut bon d'éviter les disputes territoriales entre les deux Etats chrétiens à la base des explorations. Il définit à peu près au méridien de 46° 37' ouest la ligne de séparation des conquêtes possibles (elles laissent à l'est la partie la plus orientale de l'actuel Brésil). A l'ouest, ce seraient des posses-

sions espagnoles ; à l'est, portugaises. C'est le traité de Tordesillas¹.

Aussi Pedro Alvares Cabral va-t-il s'emparer de ce qui est aujourd'hui le Brésil en 1500. Le reste sera laissé à l'Espagne. Hernan Cortes défait l'empire aztèque (1519-1521) et conquiert le Mexique. A sa suite, les frères Pizarro anéantissent le royaume inca et s'établissent au Pérou. Ils tombent sur les fabuleuses mines d'argent de Potosi, qui vont inonder l'Europe jusqu'à la fin du siècle.

A leur suite, Hollandais, Français et Britanniques vont investir le continent. Les Provinces-Unies (ancien nom des Pays-Bas) créent à partir de 1614 la Nouvelle-Néerlande, qu'elles devront céder à Londres en 1674 par le traité de Westminster. Elles envoient des commerçants peupler ce qui deviendra le Suriname par la suite, dès la fin du XVIème siècle. Les Français s'implantent au Canada dès le début du XVIIème siècle. Ils fondent la colonie de Louisiane en 1682. Ils prennent les îles de la Martinique et de la Guadeloupe en 1635. Après plusieurs tentatives, ils s'installent en Guyane à la fin du siècle, ce qui sera confirmé par le traité d'Utrecht en 1713.

Mais le grand vainqueur de cette période américaine est incontestablement les Britanniques. Arrivés dès 1607 en Virginie, ils vont conquérir progressivement les côtes nord-américaines, au détriment des Hollandais et des Français. Ils vont investir petit à petit les îles des Antilles : Saint-Kitts en 1623, Barbade en 1625, Nevis en 1628, les Bahamas en 1647, la Jamaïque reprise aux Espagnols en 1655, les îles Vierges en 1666, les îles Caïmans arrachées encore à Madrid en 1670, Grenade obtenue des Français en 1760, Tobago en 1762, Trinidad en 1797, ces deux dernières également accaparées sur le dos de l'Espagne. Ils

¹ En fait, depuis le milieu du siècle, les papes successifs tentent d'éviter les conflits et définissent une ligne de démarcation.

s'emparent également en 1831 d'un territoire devenu le Guyana aujourd'hui, après bien des démêlés avec les Pays-Bas et la France. Enfin, les Falkland (ou Malouines) deviennent propriété britannique définitivement en 1833.

A chaque fois, ce sont des guerres de conquête, des actes d'extermination des populations locales, que l'on considère comme moins que rien, les accusant d'être des sauvages, des cannibales, de ne pas avoir d'âme, etc. A cela s'ajoutent des épidémies venues directement d'Europe, contre lesquelles ces êtres affaiblis par les conflits et la discrimination ont peu moyen de lutter. L'extension de la variole en 1525, 1558 et en 1589, celle du typhus en 1546, celle de grippe en 1558, celle de diphtérie en 1614 et celle de la rougeole en 1618 font des ravages. On estime que de 50 à 60% des autochtones disparaissent.

L'homme-marchandise (au Sud)

C'est alors que pour remplacer cette main-d'œuvre qui disparaît, les Européens ont l'idée de faire ressurgir un système qu'ils n'utilisent plus que très peu chez eux et qui, à jamais, fait la honte de la civilisation occidentale : la traite des esclaves.

Le principe en est simple : un navire (ou plusieurs) part d'un port européen (Liverpool, Londres, Amsterdam, Nantes...), chargé de produits de prestige ou d'alcool, destinés à payer les esclavagistes ; il s'arrête dans un port africain où il peut acheter une masse d'êtres humains ; ceux-ci viennent en majorité de l'Afrique profonde, où des circuits locaux se chargent de les capturer ; le navire rempli de cette marchandise particulière s'en va alors pour l'Amérique, pour l'une ou l'autre colonie européenne ; celle-ci fonde son économie sur la culture du tabac, de la canne à sucre, du coton, des secteurs demandant un important travail manuel exercé par

ces migrants africains forcés ; le navire débarque ces esclaves et charge alors les produits fort demandés en Europe : sucre, tabac, coton, cacao...

On estime que plus de onze millions d'Africains sont arrivés en Amérique, dont quatre pour le Brésil et 2,5 millions pour les colonies espagnoles et britanniques chacune². Mais combien sont morts dans les soutes des bateaux ? Combien ont-ils été tués lors des opérations de capture ?

**TABLEAU 1. LA TRAITE ATLANTIQUE DES ESCLAVES
ORIGINAIRES D'AFRIQUE À TRAVERS LES SIÈCLES
(EN MILLIERS)**

Période	Nombre d'esclaves
1519-1600	266,0
1601-1650	503,5
1651-1675	239,8
1676-1700	509,5
1701-1725	958,6
1726-1750	1 311,3
1751-1775	1 905,2
1776-1800	1 921,1
1801-1825	1 610,6
1826-1850	1 604,5
1851-1867	231,7
Total	11 061,8

Source : Olivier Pétré-Grenouillau, *Les traites négrières*, éditions Gallimard, Paris, 2004, p.200, cité dans Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, éditions Gallimard, 2009, p.179.

En 1807, le parlement britannique décide l'interdiction de la traite. Puis, en 1834, il n'est plus permis d'employer des esclaves dans les colonies anglaises. Mais rien n'y fait. En 1830, il y a toujours 60.000 navires pratiquant ce trafic au départ de l'Afrique. « La traite commença à fléchir quand il fut plus rentable de garder les Noirs en Afrique, pour qu'ils y produisent notamment de l'huile de palme - une transformation qui prend

² Christian Delacampagne, *Histoire de l'esclavage*, éditions Librairie Générale Française, Paris, 2002, p.302.

consistance durant la seconde moitié du XIX^e siècle »¹.

Parallèlement, la voie orientale n'entraîne pas moins de conflits et de dégâts. Au départ, les Portugais, les premiers lancés dans ce commerce, établissent des comptoirs tout au long du chemin qui les conduit en Inde. Seulement, cela dérange le monopole que les Arabes avaient sur ces échanges. Plusieurs guerres ont lieu dans la mer Rouge pour le contrôle des voies maritimes.

La phase impériale hollandaise

A partir du XVII^e siècle, les Hollandais délogent les Portugais de pratiquement toutes leurs possessions sur la route des Indes. Les Provinces-Unies, officiellement créées en 1581 et détachées dès lors de l'Espagne et de ses obligations¹, permettent au nouveau pays de prendre des initiatives en haute mer. En 1594, neuf négociants partent d'Amsterdam pour l'Extrême-Orient. Ils y découvrent des possibilités d'un commerce lucratif. Immédiatement, ils décident de créer des compagnies prêtes à se lancer dans des entreprises commerciales : quatre ans plus tard, cinq firmes rivales envoient dans la région 22 navires².

C'est trop. Les autorités font pression pour qu'elles fusionnent. Elles y parviennent en 1602 avec la fondation de la Vereenigde Oost-Indische Compagnie ou VOC, littéralement « Compagnie unie des Indes Orientales ». Les capitaux investis sont énormes pour l'époque.

La VOC reçoit une charte de l'Etat comme quoi elle peut lever des troupes, traiter avec des monarques étrangers,

¹ Le partage des continents est normalement régi par les règles pontificales entre le Portugal et l'Espagne. Mais, protestants, les Hollandais n'ont plus aucune raison de les respecter.

² Philippe Haudrière, *Les Compagnies des Indes orientales*, éditions Desjonquères, Paris, 2006, p.36.

construire des forts, etc. Trois ans plus tard, elle commence à s'installer dans les Moluques qui produisent des clous de girofle (qui valent à l'époque autant que l'or), du poivre et de la muscade. Elle y chasse les Portugais en 1636. En 1619, elle fonde Batavia (aujourd'hui Djakarta). En 1641, elle s'empare de Malacca au détriment de Lisbonne. Elle arrache aux mêmes Portugais la colonie du Cap, prélude aux républiques boers d'Afrique du Sud.

L'organisation de la production reste locale. Les Hollandais se concentrent sur le commerce. Ils laissent telles quelles les structures anciennes. Pour rentabiliser au maximum son exploitation, la Compagnie des Indes spécialise les cultures par région. C'est très dommageable pour les paysans, car ceux-ci ne produisent plus les denrées qui les font vivre. C'est la VOC qui les leur fournit. Celle-ci gagne ainsi sur deux tableaux. D'abord, elle accapare les épices, le poivre à très bas prix, payant misérablement les indigènes, pour revendre ces biens très cher en Europe. Ensuite, elle vend l'alimentation aux agriculteurs, qui n'assurent plus eux-mêmes leur survie. Les rendements sont très élevés : les dividendes versés s'élèvent selon les années entre 15 et 50% du capital investi ; entre 1715 et 1721, cela atteint même entre 40 et 50%³.

Il faut préciser que, dès 1795, les troupes françaises occupent les Provinces-Unies et les ont transformées en République batave. C'est la guerre en Europe jusqu'en 1815. Les Britanniques en profitent pour s'emparer de certaines régions de l'archipel, puis même de la plupart d'entre elles. En 1824, le traité de Londres répartit le pouvoir dans la zone : l'archipel reste aux mains des Hollandais, les Britanniques, qui viennent de fonder Singapour, conservent la mainmise sur les territoires sur le continent et la prin-

³ Philippe Haudrière, *op. cit.*, p.51.

«On estime que plus de onze millions d'Africains sont arrivés en Amérique, dont quatre pour le Brésil et 2,5 millions pour les colonies espagnoles et britanniques chacune. Mais combien sont morts dans les soutes des bateaux ? Combien ont-ils été tués lors des opérations de capture ?»

cipauté d'Aceh, qui exporte surtout du poivre, demeure indépendante.

Landgrabbing as usual

L'Etat hollandais apporte un changement important dans l'organisation des cultures. Si la VOC prenait les denrées pour les vendre en Europe, elle ne se préoccupait pas de la manière de les produire. La Haye va prendre possession des terres - dans certaines contrées, cela concerne parfois la moitié des sols - et obliger chaque indigène d'y travailler au moins un cinquième de son temps, au maximum 66 jours de corvée par an. On y produit surtout du café, du sucre, du thé et de l'indigo¹. Le gouvernement se fonde également sur un système fiscal étendu, alors que la Compagnie s'appuyait surtout sur des biens et services offerts à travers du travail forcé.

Grâce à cela, elle paie son administration et les bénéfices remplissent le Trésor batave. Le reste est soumis au contrôle des potentats locaux, qui deviennent - air connu - des rouages de l'autorité coloniale à travers le paiement des taxes. Les travailleurs autochtones sont donc astreints à un doublement quasiment de leur part d'impôt et de travail forcé. L'excédent rapporte 800 millions de florins entre 1830 et 1877². L'exploitation est redevenue très rentable.

Voici l'Empire britannique

L'immense pays indien est dirigé par les Moghols au début du XVIIIème siècle. Vagues descendants de Tamerlan (ou Timur Lang), ils ont conquis Delhi en 1526 et n'ont cessé depuis lors d'accroître leur emprise sur ce qui est pratiquement un continent. Seulement, le long règne d'Aurangzeb (1658-1707) a épuisé la dynastie en des guerres interminables. Le souverain tente d'imposer

¹ Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, éditions Gallimard, 2009, p.202.
² Jean Bruhat, *op. cit.*, p.55.

son pouvoir total sur le plateau du Dekkan (qui occupe la partie centrale de l'Inde). Il n'y parviendra pas, car la résistance des princes locaux persiste.

Les Européens ont établi une série de comptoirs commerciaux tout le long des côtes indiennes, chacun avec sa propre Compagnie des Indes. Les Britanniques sont à Calcutta, Bombay et Madras, les Français à Pondichéry, à Chandernagor, les Hollandais sont près de Madras et dans l'île de Ceylan (aujourd'hui le Sri Lanka), les Portugais à Goa, les Danois près de Madras et de Calcutta... Les conflits perpétuels ne peuvent que gêner leurs activités.

Un fonctionnaire de la Compagnie française des Indes, Joseph François Dupleix, se dit que c'est le moment d'agir. Nommé gouverneur de la firme en 1741, il se lance petit à petit à la conquête du territoire indien. En 1750, il est le maître de quasiment tout le Dekkan³.

Mais cette avancée inquiète les Britanniques. Le nouveau représentant de l'East India Company (EIC, compagnie des Indes orientales en français), Robert Clive, établit une contrestratégie. A ce moment, Versailles et Londres sont officiellement en paix. Il s'attaque alors aux alliés de Dupleix. En 1753, ce dernier est rappelé en métropole. Ses commanditaires ne partagent pas ses désirs de possessions coloniales. Cela laisse libre cours aux Anglais.

A partir de 1756, France et Grande-Bretagne sont à nouveau opposées dans un des nombreux conflits qui ont lieu à l'époque. C'est la guerre de Sept ans (1756-1763). En Inde, Clive s'empare complètement du Bengale et en tire des revenus importants grâce aux impôts et aux droits de commerce exclusif qu'il arrache pour le salpêtre et

³ Jacques Dupuis, *Histoire de l'Inde*, Kailash éditions, Paris, 2005, p.248.

l'opium. Les Français envoient un officier de talent, Lally, mais qui peu au courant des usages indigènes, ne peut empêcher la capitulation en 1761. A ce moment, Pondichéry, la principale base française dans le pays, est complètement détruite. Au traité de Paris qui clôt cette période de batailles, en 1763, le roi Louis XV perd le Canada et l'Inde. Les Français conservent juste cinq comptoirs : Pondichéry, Chandernagor, Karaikal, Mahé et Yanaon. A ce moment, l'hexagone n'a plus d'empire colonial.

Clive obtient d'autres succès : la perception des taxes dans les régions voisines au Bengale. Rappelons que, sous son règne, une famine épouvantable sévit au Bengale entre 1769 et 1773, réduisant la population d'un tiers.

L'EIC est, néanmoins, conduite dans des conflits toujours plus importants. Les Marathes veulent toujours assurer leur domination sur l'ensemble du pays. D'autres principautés veulent chasser les Anglais. Alors que la Compagnie ne cesse de répéter qu'elle veut réduire ses effectifs militaires, l'armée qu'elle gère passe de 18.000 hommes en 1764 à 115.000 en 1782⁴. Et même 155.000 en 1805, 230.000 en 1820. Avec la famine, elle n'est plus capable de verser de dividendes. Elle demande l'aide du gouvernement qui lui impose un gouverneur général, installé à Calcutta.

Les guerres napoléoniennes bouleversent encore la situation. L'arrivée du général Bonaparte en Egypte inquiète les autorités britanniques qui envoient leur flotte. L'amiral Nelson défait les Français à Aboukir en 1798, rendant le blocage de la route des Indes impossible. Seulement, les rivalités coloniales persistent dans la région, d'autant que la France contrôle maintenant la Hollande.

Londres dépêche Richard Wesley avec son frère, qui prend le nom d'Arthur

⁴ Philippe Haudrère, *op. cit.*, p.213.

Wellesley, futur duc de Wellington (celui de la bataille de Waterloo)¹, comme gouverneur des Indes. Celui-ci comprend qu'il est possible de conquérir l'ensemble du territoire. A travers diverses batailles et alliances, il étend la mainmise britannique entre la vallée du Gange et celle de la Yamuna², rejoignant au sud Bombay. En particulier, les Anglais défont les Marathes en 1803 à Assaye, la première victoire militaire du futur duc de Wellington, et les princes indiens sont obligés de leur concéder d'importants territoires. Le grand Moghol, toujours installé à Delhi, se déclare sous le protectorat anglais. Selon Jacques Dupuis, « Wellesley est le fondateur de l'Empire britannique aux Indes »³.

L'EIC continuera son œuvre, tout en cédant de plus en plus de pouvoir à l'Etat britannique. Elle s'empare du Cachemire, d'une partie de l'Himalaya pour faire face à une menace népalaise, s'enfonce en Birmanie voisine du Bengale... Elle prend le Sindh, soit la vallée de l'Indus, en 1843, mais est repoussée en Afghanistan. Échec prémonitoire, déjà...

Insurrection populaire

Elle contrôle la route maritime jusqu'aux Indes. Depuis 1806, elle a chassé la colonie néerlandaise du Cap, les fermiers d'origine hollandaise émigrant vers le nord pour former ce qui sera les républiques boers. En 1819, elle occupe Singapour. En 1839, elle prend Aden.

Mais l'Angleterre s'industrialisant, la pression pour abroger les réglementations qui accordent des exclusivités et des prérogatives à la Compagnie des Indes augmente fortement. En 1813, celle-ci perd son monopole commercial. En 1833, ses activités commerciales sont abolies. Elle n'est plus qu'une

¹ Celui-ci a légèrement changé son nom de famille. Ce que fera aussi Richard Wesley.

² Un affluent du Gange qui passe à Delhi.

³ Jacques Dupuis, *op. cit.*, p.257.

courroie de transmission de la Couronne britannique.

En 1848, Lord Dalhousie est nommé gouverneur et, très vite, il mène une politique agressive. Il attaque les sikhs et annexe le Pendjab. Puis il part à l'assaut de la Birmanie, entrant dans sa capitale, Rangoon. A l'intérieur de l'Inde même, il décrète que si un souverain d'un Etat protégé meurt sans héritier direct, sa principauté devient propriété de l'EIC. A ce moment, celle-ci a la maîtrise complète du pays, enfin le croit-elle.

C'est dans ce contexte qu'en 1857 éclate la révolte des cipayes, des fantassins indiens engagés dans l'armée britannique, en général majoritaires: front anti-impérialiste avant l'heure. Mais l'autorité anglaise veut les utiliser dans des régions en dehors de celles où ils ont été recrutés, notamment en Birmanie et en Afghanistan. De cette manière, ils perdraient leur assise locale. Près de Delhi, une insurrection surgit. Les mutins tuent les Européens à proximité, s'emparent de l'ancienne capitale indienne et placent le grand Moghol à la tête d'un nouvel empire à créer.

Londres décide de réagir immédiatement. Il disqualifie l'EIC, qui sera dissoute à la suite de cette affaire. Il envoie des soldats anglais et commence une répression terrible. Il lui faudra quand même une année pour pacifier à nouveau le pays. Il y aura 2.000 personnes fusillées et 380 pendues⁴. Delhi est mise à sac par les troupes britanniques. Et la reine Victoria est nommée impératrice des Indes (en fait, elle le sera en 1876).

La transmission du pouvoir à l'Etat accélère la transition progressive vers le capitalisme. Le paysan travaillant pour l'EIC a déjà vu sa condition changer. Il ne se fournit plus auprès des autres membres du village pour les produits qu'il n'a pas, mais auprès de la

⁴ Jacques Dupuis, *op. cit.*, p.300.

«Il y aura 2.000 personnes fusillées et 380 pendues. Delhi est mise à sac par les troupes britanniques. Et la reine Victoria est nommée impératrice des Indes (en fait, elle le sera en 1876).»

Compagnie. Et s'il n'est pas assez productif ou s'il y a retournement de conjoncture sur la denrée qu'il cultive, il sera lui-même en difficultés financières. Une masse de gens émigrent donc vers les villes qui deviennent des entités de plus en plus immenses.

Mais l'administration par la Couronne va accentuer cette transformation. Les chemins de fer sont introduits en 1853 et, bientôt, la colonie sera une des régions les plus ferroviaires du monde. Cela va favoriser l'introduction des capitaux britanniques dans le pays, ce qui était rare auparavant. La monnaie de papier, la roupie, apparaît en 1861. L'Inde devient une contrée où désormais le capitalisme domine et profite en premier lieu aux Anglais. En 1855 apparaît la première manufacture près de Calcutta. En 1914, on en compte 58, occupant environ 200.000 ouvriers. Le pays est le second producteur asiatique de charbon. Des entrepreneurs indigènes pointent leur nez, tel Tata qui fonde la Tata Iron and Steel en 1907.¹

L'opium est la religion du commerce

Parallèlement, l'EIC avait amorcé des échanges avec la Chine. Mais elle était déficitaire, car elle importait de la soie, du thé, de la porcelaine et d'autres biens très prisés dans le reste du monde, mais n'exportait quasiment rien. Elle avait trouvé l'opium (qu'elle cultivait en Inde) comme seul produit trouvant un certain attrait dans l'empire du Milieu. On estime qu'il y a deux millions de consommateurs dans le pays. Seulement, les autorités chinoises jugeaient, non sans raison, que l'effet sur la population était désastreux. Les différents empereurs Qing² ont décidé d'interdire l'arrivée et l'usage de la drogue. C'est le cas de Daoguang (1820-1850).

¹ Henri Wesseling, *op. cit.*, p.391.

² La dynastie Qing, d'origine mandchoue, dirige la Chine depuis 1644.

Il nomme un commissaire spécial pour arrêter le commerce de l'opium. Celui-ci envoie une lettre à la reine Victoria l'incitant à stopper ces échanges. En 1839, il prend l'initiative de détruire les stocks et les cargaisons existants et arrivant à Guangzhou (Canton), le principal port du trafic. Pour les Britanniques, c'est un casus belli. Ils s'implantent à Hong-Kong, s'emparent de Guangzhou, remontent jusqu'à Nanjing (Nankin). La cour impériale prend peur et capitule. Le traité de Nanjing de 1842 autorise le commerce de l'opium, l'ouverture de plusieurs ports aux échanges internationaux - à cette époque, la Chine est très fermée sur le monde extérieur - et accorde la concession de l'île de Hong-Kong à l'EIC. Les autres pays, notamment la France et les Etats-Unis, exigent des conditions identiques pour commercer.

En 1856, un navire anglais contrebandier est intercepté par les autorités chinoises. Londres réagit de nouveau violemment. Avec l'aide de la France, il occupe de nouveau Guangzhou. Puis, les deux Etats européens s'emparent de Tianjin (Tientsin) et arrivent devant la cité impériale de Beijing (Pékin). En 1860, ils pillent et incendient le palais d'été, qui recelait des trésors historiques et architecturaux. La Chine tombe dans l'escarcelle des puissances coloniales et devient par ce fait même un enjeu et une rivalité pour celles-ci. L'empire Qing est en train de s'effondrer.

Du côté de l'Afrique

La conquête de l'Algérie est le fruit d'événements successifs plutôt fortuits. Le pays, qui est constitué essentiellement de deux villes, Alger et Constantine, et leurs alentours, fait partie de l'Empire ottoman. En réalité, un dey dirige la cité d'Alger de façon assez indépendante. Celui-ci a fourni du matériel militaire à la France et exige d'être payé. Les banquiers français tergiversent.

Le dey appelle le consul parisien dont il frappe le nez dans un geste de colère.

Le pouvoir royal restauré à Paris (après les mouvements révolutionnaires et l'épisode napoléonien) utilise cet incident pour rehausser son prestige en 1830 (à la veille des révoltes de l'époque). Il envoie un général et des troupes pour s'emparer du territoire, ce qu'ils feront sans trop de peine. Le régime de Louis-Philippe qui sort comme nouveau monarque après les émeutes de juillet va pousser à la colonisation du pays. Mais il faudra attendre les années 1860 avant que celui-ci ne soit réellement pacifié.

Ce sont ces années qui sont le prélude à une modification plus importante qui apparaît vers 1870. Avant cette date, les colonies sont poursuivies pour des raisons essentiellement commerciales, mais aussi, on l'a vu, d'emprise sur les ressources naturelles, dont l'homme, corvéable jusqu'à la mort. Ce sont des facteurs circonstanciels qui poussent les Etats européens à investir davantage. Il n'y a pas de volonté de conquête réellement affichée (sauf en Amérique). Au contraire, la politique revendiquée est de limiter les dépenses d'administration. Donc mieux vaut laisser les autochtones aux commandes et développer le commerce avec eux.

Par la suite, les colonies vont être avidement recherchées. Et les principaux pays occidentaux vont y participer activement. Pourquoi ?

*Les grévistes de Ronchamp
(Haute-Saône)
ont jeté à l'eau un ouvrier
qui s'entêtait à travailler.*

Le nouvel élan: l'impérialisme

Nouvelle donne à partir de 1870, direction Première Guerre mondiale: la quête de plus en plus « concurrentielle », entre Etats, pour conquérir au profit de leurs économies à l'étranger l'espace « vital » nécessaire. Au lendemain de la Grande Guerre, le jeune pouvoir soviétique rendra publics les traités secrets par lesquels les belligérants comptaient se répartir les conquêtes... Cela fit un peu scandale. Ci-gisent les prémices.

La transition est manifeste vers 1870. L'historien Marc Ferro, auteur d'une analyse de la colonisation, note : « le sentiment est général, à partir de 1870, qu'une ère nouvelle a commencé »¹. Henri Wesseling confirme cette situation. Soulignant que la conquête algérienne de 1830 a un caractère particulier, il précise : « *Le grand revirement n'intervient qu'un demi-siècle plus tard, vers 1880 donc* »².

En 1852, le leader des conservateurs britanniques, Benjamin Disraeli, se plaint de ces colonies, « véritables boulets aux pieds » de l'Angleterre. Vingt ans plus tard, il se fait le chantre le plus fervent de l'impérialisme, s'engageant à défendre par tous les moyens l'empire colonial. Lord Salisbury, qui fut ministre des Affaires étrangères de 1878 à 1880, puis quasiment de 1885 à 1900 (en même temps que Premier ministre d'ailleurs), remarque en 1880, quand il quitte le Foreign Office, que personne ne s'intéresse à l'Afrique. Cinq ans plus tard, lorsqu'il revient, « *c'est à peine si les nations de l'Europe ne se querellaient pas quant aux différentes parties de l'Afrique qu'elles désiraient obtenir* »³.

Qu'est-ce qui peut expliquer une telle transformation ? Qu'est-ce qui précipite cette course à la colonisation ?

1 Marc Ferro, *Histoire des colonisations*, éditions du Seuil, Paris, 1994, p.30.

2 Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, éditions Denoël, Paris, 1996, p.17.

3 Henri Wesseling, *op. cit.*, p.75.

Émergence d'émergents

Les précurseurs de la possession des territoires lointains sont le Portugal, l'Espagne, les Provinces-Unies, l'Angleterre et la France, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. D'une certaine manière, la Russie participe à ce mouvement, mais en prolongeant son emprise sur des régions limitrophes, mais qui l'entraîne de plus en plus loin, dans les Balkans, d'une part, vers l'est, d'autre part.

Mais, dès la fin du XVIII^{ème} siècle, les deux empires ibériques sont en déclin. Au début du siècle, ils doivent d'ailleurs abandonner leurs colonies américaines qui deviennent indépendantes, les unes après les autres, à la grande satisfaction des Britanniques, qui y voient de nouvelles possibilités pour commercer⁴. Les Hollandais, intégrés à l'empire napoléonien en 1795, disparaissent comme puissance.

La France se trouve en difficulté. Ses premières tentatives de construire des entités territoriales en zone d'outre-mer échouent suite à la guerre de Sept ans (1756-1763). Versailles doit céder l'Inde et le Canada. Ce n'est pas un projet très élaboré qui conduit à l'occupation

4 En décembre 1824, le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, George Canning, s'écrit : « *L'Amérique espagnole est libérée. Et si nous gérons bien nos affaires, elle sera anglaise* » (Rory Miller, *Britain and Latin America in the nineteenth and twentieth centuries*, Longman Group UK Limited, Londres, 1993, p.1).

des côtes algériennes dès 1830. En 1850, elle est loin derrière l'Angleterre en possessions coloniales.

Le maître incontesté est donc Londres, qui profite aussi de son industrialisation précoce. Le pays est le premier à amorcer une révolution économique et politique qui mène petit à petit la bourgeoisie à la tête à la fois des entreprises et de l'Etat. Jusqu'en 1850, il détient une avance incontestable sur les autres régions européennes qui commencent seulement à adopter le modèle britannique : d'abord le sillon Sambre-et-Meuse, le nord de la France et la Rhénanie (contrôlée dès 1815 par la Prusse) ; puis progressivement le reste de la France, l'Allemagne, la Silésie⁵, la Bohême, la Suisse ; le capitalisme gagne ensuite progressivement la Scandinavie, l'Autriche, le nord de l'Italie...

C'est dans ce contexte qu'apparaissent de nouveaux concurrents. Le royaume d'Italie est proclamé en 1861, avec sa capitale Turin. Par la suite, Venise et Rome seront annexées, cette dernière devenant la nouvelle capitale, au grand dam de la papauté, qui la gérait sans partage jusqu'alors.

Sur le nouveau continent, la guerre de Sécession (1861-1865) oppose les Etats américains du nord-est contre ceux du sud-est. Les premiers se développent à l'image de la Grande-Bretagne, avec une forte industrialisation. Les seconds demeurent attachés à une économie esclavagiste pour produire le coton que demande avidement la métropole anglaise (surtout le Lancashire⁶). La victoire des nordistes entraîne l'avènement du capitalisme libéral et sauvage, précédé-

5 Région située sur les pays actuels de la Pologne, de la Tchéquie et de l'Allemagne.

6 C'est la région de Liverpool et de Manchester.

dant la formation d'entreprises géantes et de nombre de multinationales encore actives aujourd'hui¹.

Au Japon, le choc sera encore plus surprenant. Cet Etat féodal presque complètement fermé sur lui-même depuis le XVII^{ème} siècle, est réveillé soudainement par l'arrivée en 1854 d'un cuirassé américain, qui le somme de s'ouvrir au commerce international. Même si les autorités acceptent, c'est un séisme dans l'archipel, car jamais les Nippons n'avaient observé de près de tels navires aussi puissants. Certains des seigneurs se disent qu'il faut changer radicalement le système et s'adapter. Il faut se débarasser du shogun², rétablir l'empereur, qui n'a plus qu'un rôle symbolique à l'époque, apprendre la science et la technologie des étrangers et développer le capitalisme à l'intérieur, en prenant ce qu'il y a de meilleur dans chaque pays. C'est la révolution (ou restauration) de Meiji³, qui a lieu en 1868.

Enfin, le plus spectaculaire et le plus important est l'unification allemande dirigée par la Prusse et son habile chancelier, Otto von Bismarck. Celui-ci se lance dans des guerres contre les duchés germaniques indépendants, la Prusse étant à ce moment divisé en deux grands territoires, celui à l'est autour de Berlin, mais s'étendant jusqu'à Dantzig (aujourd'hui Gdansk), Königsberg (aujourd'hui Kaliningrad) ou Breslau (aujourd'hui Wrocław), celui à l'ouest la Rhénanie avec Cologne, Duisbourg, Bonn... En 1866, il défait les troupes autrichiennes à Sadowa, ce qui exclut

¹ Voir Marianne Debouzy, *Le capitalisme « sauvage » aux Etats-Unis 1860-1900*, éditions du Seuil, Paris, 1972.

² Le shogun signifie « grand général pacificateur des barbares ». C'est un titre qui va être attribué de façon héréditaire à la famille Tokugawa à partir du XVI^{ème} siècle. C'est lui qui dirige réellement l'archipel dès ce moment.

³ C'est le nom pris par l'empereur Mutsuhito, lorsqu'il redevient de fait le chef de l'Etat. Meiji signifie « gouvernement

la famille des Habsbourg de l'unification en cours (alors que celle-ci détenait jusqu'en 1806 le titre de saint empereur romain germanique). Puis, enfin, pour obtenir l'adhésion des derniers réticents (Bavière, Wurtemberg...), il se lance dans une guerre contre la France, qui se termine par la proclamation au château de Versailles de l'empire allemand, avec l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine.

Le tableau suivant (tableau 1.) donne une estimation de l'évolution de la SGNrichesse produite par les principales régions du monde. Il s'agit d'un calcul effectué à partir du PIB évalué en PPA. Le Produit intérieur brut (PIB) est la production de biens et de services marchands offerts par un pays. Mais ceci peut être influencé par les prix, à la fois par l'inflation et par les niveaux généraux différents entre nations. C'est pour cela qu'on utilise parfois la parité de pouvoir d'achat (PPA) : le taux de change entre devises est alors repris non des tablettes officielles, mais de ce qu'un même panier de biens puisse être acheté par la même quantité de monnaie.

En 1820, la part de l'Asie reste dominante, mais avec une population largement supérieure. En réalité, l'Angleterre, talonnée par la France, est déjà en avance sur le reste du monde. En 1870, elle conserve son avantage. Mais, cette fois, les Etats-Unis sont sur sa trace. Et l'Allemagne, à peine constituée, a rattrapé Paris. En 1900, Washington a pris le large. La Grande-Bretagne est juste devant Berlin. Mais la situation est inversée treize ans plus tard. Sur l'ensemble de la période, l'Asie, soumise à la colonisation ou à la dépendance, s'enfoncé. Elle ne se réveillera qu'après la Seconde Guerre mondiale. L'Empire ottoman régresse, alors que la Russie et l'Autriche progressent avec l'étendue des territoires et les débuts d'une industrialisation. L'Amérique latine, sortie de la colonisation, s'en sort bien. L'univers de 1913 est

bouleversé par rapport à celui de 1820 et même de 1870.

Ainsi, les nouveaux Etats capitalistes vont tout faire à la fois pour accélérer l'industrialisation domestique et pour commencer la conquête coloniale. Ils vont devenir concurrents des anciennes puissances. En retard, ils vont devenir de plus en plus agressifs dans ces projets. En 1913, ce sont deux d'entre eux qui sont à la tête de l'économie mondiale : les Etats-Unis et l'Allemagne, alors que Londres domine toujours en matière de finance internationale, de marine, de possessions coloniales et d'autorité politique.

Les multinationales déjà...

Le développement capitaliste a une autre conséquence : la concurrence exacerbée conduit à l'avènement de firmes gigantesques qui dominent de plus en plus les différents marchés intérieurs et se lancent dans les ventes, puis la production, à l'étranger. Les premières multinationales apparaissent dans les années 1860 avec Singer, le fabricant américain de machines à coudre, et Bayer, le géant allemand de la chimie.

Il est intéressant de noter que ce sont les nouveaux pays émergents qui sont à la tête de ce mouvement. En Angleterre, à l'une ou l'autre exception, la compétition entre compagnies de taille moyenne demeure la règle. En revanche, les mastodontes industriels sortent des entrailles nord-américaines, germaniques, nipponnes ou même italiennes (Fiat en 1900).

Ainsi, en 1901, Andrew Carnegie vend ses propriétés sidérurgiques à un groupe de financiers dirigé par Pierpont Morgan. Ce dernier fusionne l'ensemble qui devient US Steel, le plus important producteur d'acier durant des décennies. Un peu avant, John Rockefeller crée un véritable empire dans le pétrole sous le nom de la Standard Oil. Dès 1879, il

TABEAU 1. EVOLUTION DU PIB RÉEL EN PPA DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS DU MONDE 1820-1913 (EN MILLIARDS DE DOLLARS ET EN %)

	1820		1870		1900		1913	
	Milliards	%	Milliards	%	Milliards	%	Milliards	%
Autriche-Hongrie	10,6	1,5	26,7	2,4	60,3	3,1	82,0	3,0
France	35,5	5,1	72,1	6,5	116,7	5,9	144,5	5,3
Allemagne	26,8	3,9	72,1	6,5	162,3	8,2	237,3	8,7
Italie	22,5	3,2	41,8	3,8	60,1	3,0	95,5	3,5
Grande-Bretagne	36,2	5,2	100,2	9,0	184,9	9,4	224,6	8,2
Autres Europe occidentale	32,2	4,6	71,5	6,4	132,7	6,7	176,7	6,5
Etats-Unis	12,5	1,8	98,4	8,9	312,5	15,8	517,4	18,9
Russie	37,7	5,4	83,6	7,5	154,0	7,8	232,4	8,5
Amérique latine	14,9	2,2	27,3	2,5	71,9	3,6	120,8	4,4
Chine	228,6	33,0	189,7	17,1	218,2	11,1	241,4	8,8
Inde	111,4	16,1	134,9	12,2	170,5	8,6	204,2	7,5
Japon	20,7	3,0	25,4	2,3	52,0	2,6	71,7	2,6
Autres Asie de l'Est	36,5	5,3	53,2	4,8	85,0	4,3	122,8	4,5
Empire ottoman	19,6	2,8	42,6	3,8	35,5	1,8	38,0	1,4
Autres	47,6	6,9	70,1	6,3	155,1	7,9	223,9	8,2
Total	693,5	100,0	1 109,7	100,0	1 971,9	100,0	2 733,2	100,0

Source : Calculs à partir d'Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD* : http://www.ggd.net/maddison/Historical_Statistics/horizontal-file_02-2010.xls.

contrôlait plus de 75% des raffineries et 80% des oléoducs¹. La loi anti-trust aux Etats-Unis est votée en 1890 avec comme but de démanteler le colosse énergétique. Mais il faudra 21 ans avant que cela ne soit le cas et encore cela donnera naissance à plusieurs titans qui dominent ce secteur aujourd'hui : ExxonMobil, Chevron, ConocoPhillips, BP (qui reprendra Arco, Amoco et la Standard Oil of Ohio).

¹ Guy Richard, *Le monde des affaires en Europe de 1815 à 1917*, Armand Colin, Paris, 2000, p.32.

Dans l'électricité et l'électronique, même concentration démentielle. A la General Electric, fondée par Thomas Edison, répondront les géants allemands d'AEG, constitué par Emil Rathenau, et de Siemens. La chimie est assujettie par les trois leaders germaniques, Hoeschst, Bayer et BASF. La sidérurgie allemande se développe sous l'apanage de Krupp et de Thyssen, tandis qu'en France, les Wendel et les Schneider y prennent des parts de plus en plus importantes. Même la nouvelle industrie automobile

est rapidement prise en main par Henry Ford qui lance le modèle T en 1908, puis la chaîne de montage en 1913.

Il faut souligner l'influence bancaire décisive dans cette promotion des firmes internationales gigantesques. Une partie de ces initiatives sont créées à partir d'un consortium financier. Ainsi, Pierpont Morgan à la tête de la Morgan Bank est l'homme le plus puissant de l'autre côté de l'Atlantique. C'est lui qui est derrière la fondation la Federal

Reserve, la banque centrale américaine en 1913. Son « concurrent » Rockefeller acquerra des actions de la Chase National Bank en 1930 avec la vente de sa société financière Equitable Trust Company of New York¹.

En Allemagne, c'est le règne des quatre D qui assure les deux tiers de l'activité bancaire germanique après 1880² : la Dresdner Bank (1872), la Diskontogesellschaft (1856), la Darmstader Bank (1855) et la Deutsche Bank (1870)³. Cette dernière est fondée en 1870 par Georg Siemens, un cousin de ceux qui dirigent la firme du même nom. Le modèle de ces banques est la Société Générale de Belgique, qui associe une activité de dépôts et de prêts avec des prises de participation industrielle. Grâce à cela, la compagnie belge met la main sur une bonne partie des charbonnages, de la métallurgie et des chemins de fer (privés à l'époque) du pays.

Cette concentration a un autre effet : c'est l'imbrication croissante entre le personnel d'Etat et celui des grandes entreprises et des principales banques. Avec leur manne financière, ces dernières acquièrent de plus en plus de pouvoir et de capacité d'influence. Auparavant, dans un monde de rivalité entre firmes de taille moyenne ou petite, en général de même nationalité, il n'y a pas de raison pour un gouvernement de favoriser telle société par rapport à une autre. Mais c'est différent si ce sont des géants, qui plus est porteurs d'emplois et de richesses pour le pays en question. Dorénavant, la bureaucratie publique travaillera pour la protection et même la promotion de ces derniers.

A la fin du XIX^{ème} siècle, la plupart des territoires nationaux sont

¹ Il est amusant de souligner qu'aujourd'hui les deux banques sont associées dans la JP Morgan Chase, une des principales institutions financières américaines et mondiales.

² Guy Richard, *op. cit.*, p.168.

³ Entre parenthèses, leur date de création.

contrôlés par quelques firmes dans les secteurs les plus importants. Celles-ci sont prêtes à vendre et investir à l'étranger. C'est d'ailleurs déjà le cas. Mais cette rivalité entraîne une guerre des prix qui risque de réduire les bénéficiaires. Aussi les titans se réunissent de plus en plus pour former des cartels qui se partagent la production, voire les marchés, et régularisent les prix. Tous ces accords sont permis à l'époque. Vers 1900, il y a environ 250 cartels en Allemagne uniquement⁴.

1873-1895? La Grande Dépression!

La période allant de 1850 à 1873 est considérée comme l'apothéose du libre-échange. C'est une période de croissance, marquée par deux récessions ponctuelles en 1857 et en 1866-1867. Londres parvient à convaincre ses partenaires commerciaux d'abandonner ses droits douaniers. C'est le cas de la France en 1860, puis à sa suite de nombreux pays européens.

Mais, en mai 1873, la crise éclate en Allemagne et en Autriche, puis aux Etats-Unis en septembre. La Grande-Bretagne est touchée par la baisse des exportations et par le retrait de capitaux étrangers. La France est relativement épargnée, car elle se remet difficilement de sa défaite face à Bismarck. Contrairement aux autres fois, la reprise ne revient pas rapidement. En Europe, le marasme se prolonge jusqu'en 1878-1879⁵. De l'autre côté de l'Atlantique, une nouvelle diminution de la production apparaît en 1877. La récession culmine en 1882.

A Paris, une grande banque, l'Union générale, qui rassemblait les capitaux catholiques (face à la « finance juive », celle des Rothschild notamment), fait faillite. Deux ans plus tard, à la Bourse de New York, 404 banques sur

⁴ Guy Richard, *op. cit.*, p.36.

⁵ Maurice Niveau et Yves Crozet, *Histoire des faits économiques contemporains*, éditions PUF, Paris, 1966, p.238.

3.261 doivent fermer leurs portes⁶. Le chômage se répand.

En 1890, c'est au tour de Londres d'être au centre de la tourmente. La maison Baring, une des plus importantes banques d'affaires internationales, créée en 1770 et liée à l'ancienne Compagnie des Indes orientales, est ébranlée par des investissements imprudents en Argentine. La panique est évitée de justesse par l'intervention de la Banque d'Angleterre et des autres établissements financiers de la place. Le ralentissement économique durera jusqu'en 1894, lorsqu'une nouvelle crise intervient.

Cette période perturbée entre 1873 et 1895 a été intitulée par les contemporains « Grande Dépression ». Contrairement à la progression quasi continue du capitalisme, entrecoupée de récessions ponctuelles, elle est marquée par une évolution nettement plus saccadée, avec une succession de blocages de la production, suivie de reprises qui n'en sont pas vraiment. L'endettement croît, ainsi que le chômage.

Cette situation facilite la concentration et l'émergence d'entreprises géantes, capables de résister à ces conjonctures défavorables qui se répètent à courte distance l'une des autres. Ce modèle prend définitivement corps en Allemagne, aux Etats-Unis (avec la banque Morgan), au Japon (avec les futurs zaibatsus⁷ comme Mitsui, Mitsubishi ou Sumitomo). Il est réaffirmé en Belgique avec la domination de la Société Générale. En France, les désastres successifs du Crédit Mobilier des frères Pereire en 1867, rivaux affichés des Rothschild, et de l'Union générale en 1882, tous deux grands partisans de cette activité, incitent les financiers à se détourner des participations dans des

⁶ Maurice Niveau et Yves Crozet, *op. cit.*, p.240.

⁷ Zaibatsu signifie littéralement « clique financière » en japonais.

entreprises et des investissements industriels. Le Crédit Lyonnais et la Société Générale, adoptant pourtant à sa naissance en 1864 le même nom que sa consoeur belge en vue d'imiter sa politique, se concentrent dorénavant sur les prêts et dépôts traditionnels¹.

Parallèlement, la crise pose un problème de débouchés pour les firmes. La demande solvable est insuffisante, non que tous les besoins aient été remplis - la situation des salariés reste déplorable. Mais ceux-ci n'ont pas les moyens d'acheter les produits offerts sur le marché. L'ouverture de projets dans les colonies va apparaître très rapidement comme une soupape pour nombre de capitalistes. Et plus la métropole a de possessions outremer, plus les perspectives sont alléchantes.

Le retour du protectionnisme

Il faut, cependant, tenter de réserver ces marchés à « ses » firmes nationales. Or, depuis 1860, c'est le libre-échange qui l'emporte. En Angleterre, c'est une religion : il faudra les troubles de l'entre-deux-guerres pour la remettre en cause.

Ailleurs, il en va autrement. Au départ, l'industrie britannique est supérieure. Si on laisse les frontières ouvertes, les marchandises de la « perfide Albion » vont s'imposer partout et détruire les productions locales. Deux économistes, l'un aux Etats-Unis, Alexander Hamilton (1757-1804), l'autre en Allemagne, Friedrich List (1789-1846), - comme, par hasard, dans les deux principaux pays émergents -, défendent l'idée qu'une industrie naissante a le droit de la pro-

¹ Les banques anglaises, elles aussi concentrées autour des cinq leaders (les Big Five : la Midland, la Westminster, la Lloyd's, la Barclay's et la National Provincial), se sont traditionnellement limitées à leurs activités commerciales, laissant les investissements à des institutions spécialisées comme la Baring.

téger contre les incursions de nations technologiquement plus avancées.

D'ailleurs, l'Angleterre, elle-même, s'est développée et est devenue la première puissance à l'abri de protections extrêmement importantes. Ce n'est qu'en 1846, en supprimant les droits d'importation sur les céréales, qu'elle s'est convertie en chantre du libre-échange aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger. A ce moment, elle est presque l'atelier du monde. Les concurrents sont faibles.

Mais la concentration des entreprises, la crise économique et le développement rapide de pays concurrents incitent les Etats à revoir leur stratégie. A partir de la fin des années 1870, plusieurs d'entre eux introduisent des tarifs protecteurs : l'Espagne, la Russie, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, la Roumanie, la Suisse, la Grèce...

C'est l'Allemagne qui, néanmoins, envoie le signal le plus fort. En 1879, sous la pression des milieux agricoles face aux importations massives de blé russe, le chancelier Otto von Bismarck réintroduit d'importants droits douaniers. Deux ans plus tard, c'est la France qui revient petit à petit à cette politique, pour y céder totalement en 1892 avec les lois Méline, du nom de son promoteur.

Il n'est pas superflu de rappeler que, durant toute cette période, Washington, pour sa part, poursuit sa ligne protectionniste, sous l'influence des idées de Hamilton. Comme l'écrit l'économiste Paul Bairoch : « de 1866 à 1913 les Etats-Unis furent le pays le plus protectionniste des pays avancés »². C'est ce qu'on peut observer sur le tableau 2., en se rappelant que la Russie est encore à cette époque sous la domination d'un monarque féodal, le tsar.

² Paul Bairoch, *Victoires et déboires*, livre II, éditions Gallimard, Paris, 1997, p.295.

TABEAU 2. DROITS DE DOUANE MOYENS SUR LES ARTICLES MANUFACTURÉS (MOYENNES PONDÉRÉES, EN %)

	Tarifs
Russie	84
Etats-Unis	44
Espagne	41
Japon	30
France	20
Suède	20
Autriche	18
Italie	18
Danemark	14
Allemagne	13
Belgique	9
Suisse	9
Pays-Bas	4
Grande-Bretagne	0

Source : Paul Bairoch, *Victoires et déboires*, livre II, éditions Gallimard, Paris, 1997, p.294.

Seuls la Grande-Bretagne et, dans une mesure moindre, les Pays-Bas demeurent libre-échangistes. Tous les autres Etats imposent des tarifs plus ou moins élevés sur des produits non seulement agricoles, mais également industriels. Dans ces conditions, les colonies qui adoptent en général une politique commerciale identique à la métropole servent de marchés intérieurs pour les entreprises nationales. Elles servent à la fois de débouchés pour les « surplus » manufacturiers, de terres d'accueil des investissements en quête de profits plus élevés et de chasse gardée féroce contre les « braconniers » étrangers.

Le nouveau nationalisme

Ce développement se traduit dans une idéologie nationaliste qui n'a plus rien à voir avec celle issue de la

Révolution française. Elle est nettement marquée à droite et vante les mérites de la civilisation européenne face aux autres, barbares, arriérées, qui doivent subir la domination occidentale pour sortir des ténèbres. Et, comme il y a de plus en plus de concurrents dans cette course à la colonisation, il faut que ce soit « son » pays qui soit à la pointe de cette expansion territoriale qui montrera au monde la grandeur de ses habitants.

C'est en France que ce courant apparaît et se développe le plus nettement. Il ne faut pas s'en étonner. Il y a une longue tradition de chauvinisme. Le pays est humilié par les défaites militaires face à la Prusse. A sa suite, il y a eu la première expérience révolutionnaire socialisante à Paris, qui a été réprimée de manière impitoyable. La droite extrême se drape du manteau nationaliste pour tenter de redorer le blason de la nation.

Un des précurseurs en est l'économiste Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916). Il associe d'emblée patriotisme et intérêt des affaires. A cette fin, il distingue l'émigration des personnes, qui était jusqu'alors un motif majeur de la colonisation, de celle des capitaux. C'est cette dernière qui doit être privilégiée, de sorte à privilégier le développement économique national. Dans un mémoire datée de 1870, il écrit notamment : « La fondation des colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un vieux et riche pays »¹.

En même temps, il exaltait les passions pour entreprendre ce projet colonial dans une France démoralisée : « un peuple qui colonise c'est un peuple qui jette les assises de sa grandeur dans l'avenir et de suprématie future »².

¹ Cité par Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962, La Table ronde, Paris, 1962, p.53.*
² Raoul Girardet, *op. cit., p.55.*

Jules Ferry, plusieurs fois chef de gouvernement entre 1881 et 1885³, reprend ces thèmes pour en donner une forme concrète dans une période cruciale pour la colonisation française. Il déclare en effet : « La politique coloniale est fille de la politique industrielle »⁴. Il ajoute : « Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures »⁵. Et il va engager le pays dans une action outremer très active.

En Allemagne, le chancelier Bismarck est, au départ, très réticent. Il explique à ses interlocuteurs que sa carte d'Afrique se situe, en réalité, en Europe, à faire face à des puissances européennes. Mais il laissera les initiatives germaniques à l'étranger entre 1880 et 1885 suivre leur cours pour les officialiser par la suite. Il existe des associations coloniales à partir de 1882 pour défendre les projets outremer. Ainsi, la Kolonialgesellschaft compte environ 40.000 membres à son apogée⁶.

L'historien britannique Eric Hobsbawm note le passage d'une forme d'appel à la nation à l'autre : « Dans la petite bourgeoisie⁷, le nationalisme se transforma donc, cessant d'être associé au libéralisme et à la gauche, pour devenir un mouvement chauvin, impérialiste et xénophobe de droite, déplacement que l'on peut déjà observer dans l'utilisa-

³ *Les gouvernements français à l'époque (III^{ème} République) ne tiennent souvent pas très longtemps.*

⁴ Raoul Girardet, *op. cit., p.82.*

⁵ Discours prononcé à la Chambre des députés : « Les fondements de la politique coloniale », 28 juillet 1885 : <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/ferry1885.asp&title=Discours%20prononc%C3%A9%20%C3%A0%20la%20Chambre%20des%20d%C3%A9put%C3%A9s%20A%03A%03A%03A%20le%2028%20juillet%201885%20%C2%AB%C2%A0Les%20fondements%20de%20la%20politique%20coloniale%C2%A0%C2%BB.>

⁶ Henri Wesseling, *op. cit., p.380.*

⁷ Qui se prolétarise à l'époque.

tion ambiguë de termes comme 'patrie' et 'patriotisme' vers 1870 en France »⁸.

L'apothéose de ce nationalisme qui dérive vers la xénophobie et le racisme sera l'Affaire Dreyfus, qui éclate en 1894. L'ennemi sera le juif, marxiste, membre de la haute finance, allemand... Le penchant vers la droite et le conservatisme devient alors irréversible et sera précurseur des mouvements fascistes d'après-guerre.

Au départ, préoccupé par les questions sociales et strictement domestiques, Maurice Barrès est réticent à la colonisation. Mais, rapidement tenté par le redressement de la France et de sa grandeur retrouvée à l'étranger, il devient favorable aux conquêtes comme Jules Ferry, Léon Gambetta et bien d'autres nationalistes à la tête de l'Etat. En 1890, il fixe l'objectif à atteindre pour le pays : « Fonder en Afrique le plus grand empire colonial du monde »⁹.

La chasse aux colonies

Ainsi, la période qui suit 1870 va se dérouler comme un sprint massif sur les champs Elysées : à l'assaut des continents lointains, en route vers des aventures coloniales dans les zones inexploitées de la planète, comme en Afrique, plus question de commercer avec des potentats, le but est maintenant de conquérir.

En même temps, les nouvelles techniques permettent le raccourcissement des distances. Au XVIII^{ème} siècle, la durée d'un voyage d'Amsterdam à Java prenait une année. Dans les années 1850, c'est réduit à trois ou quatre mois. En 1900, cela n'est plus qu'un mois. Au début du XIX^{ème} siècle, les navires rapides reliaient Londres à Calcutta en deux mois. En 1914, on arrive à deux

⁸ Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780, éditions Gallimard, Paris, 1992, p.225.*

⁹ Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens 1815-1919, éditions Gallimard, 2009, p.260.*

semaines. Entre 1870 et 1914, le coût du fret est diminué de moitié en moyenne.¹

Avec cela, le télégraphe électrique est inventé. Les premiers câbles sont installés sous l'Atlantique en 1858 mais ce n'est que dans les années 1870 que le système est amélioré pour donner naissance au réseau sans fil au début du XXème siècle. Désormais, il est possible de savoir très aisément ce qui se passe à l'autre bout de la terre. Et il y a un moyen d'organiser un empire vaste loin de la métropole quasiment en temps réel.

Cette course aux colonies sera dénoncée une première fois sous le terme d'impérialisme par John Hobson, un journaliste britannique progressiste spécialisé en économie, aux termes de la guerre des boers (voir chapitre suivant) qu'il avait couverte pour le Manchester Guardian², en 1902. Celui-ci fait une distinction entre le colonialisme, qui est la prise de terres inoccupées, et l'impérialisme, la conquête de contrées habitées. Or, ce qu'on va constater à la fin du XIXème siècle, c'est à cette dernière opération. Hobson critique ce phénomène en accusant les capitalistes de ne pas vouloir augmenter les salaires et donc de trouver les marchés et les débouchés dans ces domaines étrangers.

Sur cette base, Lénine va étendre cette conception et va considérer l'impérialisme comme une étape nécessaire du capitalisme, la transition nécessaire de la situation de libre concurrence entre firmes de taille moyenne ou petite à celle où on est arrivé à une concentration sans précédent et les batailles se passent maintenant entre géants de l'industrie et de la finance. Le colonialisme n'est qu'une partie de ce processus. Historiquement, il a son importance.

¹ Henri Wesseling, *op. Cit.*, p.66.

² Créé en 1821, le Manchester Guardian a gardé cette appellation jusqu'en 1959, lorsqu'il en changea en The Guardian, nom qu'il porte toujours aujourd'hui.

Mais il peut y avoir bien des formes de dépendance économique, dont l'assujettissement par la dette extérieure, par la domination des capitaux étrangers, par le militaire...

Pour l'auteur russe, l'impérialisme est une étape du développement capitaliste, changeant un certain nombre d'aspects de ce système : les relations de subordination entre pays, le rôle de l'Etat comme soutien aux mastodontes économiques, la mainmise de ces derniers sur nombre d'aspects de la vie quotidienne de la population au niveau social, politique, idéologique, etc. Il faut bien reconnaître que cette théorie recèle beaucoup de pertinence pour décrire la période considérée et pour expliquer les changements qui se sont opérés à partir de 1870.

200 résiniers de Mimizan (Landes) sont en grève. Trois brigades de gendarmes et 100 fantassins du 34e les observent.

« Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures »

Jules Ferry, 1885.

Des colonies à la guerre

La course aux colonies est lancée durant le dernier quart du XIX^{ème} siècle. C'est l'Afrique, territoire encore vierge de pénétration européenne, qui sert d'appât aux ambitions du vieux continent. En quelques années, il n'y a plus moyen d'y trouver une région non conquise, non annexée. L'avidité en colonies ne peut engendrer que des guerres de plus en plus généralisées et importantes, mettant les puissances l'une face à l'autre.

En 1870, seule la Grande-Bretagne dispose d'un réel empire colonial, avec l'Inde, le Canada, l'Australie et quelques comptoirs commerciaux, comme la colonie du Cap. L'Espagne, le Portugal et les Pays-Bas conservent quelques possessions, mais sont en déclin. La France a perdu l'essentiel de ses territoires d'outremer, à l'exception de quelques îles antillaises et dans le Pacifique, ainsi que les côtes algériennes prises en 1830 et dont l'arrivée du peuplement métropolitain ne commencerait qu'une fois le pays pacifié, c'est-à-dire à partir des années 1860.

Du côté des régions potentiellement à conquérir, l'Amérique sortait péniblement de la colonisation. Elle était sous l'influence des opérations commerciales avec l'Angleterre. S'y attaquer revenait quasiment à une déclaration de guerre avec Londres, à ce moment la plus grande puissance navale du monde. L'Océanie était également sous contrôle britannique, à part quelques îles intéressantes plus sous l'aspect stratégique qu'économique.

L'Asie était déjà fortement sous domination. A l'ouest, c'était l'Empire ottoman qui s'étendait encore de la Tunisie à l'Irak. Puis, il y avait l'Etat perse. Les Anglais détenaient les Indes, qui correspondent aujourd'hui à l'Inde, mais aussi le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka. Les Pays-Bas conservaient l'Indonésie. Les Britanniques se trouvaient

également à Singapour. La Chine était un pays grand et peuplé, dont les Etats européens se partageaient les concessions. Le Japon avait entamé sa révolution bourgeoise. Enfin, le tsar s'aventurait de plus en plus en territoire sibérien. Il ne restait donc que l'Asie du sud-est qui pouvait être l'objet d'une colonisation.

En revanche, l'Afrique était encore vierge. Les Européens n'en connaissaient d'ailleurs que les côtes. L'intérieur était inexploré par eux. Plusieurs d'entre eux étaient installés au bord d'un fleuve, mais en ignoraient la source. La grande bataille entamée vers 1870 sera celle du continent africain.

Léopold II en préambule

Le premier à entrer en scène est le roi des Belges, Léopold II. Dès son plus jeune âge, encore prince, il a l'ambition de fonder une colonie. Il veut rivaliser avec le voisin du nord qui profite largement des ressources indonésiennes et de l'exploitation d'une main-d'œuvre autochtone abondante.

Il va à l'encontre du monde politique et celui des affaires qui ne croit pas à l'aventure coloniale. Ainsi, Jules Malou, qui représente les deux puisqu'il est à la fois directeur de la Société Générale et chef du parti catholique¹, déclare en 1870 à la Chambre des représentants

¹ Il sera Premier ministre de 1871 à 1878 et encore une fois en 1884.

à propos des possessions coloniales : « Si on m'assurait qu'une somme d'un million se trouve à ma disposition au sommet de la colonne du Congrès, à la condition d'aller la chercher à l'aide de mes pieds et de mes mains uniquement, il m'importerait peu que la somme y fût réellement puisque je ne pourrais quand même pas l'atteindre »².

Le souverain n'en est nullement découragé. Il cherche du côté des anciens empires coloniaux, Espagne, Portugal, pour acheter ce qui ferait son bonheur. Il est très intéressé par les Philippines, toujours aux mains de Madrid. Mais il échoue dans les négociations. Les Etats ibériques ne veulent pas se séparer de leurs possessions.

Il écrit à son confident Auguste Lambermont en 1875 : « Ni les Espagnols, ni les Portugais, ni les Hollandais ne sont prêts à vendre. J'ai l'intention d'essayer de voir discrètement s'il n'y a pas moyen de faire quelque chose en Afrique »³.

Il convoite un moment le Transvaal (en Afrique du sud). Mais il se tourne définitivement vers cette grande inconnue qu'est le cœur du continent. De 1854 à 1856, David Livingstone, un explorateur écossais, avait réussi à traverser l'Afrique d'ouest en est. Il s'obstina alors à trouver les sources du Nil. Ensuite, un autre Britannique, Lovett Cameron réédita l'exploit dans l'autre sens en 1875. Entre temps, Livingstone était devenu introuvable. John Rowlands, un Gallois qui se rebaptisa Henry Stanley du nom de son père adoptif aux Etats-Unis, le retrouva en 1871 sur les bords

² Cité dans Jo Cottenier, Patrick De Boosere et Thomas Gounet, *La Société Générale 1822-1992*, éditions EPO, Bruxelles, 1989, p.55.

³ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, éditions Denoël, Paris, 1996, p.155.

du lac Tanganyika¹. Revenu un moment en Amérique, il repart en 1874 pour Zanzibar, arrive au lac Victoria, explore les rives du Tanganyika, s'enfonce dans la forêt équatoriale, parvient dans le bassin du Congo aux environs de l'actuel Kinshasa, passe les terribles chutes d'eau appelées Livingstone et atterrit à Boma, à l'embouchure du fleuve, en 1877.

C'est le temps des explorateurs et Henry Stanley le sait, puisqu'il publie à chacune de ses aventures africaines un livre qui remporte un succès certain. Il est donc très célèbre et reconnu dans ces années 1870. En revanche, il est très peu apprécié par les dirigeants britanniques et la reine Victoria, qui n'aiment pas son origine modeste, ses manières frustes et son côté immodéré de se mettre toujours en avant.

Léopold II sent qu'il doit jouer serré, car l'appétit pour le continent grandit parmi les Etats européens. Il va donc avancer prudemment, essayant de se glisser entre les rivalités des puissants, se prononçant ouvertement pour le libre commerce et se faisant passer pour un ardent partisan de la lutte contre l'esclavage.

Pour ce faire, le roi belge organise une grande réunion géographique sur l'Afrique à Bruxelles, en 1876. C'est dans l'air du temps. En 1894, on compte, en effet, 111 associations géographiques comptant plus de 53.000 membres². Pour la conférence de la capitale belge, de grands spécialistes sont invités. Léopold II aurait voulu avoir Stanley, mais il se trouve en plein cœur de la forêt équatoriale à ce moment. Qu'à cela ne tienne ! Il saura le récupérer à la fin de son périple.

En revanche, Stanley arrive en Europe en 1878. Immédiatement, les émissaires de Léopold II mettent le grappin sur l'aventurier. Début 1879, on fonde

¹ Livingstone y mourra en 1873 de dysenterie.

² Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, éditions Gallimard, 2009, p.113.

une nouvelle société, le comité d'étude pour le Haut-Congo, dont l'actionnaire principal est le roi lui-même. Le but est, entre autres, de rechercher des débouchés pour l'industrie et le commerce³. Stanley est renvoyé dans la région pour recruter dans ce sens.

Malheureusement pour lui, un autre personnage s'est lancé dans une expédition le long du fleuve Congo, Pierre Savorgnan de Brazza, d'origine italienne, mais travaillant pour la France. Il est officialisé par le gouvernement français dans une mission pour créer des stations scientifiques. En réalité, il outre-passe cet ordre et va signer des traités avec les chefs locaux, qui vont s'avérer être des actes de rétrocession des territoires à la métropole.

Dès que Léopold II apprend cette manœuvre, il va demander à son homme providentiel de faire pareil. C'est ainsi que les annexions vont commencer au cœur de l'Afrique. Il est évident qu'il y a méprise sur le contenu de ces accords. Si les souverains indigènes apposent une croix à des contrats dont ils ne comprennent pas les termes, c'est qu'ils veulent se lier d'amitié avec les nouveaux venus.

Le roi belge doit, néanmoins, arranger le coup avec Paris. Il négocie donc que l'explorateur italien s'occupe du côté droit du fleuve, pendant que Stanley aurait le droit de continuer sur l'autre rive. Ensuite, il promet de vendre son territoire à la France, s'il ne peut plus continuer son projet personnel (puisque l'Etat belge ne le soutient pas). Le gouvernement français, qui pense celui-ci intenable à terme, accepte.

Fin 1884, Bismarck invite les autres puissances à une conférence internationale sur l'Afrique à Berlin. Celle-ci dure trois mois, jusque fin février 1885. Tout se passe dans les coulisses. Léopold II fait reconnaître sa nouvelle possession par la France, puis par le Portugal (en

³ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.176.

échange de l'enclave de Cabinda), les deux principaux adversaires. Les autres suivent naturellement. Mieux encore : dans la discussion, il reçoit un territoire supplémentaire inconnu, inexploré, qui correspond au Katanga. L'Etat indépendant du Congo est fondé en 1885. Léopold II accepte modestement d'en être le roi⁴.

Malgré toutes les promesses, le nouveau territoire sera l'objet de véritables massacres. La population sera forcée à travailler pour le compte du monarque, pour qui la colonie fut une très bonne affaire. La différence avec l'esclavage que celui-ci combattait officiellement est très ténue. Quand Dunlop découvre la manière d'utiliser le caoutchouc pour en faire des pneus, c'est une véritable folie pour trouver le plus de cette matière qui se trouvait dans les arbres de forêts équatoriales comme celle du Congo. En fait, ce genre de pratiques de déconsidération totale de l'indigène est monnaie courante dans les colonies africaines. Seulement, la propriété de Léopold II est tellement plus grande que celle de ses voisins que l'exploitation forcenée de la main-d'œuvre y est appliquée à échelle gigantesque.

Une commission officielle du gouvernement belge estime en 1919 que, depuis que Stanley a commencé à établir les bases de l'Etat du Congo, la population locale a été réduite de moitié. Jan Vansina, professeur émérite d'histoire et d'anthropologie de l'Université du Wisconsin, qui a effectué des recherches approfondies sur cette région, aboutit aux mêmes conclusions : entre 1880 et 1920, le nombre de résidents a diminué de moitié. On peut ainsi évaluer la disparition à environ dix millions de personnes⁵.

⁴ A un moment donné, il voulut se faire titrer empereur du Congo. Mais il jugea que cela ferait mauvais effet sur les autres Etats européens.

⁵ Adam Hochschild, *Les fantômes du roi Léopold II*, éditions Tallandier, Paris, 2007, p.386-387.

Cela fit réagir des missionnaires d'abord, ensuite des journalistes, surtout dans le monde anglo-saxon. Le scandale rejaillit sur la Belgique, qui négocie en 1908 la reprise du territoire. Cela calme les critiques, mais la situation ne changera guère.

Les ambitions de la France

En dehors du monarque belge, c'est la France qui va lancer la course aux colonies. Elle avait préparé le terrain sous le second empire. Mais la progression sera nette à partir de la fin des années 1870.

L'élément déclencheur semble être l'occupation de la Tunisie. Elle est adjacente à l'Algérie, déjà française, et officiellement rattachée à l'empire ottoman. Mais le bey est relativement autonome. La région tente Paris, mais le gouvernement n'ose pas trop y aller, toujours sous le coup de la défaite contre la Prusse. A la conférence internationale de Berlin, en 1878, Bismarck pousse les dirigeants français vers l'expansion outremer. Il se dit : « ainsi, ils oublieront l'Alsace et la Lorraine ; ils y trouveront une compensation ».

Un voyageur allemand décrit le pays comme « une colonie italienne gérée par la France au profit des marchands juifs locaux »¹. En 1881, une escarmouche à la frontière avec l'Algérie permet aux troupes coloniales d'intervenir et d'aider le bey à rétablir l'ordre. Paris en profita pour obliger celui-ci à signer la fin de l'indépendance tunisienne. Le protectorat sera officiellement introduit deux ans plus tard. Mais cela suscite la révolte des populations locales. De même, l'Italie mettra plus de quinze ans avant de reconnaître cette colonisation qui ne dit pas son nom.

¹ Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, op. cit., p.301.

Lors de la seconde guerre de l'opium (1856-1860), à laquelle elle participe avec l'Angleterre, la France prévoit de s'attaquer aux régions plus au sud. Depuis 1788, elle possède une ouverture commerciale dans l'île de Poulo Condor (aujourd'hui Côn Sơn), au sud du Vietnam. Elle prétexte des massacres de missionnaires chrétiens pour mener une guerre contre la Cour de Huê, qui gouverne le pays. En 1859, elle occupe Saigon. Trois ans plus tard, la royauté vietnamienne concède les trois provinces de Cochinchine (au sud, avec Saigon), ainsi que l'ouverture de trois ports dans l'Annam (le centre avec Huê) et le Tonkin (le nord avec Hanoi). L'année suivante, le roi du Cambodge, vassal de l'Etat de Siam, en profite pour demander le protectorat français pour sortir de l'orbite thaïlandaise. En 1867, est créée la colonie de Cochinchine.

Paris mène plusieurs explorations du fleuve de la région, le Mékong. Il pensait aboutir en Chine et y rivaliser l'omnipotence britannique. Mais ce n'est pas le cas. Les Français se braquent alors sur le fleuve Rouge, qui part du Yunnan et passe par Hanoi. En 1883, ils font de l'ensemble du Vietnam un protectorat, après avoir bombardé lourdement la capitale, Huê. Cela perturbe la Chine, car le souverain vietnamien est, depuis la nuit des temps, un vassal de l'empereur. Mais, en 1885, ce dernier reconnaît l'indépendance du pays.

La France en profite pour imposer ses vues : la Cochinchine reste une colonie, l'Annam sera un protectorat et le Tonkin aura un statut intermédiaire. Les forces coloniales ordonnent le désarmement des troupes autochtones. En réalité, il n'y a guère de différence pour les Français entre protectorat et colonie. En même temps, ils occupent Phnom Penh et le palais royal cambodgien. En 1887, Paris décide de créer l'Union indochinoise pour regrouper leurs possessions en Asie du sud-est.

Inquiets des progressions dans cette région, les Britanniques passent à l'attaque en 1885 en Birmanie, qu'ils contrôlaient partiellement déjà. Un an plus tard, le pays est annexé, mais il faut encore cinq ans pour le pacifier complètement. Londres possédait aussi des comptoirs autour de Singapour. Il les réunit progressivement pour former en 1896 les Etats malaisiens fédérés.

Anglais et Français se rapprochent donc dangereusement les uns des autres. Le clash est possible. Mais ils décident d'arrêter leurs avancées respectives. Début 1896, ils signent une convention pour affirmer que le Siam jouerait dorénavant le rôle de zone tampon entre les deux empires coloniaux². Un an plus tard, profitant de la mort du roi cambodgien, de la reconnaissance par la Thaïlande de la suzeraineté française sur cette partie (ce qui comprenait aussi les provinces du Laos) et de la fin de la résistance vietnamienne³, Paris fonde la colonie d'Indochine. La guerre entre puissances européennes a été évitée.

Mais ce n'est que partie remise. A l'embouchure du fleuve Sénégal, la France a établi des comptoirs commerciaux. Un peu comme Brazza au Congo, les dirigeants locaux avaient la volonté d'étendre les possessions coloniales sans en demander préalablement l'avis de la métropole. Or, à l'embouchure de celui-ci, ce sont des ports britanniques. Depuis 1830, c'est même le centre du commerce d'huile de palme. En 1861, Londres a convaincu le roi du Lagos de lui céder son territoire contre une pension confortable pour lui-même.

C'était devenu une colonie anglaise et un marchand, sir George Goldie, y était très actif.

² Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, op. cit., p.413.

³ Nguyen Khắc Việt, *Vietnam, une longue histoire*, éditions Thê Giỏi, Hanoi, 2004, p.190.

En 1889, la France arrive au Dahomey (actuellement le Bénin), qu'elle annexe partiellement. En 1893, elle entre en Côte d'Ivoire. Voilà de quoi inquiéter les Anglais qui sont sur la Côte d'Or voisine depuis 1821. Ceux-ci essaient de s'y étendre, mais se heurtent au Royaume des Ashanti, qui contrôle l'intérieur des terres. Londres parvient à mettre celui-ci sous protectorat en 1896. Cinq ans plus tard, l'ensemble de ce territoire (qui deviendra le Ghana) est sous la mainmise britannique.

France et Grande-Bretagne risquent de se croiser et, dès lors, déclenchent un conflit meurtrier. Voulant l'éviter, les deux gouvernements négocient. Un premier accord en 1890 échoue, car trop imprécis sur les contours des deux empires. En 1896, ils se remettent autour de la table et parviennent à un compromis deux ans plus tard : l'Angleterre conserve son autorité sur le bas Niger (et évidemment sur la Côte d'Or) ; la France peut se développer vers l'est dans ce qu'elle a nommé le Soudan¹ français en 1891 puis l'Afrique Occidentale française en 1895.

En 1900, Londres réunit les possessions de la Couronne autour de Lagos et celles de Goldie pour former le Nigeria. Paris peut s'engager plus loin que le lac Tchad atteint en 1890. Il ne va pas s'en priver. En 1898, il lance trois expéditions militaires pour occuper le territoire de l'actuel Tchad. En 1900 a lieu la bataille décisive qui permet à l'Etat européen d'ajouter ce territoire à son empire colonial.

Mais on n'était pas loin de la guerre. La stratégie du nouveau secrétaire aux Colonies, Joseph Chamberlain, est de placer une antenne britannique à côté de chaque établissement français.

¹ Le terme Soudan signifie pays des Noirs en arabe. Au départ, il représente donc un territoire beaucoup plus vaste que l'actuel pays qui porte ce nom. C'est quasiment toute la région en dessous du monde arabe méditerranéen.

Dès qu'un drapeau bleu, blanc, rouge apparaît, il faut que flotte tout près l'Union Jack.

La querelle égyptienne

De longue date, l'Egypte est un joyau. L'irrigation que permet le Nil donne de nombreuses récoltes céréalières abondantes. Sa situation entre l'Occident européen et l'Orient indochinois est également appréciée depuis l'Antiquité. Elle a été une haute civilisation de l'humanité. Elle a alimenté la période grecque, même avant Alexandre. Elle était le grenier de Rome et elle a été une pièce maîtresse de la conquête arabe, puis ottomane.

Ce n'est pas pour rien que Napoléon y mène une campagne à la fin du XVIII^e siècle et que l'Angleterre réplique en envoyant son meilleur amiral. Mais cet épisode a une autre conséquence. Des officiers égyptiens acquièrent une influence grandissante pour chasser les Mamelouks, anciens esclaves affranchis qui dominent le pays depuis le XIII^e siècle environ. Ils font nommer Méhémet-Ali vice-roi d'Egypte pas le sultan ottoman en 1805.

Celui-ci, s'inspirant de la Révolution française, introduit des réformes économiques et institutionnelles jamais vues à l'époque dans le monde arabe. Il industrialise le pays, avec le développement d'une sidérurgie et du textile. Il introduit la culture du coton. Mais il manque d'une demande de consommateurs prêts à acheter tous ces produits. Il est poussé à la guerre et à la conquête pour absorber sa production naissante, l'armée servant de marché captif pour les biens fournis par l'industrie (textile pour les uniformes, sidérurgie pour le matériel comme des canons...)².

² Alaf Lufti Al-Sayyid Marsot, « Muhammad Ali's Internal Policies », in Groupe de Recherches et d'études sur le Proche-Orient, *L'Egypte au XIX^e siècle*, éditions du CNRS, Paris, 1982, p. 168

**«ils oublieront
l'Alsace et la Lorraine ;
ils y trouveront une
compensation»**

Bismarck, 1878.

Il s'empare de la Palestine et de la Syrie en 1831 et ses troupes s'approchent dangereusement de Constantinople. Il bat à plusieurs reprises l'armée ottomane.

Cela commence à inquiéter Londres, qui décide de mettre une coalition sur pied, réunissant l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Prusse et, bien entendu, l'Empire turc. En 1840, les forces européennes pénètrent au Liban, en Palestine. Méhémet-Ali est obligé de céder : il doit revenir sur son territoire d'origine, l'Égypte ; il doit ouvrir ses ports au commerce étranger ; il doit démanteler son complexe « militaro-industriel », dont la sidérurgie. Il restera au pouvoir jusqu'en 1848, lorsqu'il est dépossédé du titre par l'un de ses fils.

Ces derniers, qui se succèdent à la tête du pays, vont tenter de perpétuer la tradition de développement. Ainsi, en 1854, Saïd accorde la concession pour construire un canal entre la Méditerranée et la mer Rouge à Ferdinand de Lesseps. De nouveau, les Anglais voient cette initiative d'un mauvais œil : elle privilégierait la voie vers les Indes par le sud de l'Europe, ce qui avantagerait les Français, alors que le détour par l'océan Atlantique est favorable aux ports britanniques.

Il faudra donc attendre 1859 avant de commencer les travaux et dix ans supplémentaires pour les voir terminer. Une fois l'œuvre en place, les capitaux britanniques vont devenir dominants : « on n'a pas pu l'empêcher ; maintenant c'est une bonne affaire, investissons-y ».

Mais la situation égyptienne empire. La construction du canal a coûté cher. En 1861, éclate la guerre de Sécession aux États-Unis.

Or, c'est le coton américain qui approvisionne en bonne partie l'industrie textile du Lancashire. C'est la

panique. Il faut trouver une solution alternative. L'Égypte s'y lance avec fermeté. Les sols sont consacrés exclusivement à une culture en or, le prix du coton ayant plus que triplé à ce moment¹. Mais cela épuise les terres et le pays est obligé progressivement d'importer des denrées alimentaires². Et, en 1865, les États-Unis peuvent reprendre leurs exportations. En même temps, le nouveau pacha, Ismaël, entame de nouvelles campagnes militaires pas toujours victorieuses.

D'un côté, les revenus baissent ; de l'autre, les dépenses augmentent. Le khédivé décide de lancer de grands emprunts. Au fil du temps, les taux d'intérêt flambent : ils atteignent quelquefois 25 à 27%³. En 1875, le pacha doit vendre son paquet d'actions majoritaires dans le canal. Le gouvernement anglais, après hésitation, décide de les reprendre. Il devient majoritaire dans une entreprise qu'il ne voulait pas.

Mais cela ne suffit pas. En 1876, l'Égypte est déclarée en faillite. La solution tunisienne (aussi appliquée à l'Empire ottoman) s'impose : une caisse de la dette, dominée par les Anglais et les Français, récupère directement sur le budget l'argent à rembourser. Le pays est exsangue, tant les montants réclamés sont énormes. En 1881, des officiers égyptiens n'en peuvent plus. Ils prennent le pouvoir pour imposer l'abandon du paiement de la dette. Ce qui n'était pas du goût des coloniaux.

En juillet 1882, les flottes française et britannique croisent près d'Alexandrie, lorsqu'elles constatent qu'on y construit des fortifications. Elles veulent intervenir. L'amirauté anglaise donne son feu vert,

¹ Le coton représente alors 75% des exportations égyptiennes.

² Anouar Louca, « Une vision européenne de l'Égypte agricole au XIX^e siècle : John Ninet (1815-1895) », in *Groupe de Recherches et d'études sur le Proche-Orient*, op. cit., p.290.

³ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.92.

mais le gouvernement français tergiverse. Il se dit que c'est une déclaration de guerre et ne veut pas aller jusque-là. Les navires français se retirent. Les autres bombardent et les troupes britanniques occupent bientôt le pays.

Londres, pris de court, avalise l'opération. Il affirmera que son intention est de se retirer au plus vite. Entre 1882 et 1922, cette assertion sera répétée 66 fois. Le statut de l'Égypte ne sera défini qu'en 1914 comme un protectorat⁴. Et loin de s'extraire, les troupes s'engageront immédiatement au Soudan, en considérant que l'Égypte contrôlait historiquement la Nubie (qui se situe sur l'actuel Soudan). Ce sera un échec total. L'Angleterre décide de ne pas s'y aventurer davantage et de se contenter de l'Égypte.

Paris aura un grand ressentiment face à cet épisode. Il se sentira floué. Il était partie prenante de l'affaire et il s'est vu doubler, voire même exclu. Pendant des années, ce contentieux ternira les relations diplomatiques franco-britanniques.

L'Allemagne se réveille

Bismarck n'est pas un grand partisan des colonies : c'est cher et il n'est pas sûr que cela rapporte. Son ambition est assez similaire à un de ses prédécesseurs autrichiens, Metternich : assurer la stabilité de l'Europe, maintenant que l'Allemagne y est devenue une puissance dominante. Il ne cesse de répéter : « Ma carte d'Afrique se trouve en Europe. Ici, il y a les Russes et, là, la France et nous nous trouvons au milieu. Voilà ma carte d'Afrique. »⁵

Mais si des territoires peuvent tomber dans les mains de l'empereur sans trop d'efforts et que cela ne coûte

⁴ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.133.

⁵ Alan Taylor, *The Struggle for Mastery in Europe 1848-1918*, Oxford University Press, 1971, p.294.

pas grand-chose, pourquoi refuser ? Le premier à s'y lancer est Henrich Vogelsang pour le compte de la firme commerciale d'Adolf Lüderitz. En 1883, il fait flotter le drapeau allemand sur ce qui deviendra le Sud-ouest africain (aujourd'hui la Namibie). Le gouvernement reconnaît immédiatement l'affaire, mais se rend à Londres pour l'officialiser, voire la négocier. A son grand étonnement, les Britanniques n'émettent aucune objection.

Ensuite, en 1884, Carl Peters, soutenu par la société allemande de colonisation, mais non par le Reich, avance sur les côtes en face de Zanzibar. C'est une île à l'est de l'Afrique, qui a connu ses heures de gloire durant la traite des esclaves et qui est dirigé par un sultan qui estime que les territoires tanzaniens qui sont à proximité lui appartiennent. Les Britanniques ont déjà une influence majeure sur la politique de ce principat. Ils ont introduit la culture du clou de girofle et l'île va en devenir un des principaux producteurs mondiaux.

Peters revient à Berlin juste pour la fin de la conférence internationale. Il faisait signer aux chefs locaux des papiers identiques à ceux de Brazza et de Stanley, avec la croix fatidique reconnaissant la cession des terres en faveur de l'Allemagne. Il vérifiait juste que ces dirigeants ne dépendaient pas du sultan de Zanzibar. Les autorités germaniques acceptent de placer sous protectorat allemand ces territoires. Dans un accord entre les trois parties (Grande-Bretagne, Allemagne, Zanzibar), les possessions de Peters sont avalisées, le sultan ne conservant son pouvoir que sur les îles (Pemba, Mafia et Lamu), ainsi que sur une bande de territoire près du Mozambique.

En même temps, le gouvernement prussien autorise une expédition au Togo et au Cameroun pour annexer ces régions. Gustav Nachtigal, le commissaire en charge de cette mission, négocie

la souveraineté avec les souverains locaux. Le 5 juillet 1884, il l'obtient pour le Togo. Quelques jours plus tard, c'est le cas pour le Cameroun, où il existait déjà un comptoir commercial hambourgeois depuis 1868. Dès le début, l'autorité allemande s'étend jusqu'au lac Tchad.

Dans la plupart des cas, ce sont des compagnies qui gèrent les colonies. Mais elles tentent d'y gagner le plus d'argent possible, en utilisant tous les moyens comme, par exemple, le travail forcé. Au Tanganyika, une révolte éclate en 1888. Cela va obliger l'Etat allemand à prendre lui-même en charge la colonie pour éviter des abus trop criants et pour avoir les capacités de réprimer les soulèvements éventuels.

Par ailleurs, ces avancées allemandes inquiètent les autres puissances européennes. Il y a évidemment Londres. Son souci majeur est la protection des sources du Nil, car celui qui les détient peut jouer sur les débits et donc affecter l'économie égyptienne. D'autres comme Cecil Rhodes, un investisseur britannique de la colonie du Cap, ont d'autres ambitions comme de relier Le Cap à Alexandrie par une succession de colonies anglaises.

Les plus ardents opposants aux explorations allemandes sont les Portugais. Ils détiennent toujours l'Angola et le Mozambique. En réalité, ils ne sont installés que sur les côtes. Ils ont l'ambition de relier ces deux territoires, qui se situent de part et d'autre de cette partie méridionale du continent. Ils en ont la volonté, mais pas les moyens. Leur principal atout est la protection dont ils bénéficient de la part de la Grande-Bretagne. Ce sont eux qui précipitent la tenue de la conférence internationale de Berlin de 1884-1885.

En 1888, Peters est amené à plaquer un territoire correspondant à l'actuel Ouganda sous protectorat allemand.

C'en est trop pour l'Angleterre qui a donné comme mission d'administrer une bonne partie du Kenya voisin à la Compagnie britannique impériale d'Afrique de l'Est (Imperial British East Africa Company).

Les deux gouvernements résolvent de négocier les possessions des uns et des autres. L'Allemagne, qui manifestement ne veut pas fâcher Londres, conserve le Tanganyika, le Burundi et le Rwanda, deux petites contrées proches du Congo. Elle obtient aussi l'île d'Heligoland, en mer du Nord. La Grande-Bretagne reçoit le Kenya et l'Ouganda, administrés par la compagnie impériale¹. Le sultan garde ses anciennes propriétés, mais les Anglais transforment l'île en un protectorat britannique. Les Portugais restent avec leurs anciennes colonies. On leur ajoute juste l'hinterland, que, de toute façon, ils ne contrôlaient pas². Et leur projet de réunir les deux territoires tombe à l'eau.

La France, qui n'est pas partie prenante des accords, peut, comme il l'a été suggéré à la conférence de Berlin s'emparer de Madagascar, un royaume qui tente de rester indépendant en jouant sur les rivalités coloniales. Les relations sont donc ambiguës. En 1894, Paris décide de mener l'assaut final. Il envoie des troupes qui, malgré la résistance malgache acharnée, occupent l'entièreté de l'île en 1896.

L'incident de Fachoda

En 1898, les Français sont au Tchad. Trois ans plus tôt, ils avaient créé l'Afrique Occidentale française réunissant les territoires de Mauritanie, du Sénégal, du Mali, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Niger, de la Haute-Volta

¹ Face à la résistance locale, elle cède son autorité en 1893 à la Couronne britannique.

² En 1890, les Portugais n'occupaient réellement qu'un pour-cent de la colonie du Mozambique et 10% de l'Angola (Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens*, op. cit., p.372).

(devenue Burkina Faso) et du Dahomey (devenu Bénin). Et ils veulent continuer vers l'est.

D'autre part, Londres affiche de plus en plus ouvertement une politique impérialiste. Il revendique la possession de colonies. Mais ce qui lui tient à cœur est le contrôle du Nil, qui affecte l'économie égyptienne. Or, le fleuve connaît une haute et basse saison. Durant la première phase, les eaux viennent du Nil bleu, dont les sources remontent en Abyssinie (Ethiopie). Durant la seconde, elles arrivent majoritairement du Nil blanc, à partir du Soudan et de l'Ouganda¹.

L'Ethiopie est un des rares Etats africains bien organisés, centralisés et modernes. Elle est dirigée par l'empereur Ménélik. La région intéresse Rome. Une première fois, les Italiens, qui sont déjà présents en Somalie, tentent une incursion dans le pays en 1887. Ils sont violemment repoussés. Une seconde fois, ils envoient des troupes plus fournies pour battre les indigènes. La bataille a lieu en 1896 à Adoua. C'est une cuisante défaite italienne. Rome est forcée de reconnaître l'indépendance de l'Ethiopie.

En 1893, les Français élaborent une stratégie pour aller à Fachoda, un modeste village du nord-est du Soudan situé sur le Nil blanc. Ils ont l'ambition d'établir des possessions coloniales tout au long du trajet. D'emblée, les autorités britanniques avertissent que ce projet est très mal vu de leur côté. Edward Grey, alors sous-secrétaire des Affaires étrangères, déclare à la Chambre des communes en 1895 : l'expédition française pour rejoindre le Nil « serait un acte inamical et serait vue comme tel par l'Angleterre »². C'est quasiment dire que, si elle aboutit, la mission serait un motif pour déclarer la guerre.

¹ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.428.

² Alan Taylor, op. cit., p.354.

Néanmoins, Paris passe outre. Il envoie Jean-Baptiste Marchand pour un projet de grande envergure. Celui-ci part en 1897 de Brazzaville et compte arriver à Fachoda un an plus tard. Pendant ce temps, Londres décide d'envahir le Soudan et de s'en donner les moyens. Officiellement, il s'agit d'aider les Italiens, empêtrés en Ethiopie, avec qui il existe un accord de délimitation des zones coloniales depuis 1891. Mais c'est l'initiative française qui est clairement visée. Les autorités britanniques désignent Horatio Herbert Kitchener comme général pour cette entreprise. Celui-ci défait les forces mahdistes qui gouvernaient le pays depuis la première incursion anglaise infructueuse, le 2 septembre 1898, près de Khartoum.

Mais Marchand est déjà à Fachoda depuis le 10 juillet. Il y fait signer des contrats de protectorat avec les chefs locaux. Kitchener y arrive le 19 septembre. Le conflit semble inévitable. Sauf que les forces en présence sont clairement disproportionnées. Marchand dispose d'une petite équipe de collaborateurs. Le général anglais pénètre le village avec une véritable armée.

A Paris, un nouveau gouvernement est en place. Le ministre des Affaires étrangères est Théophile Delcassé - il restera à ce poste jusqu'en 1905. Son analyse est claire. Une guerre au Soudan contre la Grande-Bretagne revient à s'exposer à une défaite cuisante, car la domination britannique sur les mers est sans égal. Et puis combattre les Anglais, alors que l'Alsace et la Lorraine sont toujours aux mains des Allemands, n'a pas beaucoup de sens.

Delcassé décide de rappeler Marchand le 1er novembre. Le 11 décembre, celui-ci quitte le village. Londres triomphe sans frais. Le Soudan deviendra un protectorat anglo-égyptien.

Mais on a franchi un cap. Au lieu d'escarmouches pour des possessions lointaines, en marge de la politique traditionnelle, la crise de Fachoda montre qu'on entre dans une phase où les conflits deviennent des enjeux prioritaires, où la position des grandes puissances elles-mêmes est en jeu³. En même temps, elle enterre définitivement la hache des hostilités entre la France et la Grande-Bretagne à propos de l'Egypte. Elle sera le prélude aux alliances qui présideront à la Grande Guerre.

La guerre des Deux Boers

Londres n'a d'ailleurs pas que le Soudan et le Nil comme souci majeur. Dans le sud du continent, ses colonies sont très ambitieuses et elles se heurtent aux républiques boers implantées un peu plus au nord.

Les difficultés remontent au fait que les Britanniques chassent au début du XIX^e siècle la colonie hollandaise du Cap, située à un endroit stratégique sur la route des Indes. L'administration anglaise décide une meilleure perception fiscale, l'égalité des hommes, peu importe la couleur de la peau, et la fin de l'esclavage. La rupture avec les boers devient inévitable⁴.

Le grand Trek se déroule entre 1835 et 1837 : c'est l'émigration de Blancs vers des régions comme le Transvaal, l'Orange et le Natal. L'Angleterre ne voulant pas s'engager dans l'administration de nouveaux territoires reconnaît l'indépendance dans les années 1850 des Etats libres du Transvaal et d'Orange (le Natal restera lié à la possession du Cap).

Tout aurait pu en rester là. Mais, en 1867, on découvre du diamant dans le village de Hopetown, légèrement au nord de la colonie du Cap. Au sein

³ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.492.

⁴ René Lefort, *L'Afrique du Sud, Histoire d'une crise*, éditions Maspéro, Paris, 1977, p.19.

de celle-ci, la volonté de réunir toutes les provinces de cette partie du monde progresse fortement. Les dirigeants préparent des troupes pour envahir les républiques voisines. Mais les choses commencent très mal. En 1879, les Britanniques subissent leur plus grande défaite coloniale contre les Zoulous à Isandhlwana¹. Ensuite, ils ne parviennent pas à leur but. En 1881, l'accord de Pretoria reconnaît l'indépendance des Etats boers, mais leur interdit de s'étendre. En 1885, les Anglais annexent le Bechuanaland (Botswana aujourd'hui).

Ce qui change la donne est la découverte d'or. Depuis 1879, on supposait que le Transvaal recelait des filons. Les frères Struben démontrent qu'il y avait des champs aurifères exploitables en 1884. Deux ans plus tard, le rush commence, favorisant la prospérité de ce qui est alors une petite bourgade, Johannesburg. Soudain, la république boer, un petit Etat agricole, devient un centre industriel planétaire. Il possède 23% des réserves d'or estimées dans le monde et en assure 20% de la production².

Ceci ne peut qu'attiser les appétits de capitalistes aventuriers. Au premier rang de ceux-ci, Cecil Rhodes. Il fonde en 1888 la De Beers Consolidated Mining Company, qui devient rapidement la plus grande entreprise de diamant de la planète. En 1889, il établit la British South Africa Company qui reçoit le droit d'assujettir une vaste région, correspondant au Zimbabwe et à la Zambie actuelle et qui s'appelle à l'époque du nom de son « protecteur », Rhodésie. Ce projet anéantit définitivement l'ambition des Portugais de relier Angola et Mozambique. En 1891, la Couronne prend possession du Nyassaland (le Malawi aujourd'hui).

¹ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.517.

² Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.544.

Mais cela ne suffit pas à la mégalomanie de Cecil Rhodes, qui est devenu Premier ministre de la colonie du Cap en 1890. Il voulait réunir Le Cap au Caire. Le Transvaal est dans le chemin. Contrairement à la colonie du Cap qui accorde le droit de vote en fonction du cens, cette république ne l'octroie qu'aux Blancs. Rhodes organise donc, en 1895, une expédition militaire pour pénétrer dans le petit Etat boer et y inciter les populations dépourvues de droits politiques de se soulever. C'est un fiasco et Rhodes doit démissionner de son poste de Premier ministre.

Comme suite à cela, Paul Kruger, le leader des Boers, cherche des alliances à l'étranger. Il pense en trouver auprès de Berlin. Certes, les Allemands avaient de la sympathie pour les résistants afrikans. Mais de là à déclencher une guerre contre l'Angleterre...D'autant qu'en 1898, les gouvernements prussiens et britanniques signent un traité secret qui définit les zones d'influence des deux puissances, ainsi qu'une aide financière à Lisbonne si nécessaire. Un an plus tard, Londres renouvelle le pacte d'amitié avec le Portugal déjà conclu en 1632 et en 1664.

Le gouverneur britannique de l'Afrique du Sud, Alfred Milner, se sent libéré pour déclencher un nouveau conflit. Il tente une négociation avec les Boers. Mais il fait tout pour qu'elle échoue³.

Les hostilités deviennent inévitables et elles éclatent en 1899. Elles opposent les forces coloniales anglaises et les Etats « libres » du Transvaal et d'Orange. Cette fois, Londres met le paquet et Johannesburg tombe fin mai 1900. Pretoria, quelques jours plus tard. Mais la guérilla continue deux ans de plus.

³ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.604.

«Deux ans plus tard, le rush commence, favorisant la prospérité de ce qui est alors une petite bourgade, Johannesburg.»

C'est la plus importante guerre coloniale. Les Britanniques mobilisent un demi-million de soldats. Toute l'Europe soutient les Boers, mais ne peut intervenir par la série d'alliances et d'accords secrets avec Londres¹. L'officier Kitchener, qui s'était déjà illustré au Soudan, invente les camps de concentration. Il explique : « Comme des animaux sauvages, il faut les faire entrer dans des enclaves avant de pouvoir les capturer »². A la fin du conflit, 32.000 Boers sont internés, notamment dans les îles de Sainte-Hélène et de Ceylan. En 1902, on estime que 28.000 détenus blancs y ont perdu la vie, dont 20.000 de moins de seize ans. Et officiellement, il y a 13.315 victimes noires, mais on suppose que ce chiffre est très sous-évalué³.

Malgré le nombre de ces victimes, la route vers Le Caire est ouverte pour Londres. Restent les colonies allemandes du Tanganyika, du Rwanda et du Burundi qui empêchent la liaison entre le Kenya, la Rhodésie et le Nyassaland. D'autre part, dans cette guerre prolongée, les Anglais constatent leurs difficultés à mener un conflit sur le terrain. Des forces cinq fois inférieures sont capables de leur résister durant trois années entières. Ils sont encore les maîtres incontestés des mers, mais pas des terres. Les généraux britanniques mènent les conflits comme s'ils participent à un tournoi de polo⁴.

Par la suite, le capitalisme minier fera cause commune avec le développement agricole de marché, au détriment des populations locales noires.

¹ Berlin qui a soutenu Paul Kruger dans son opposition à l'empire britannique refuse de le recevoir lorsqu'il s'enfuit d'Afrique du Sud, suite aux défaites militaires. L'ancien leader boer meurt en exil en 1904.

² Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.615.

³ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.617.

⁴ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit., p.608.

Celles-ci sont déplacées de force pour travailler dans les carrières. En 1885, aucun noir n'était mineur. Quinze ans plus tard, ils sont plus de 100.000⁵. Ils sont payés au minimum.

Maroc: conflit mondial évité

En 1902, toute l'Afrique est occupée par l'une ou l'autre puissance européenne. Seuls résistent trois Etats encore indépendants, sous la mainmise d'un monarque africain : l'Ethiopie que les Italiens n'ont pu annexer, le Liberia, qui accueille les Noirs américains de retour sur le continent de leurs ancêtres, et le Maroc.

Ce dernier pays a la particularité de ressembler géographiquement à une île. Il est, en effet, bordé par l'océan Atlantique à l'ouest, par les montagnes du Rif au nord et l'immense chaîne du Haut Atlas à l'est, la coupant quasiment du reste du continent.

D'ailleurs, l'Empire ottoman qui contrôlait cette partie de la Méditerranée depuis le XVIème siècle ne s'y était pas aventuré. C'est donc une dynastie autochtone, celle des Alaouites qui dirige la région. Mais le développement économique n'avait pas suivi les progrès fulgurants de l'autre côté du détroit de Gibraltar. C'est un peu comme si le temps s'était arrêté sur cette partie du monde.

Isolé, mais pas déconnecté, le royaume a accordé des concessions commerciales aux Etats européens, de la même façon que la Chine a dû le faire à la même époque. Les Anglais ont obtenu un tel droit dès 1856, suivis de la France en 1863.

Madrid, très intéressée de redorer son blason colonial depuis la perte des Amériques, déclare la guerre au sultan du Maroc en 1859. C'est un désastre pour ce dernier. Il doit concéder un lourd

⁵ René Lefort, op. cit., p.25.

tribut aux Espagnols et, pour le payer, il commence à s'endetter.

Paris est le plus avide de s'emparer de ce territoire. Il autorise l'Espagne à conquérir des parties au nord, proches de la métropole, et, d'autre part, au Sahara atlantique (le Sahara occidental aujourd'hui), placé sous protectorat depuis 1884. Il négocie avec Londres une Entente globale qui sera conclue en 1904. Dans cet accord, il accepte de ne plus mettre en doute la primauté britannique sur l'Egypte. En échange, il se fait reconnaître les droits sur le Maroc. Pacte identique avec l'allié italien : la France ne s'opposera pas à une opération de Rome en Libye. Ainsi, l'hexagone pense qu'elle a les mains libres sur une région aux prises avec des querelles dynastiques.

C'est alors que Berlin intervient. La Prusse revendique sa part au gâteau colonial. En 1905, l'empereur Guillaume II débarque à Tanger et y parade dans la ville. La guerre est envisagée. Mais aucun des adversaires n'y est préparé⁶. Il faut alors négocier.

Lors de la conférence d'Algésiras en 1906, les Français reçoivent une prépondérance sur le pays. Cinq ans plus tard, les problèmes de pouvoir mettent le sultan en difficultés. Assiégé à Fès, il demande aux troupes françaises de l'aider. Ce qu'elles font. Mais Berlin envoie immédiatement une canonnière dans la baie d'Agadir. De nouveau, on est à deux pas d'un conflit généralisé.

De nouvelles discussions politiques sont nécessaires. Cette fois, l'Allemagne ne lâche le Maroc qu'en échange d'une compensation territoriale : le Cameroun sera agrandi par des ajouts venant de l'Afrique Occidentale française.

⁶ Même s'il y a déjà des plans germaniques pour envahir la France, l'Allemagne n'est pas en état de se lancer dans une guerre européenne avant juin 1906, selon les experts français (Alan Taylor, op. cit. p.431).

Mais la France obtient le protectorat sur le pays en 1912. Reste encore à le conquérir, ce qui prendra 22 ans, jusqu'en 1934.

Le partage de l'Afrique est terminé. La Libye sera encore prise en 1911 par Rome à l'Empire ottoman. Mais il n'y a plus de place pour d'éventuels nouveaux arrivants. Déjà l'opposition franco-allemande à Tanger et Agadir montre que les frictions coloniales montent et peuvent dégénérer en conflits généralisés et meurtriers.

« La question marocaine fut la crise la plus grave de toute l'histoire du partage de l'Afrique. Pour la première fois, la France et l'Allemagne s'affrontèrent dans le cadre de ce partage et pour la première fois depuis trente ans, la menace d'une guerre franco-allemande fut ouvertement envisagée. »¹

Le partage du monde

Au début du XXème siècle, la quasi-totalité de la planète est répartie en Etats indépendants ou régions colonisées. On peut voir l'évolution des possessions coloniales entre 1876 et 1900 dans le tableau 1.

Les territoires détenus par les puissances européennes ont fortement augmenté durant la période. L'empire britannique a décuplé, de même que celui des Pays-Bas. Les avoirs outremer de la France sont multipliés par cinq. La Belgique, l'Allemagne et l'Italie n'avaient pas de colonies en 1876. Elles en ont en 1900 et non des moindres. C'est surtout en Afrique que le partage s'est accru, de 10,5% de l'ensemble du continent en 1876 à 88,9% en 1900. En Amérique, la proportion est restée stable à 25%. En Asie, elle a légèrement augmenté de 51,5% à 56,8%².

¹ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, op. cit. p.675.

² René Girault, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1971-1914*, éditions Payot, 1997,

TABLEAU. 1. EVOLUTION DES EMPIRES COLONIAUX EUROPEENS 1876-1900 (SUPERFICIE EN MILLIONS DE KM² ET POPULATION EN EN MILLIONS D'HABITANTS)

	Superficie		Population	
	1876	1900	1876	1900
Grande-Bretagne	21,2	31,4	251,6	367,3
France	0,9	11,0	5,8	50,1
Pays-Bas	2,0	2,0	24,5	37,8
Belgique		2,3		19,0
Allemagne		2,6		11,9
Espagne	0,4	0,2	8,3	0,6
Portugal	1,8	2,1	6,7	7,6
Italie		0,5		0,7

Source : René Girault, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1971-1914*, éditions Payot, 1997, p.253.

On estime qu'entre 1750 et 1913, les puissances européennes ont sacrifié quelque 300.000 personnes pour conquérir des territoires d'une superficie de 34 millions de kilomètres en Asie et en Afrique. Les victimes parmi les colons approchent le million. Mais, dans les populations locales, le chiffre de 25 millions dû à des déplacements forcés, des famines, du travail forcé, etc., ne semble pas exagéré.³

Mais à quoi peuvent servir ces colonies ? Il y a d'abord les relations commerciales. Mais il ne faut pas posséder un territoire pour qu'il y ait des échanges avec la métropole.

p.252.

³ Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, op. cit., 76-77.

En revanche, y investir, en contrôler la production est bien un objectif rencontré s'il s'agit d'une colonie.

Le tableau 2. présente une estimation des stocks d'investissements bruts à l'étranger des principales puissances, depuis 1825.

Jusqu'en 1870, les actifs à l'étranger sont faibles. Ils concernent surtout la Grande-Bretagne qui en assure plus de la moitié. Mais c'est une part que les Anglais conservent quasiment durant tout le siècle, jusqu'à la veille de la Grande Guerre.

TABLEAU. 2. EVOLUTION DES STOCKS BRUTS D'INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER PAR PAYS 1825-1913 (EN MILLIARDS DE DOLLARS COURANTS)

	1825	1840	1870	1900	1913
Allemagne			1,0	4,8	5,8
France	0,1	0,3	2,5	5,2	9,0
Pays-Bas	0,3	0,2	0,5	1,1	1,2
Grande-Bretagne	0,5	0,7	4,9	12,9	20,0
Etats-Unis			0,1	0,5	3,5
Autres	0,3	0,3	0,6	2,5	8,0
Total	1,2	1,5	9,6	27,0	47,5

Source : Paul Bairoch, *Victoires et déboires*, livre II, éditions Gallimard, Paris, 1997, p.317.

Note : Les chiffres des années 1825 et 1840 sont très approximatifs. L'inflation est très faible durant cette période.

C'est au cochonnet que l'apoplexie a terrassé M. André, 75 ans, de Levallois. Sa boule roulait encore qu'il n'était déjà plus.

A partir de 1870, les autres Etats se lancent aussi dans ces investissements qui croissent à très grande vitesse.

Il est intéressant d'analyser où ces placements se logent. C'est ce qu'on peut entreprendre à partir du principal pourvoyeur de fonds, la Grande-Bretagne (tableau 3.)

**TABEAU. 3. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS
EXTÉRIEURS BRITANNIQUES PAR RÉGION EN
1870 ET 1913 (EN %)**

	1870	1913
Etats-Unis	20	20
Pays (semi-) coloniaux avancés	10	45
Europe	50	5
Autres	20	30
Monde	100	100

Source : Maurice Niveau et Yves Crozet, *Histoire des faits économiques contemporains*, éditions PUF, Paris, 1966, p.260.

Note : Les pays (semi-)coloniaux avancés sont le Canada, l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

En 1870, les 5 milliards de dollars investis par Londres sont envoyés surtout aux Etats-Unis (20%) et dans les pays européens voisins (50%). En 1913, les 20 milliards sont orientés surtout vers des régions avancées, mais qui appartiennent à la sphère d'influence anglaise (45%) et les autres contrées du monde, dont l'empire colonial (30%).

On sait que ces caractéristiques ne sont pas totalement généralisables. La France va surtout organiser des prêts internationaux pour les autres pays indépendants, surtout en Europe, et peu investir directement. Un quart, par exemple, est destiné à la Russie en

1914 et seulement 10% aux colonies¹. L'Allemagne, quant à elle, va surtout mettre ses capitaux dans les pays voisins et très peu dans les colonies, il faut le souligner, assez peu attractives. La part de l'Europe représente, en effet, plus de 53% des placements germaniques en 1914, alors que les colonies n'en assurent que 12,5% environ². Ces batailles d'investissements jouent un rôle important dans les frictions entre puissances. Il s'agit d'une motivation pour la colonisation et pour obtenir de meilleurs rendements, un des moteurs de la concurrence capitaliste.

Un monde prêt à exploser

Les guerres coloniales n'ont pas conduit directement à une guerre mondiale. En général, les grandes puissances sont parvenues à s'arranger pour l'éviter. Mais, à plus d'une reprise, ce fut moins une. De cette manière, ils épuisent, néanmoins, une à une les solutions envisageables.

Quand l'Afrique était pratiquement vierge de la pénétration européenne, il était possible pour un Etat de conquérir un territoire et de l'exploiter à son avantage. Les rivaux pouvaient chercher d'autres régions ailleurs et en faire autant.

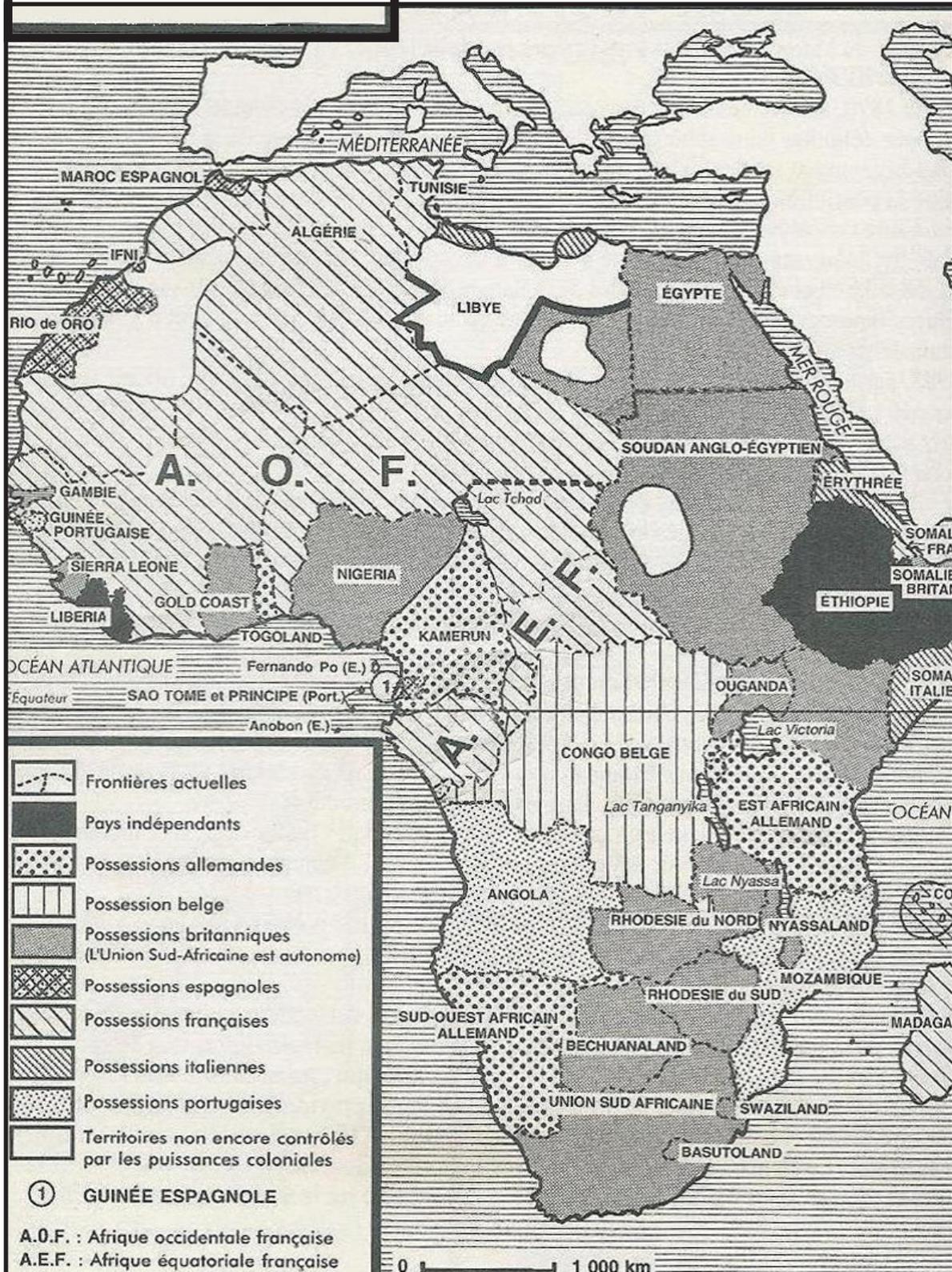
Quand la planète est entièrement répartie, ce n'est plus possible. Toute nouvelle colonie ne peut être arrachée qu'à un autre empire. C'est ce qu'a révélé très clairement la crise marocaine. Cette réalité va apparaître de façon encore plus aiguë dans le cas des Balkans.

¹ Calculs propres sur base de Raymond Poidevin, *Finances et relations internationales 1887-194*, éditions Armand Colin, Paris, 1970, p.31.

² Calculs propres sur base de Raymond Poidevin, *op. cit.*, p.34.

Au lieu de 175.000 francs dans la caisse de réserve en dépôt chez le receveur des contributions directes de Sousse, - rien.

L'AFRIQUE EN 1914



Des Balkans volcaniques

Avec le partage de l'Afrique, les puissances européennes sont au bord de la guerre mondiale. Mais elles sont parvenues à s'entendre. Dans le cas des Balkans et du démantèlement de l'Empire ottoman, ce n'est plus possible. Une petite étincelle peut embraser toute la forêt.

Au début du XIX^{ème} siècle, la quasi-totalité des Balkans est sous la domination ottomane, et ce, depuis le XV-XVI^{ème} siècle. L'Empire ottoman s'étend aux abords de Kiev, de Vienne et de Zagreb. Seuls une partie de la Dalmatie (autour de Split) et le Monténégro, montagneux et incontrôlable, lui échappent. A deux reprises, en 1529 et en 1683, les Turcs font le siège devant Vienne, mais échouent à la conquérir. Ils sont bien implantés dans la région.

Mais, à partir du XVIII^{ème} siècle, l'empire ne progresse plus. Il s'assoit sur ses possessions. Il ne participe pas à l'industrialisation européenne. Ses structures institutionnelles demeurent rigides. Si bien qu'en 1853, le tsar russe Nicolas Ier affirme que la Turquie est « l'homme malade de l'Europe » et qu'il s'agit de partager son héritage¹. Comme nous l'avons vu dans l'article précédent, les puissances européennes en ont profité pour arracher successivement les territoires du nord de l'Afrique : Algérie en 1830, Tunisie en 1881, Egypte en 1882, Libye en 1911. Parallèlement, un même mouvement prend forme de l'autre côté de la Méditerranée. Les Balkans vont petit à petit se détacher des Ottomans dans un processus quasi irréversible. Mais l'empire mettra quand même plus de soixante ans à agoniser.

La dislocation d'un empire

Trois forces vont se lancer dans ce projet de démantèlement sur le continent européen : les nationalistes des

¹ Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique*, éditions Denoël, Paris, 1996, p.44.

différents peuples, en majorité slaves ; la Russie et l'Autriche-Hongrie. Londres tient à conserver l'empire en état, pour éviter d'y favoriser l'avancée de la Russie. Paris est favorable généralement aux nationalistes libéraux, mais reste généralement prudent, défendant aussi le principe de l'intégrité des possessions turques². L'Allemagne de Bismarck tient également à préserver le statu quo. Par la suite, après la démission du chancelier en 1890, elle soutiendra en général les prérogatives autrichiennes.

La première flambée commence dès le début du XIX^{ème} siècle, en Serbie et en Grèce. Lors des guerres napoléoniennes qui écorcent quelque peu l'empire autrichien et ottoman en Illyrie, les Serbes « libèrent » Belgrade en 1806. Mais les Ottomans reprennent le contrôle de la région. Milos Obrenovic s'empare du pouvoir serbe, liquide les révolutionnaires et, prudent, fait de la Serbie un protectorat ottoman avec une certaine indépendance. Il est chargé de collecter l'impôt pour le sultan et conservera ce statut de 1816 à 1834³.

En 1821, les nationalistes grecs entament leur « guerre d'indépendance ». Ils sont soutenus par les Britanniques et les Français. En 1827, ceux-ci et les Russes s'allient pour appuyer les revendications hellènes. En 1830, le traité de Londres officialise la création d'un Etat grec indépendant,

² René Girault, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1971-1914*, éditions Payot, 1997, p.282.

³ Georges Castellan, *Histoire des Balkans XIV^{ème}-XX^{ème} siècle*, éditions Fayard, Paris, 1991, p.254.

dont la capitale deviendra Athènes en 1835. Le territoire est fortement restreint. Il ne comprend pas le nord actuel de l'Etat, ni les îles. D'où les impatiences grecques pour continuer la lutte contre les Turcs.

Le processus reprend après les mouvements révolutionnaires européens de 1848. Entretemps, les puissances européennes s'inquiètent de l'avancée russe qui menacerait la stabilité dans les Balkans. Elles s'associent dans la guerre de Crimée (1853-1856), qui entrave l'accès de la puissance slave à la mer Noire. Mais le tsar conserve la presqu'île, acquise après le conflit russo-turc de 1768-1774. Un coup pour rien.

Un troisième Etat plus ou moins libre apparaît en 1858 : la Roumanie. Les révolutionnaires roumains sont battus par une entente entre Istanbul et Moscou pour empêcher leur projet d'aboutir. Mais l'alliance est de courte durée. En 1858, sous l'égide de Napoléon III, une conférence est tenue pour créer deux principautés autonomes, celle de Moldavie et celle de Valachie. Les deux choisissent le même souverain⁴. L'union est faite, reconnue par les Ottomans l'année suivante. En 1866, elle prend le nom officiel de Roumanie.

Dès 1866, plusieurs militants se battent pour une république des Slaves du sud, une Yougoslavie. En même temps, l'Etat serbe devient de plus en plus autonome. En 1876, les Bulgares se soulèvent (de même en Bosnie, il y a une insurrection) contre la hausse des impôts décidée par Istanbul. Les Ottomans répriment le mouvement avec une telle vigueur que Victor Hugo s'en émeut.

⁴ Georges Castellan, *op. cit.*, p.289.

Russie et Autriche vont intervenir. Vienne vise surtout la Bosnie, qu'ils occupent dès 1878, au grand dam des Serbes. Ils imposent une conférence internationale à Istanbul. Officiellement, il s'agit d'obtenir des réformes dans l'empire. Ce que la Porte¹ accepte.

Les Russes, mis sur la touche, sont furieux. Ils déclarent la guerre aux Ottomans et les enfoncent rapidement. Mais les Britanniques envoient une flotte dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore pour protéger Constantinople. L'armistice est demandé début 1878. La paix de San Stefano crée un grand Etat bulgare et les Etats de Serbie, du Monténégro et de Roumanie sont déclarés officiellement indépendants. Le tsar bénéficie d'avancées territoriales, notamment la Bessarabie méridionale (faisant partie aujourd'hui de la Moldavie).

Les nouveaux pays se revendiquant du mouvement bourgeois libéral et nationaliste sont bien différents de ceux de l'ouest du continent. Ce sont avant tout des territoires agraires. Les ruraux forment 80% de la population en Bulgarie et en Serbie, 75% en Roumanie et 60% en Grèce². Quant à la Bosnie, elle est considérée par tous comme le territoire le plus pauvre et le plus exploité de la région³.

Les mines de Serbie commencent seulement à être utilisées, mais ce sont des capitaux anglais et français qui les investissent. Même chose pour les carrières du Laurion, qui avaient permis la prospérité de l'Athènes antique, sont prises en main par une compagnie italo-française. Les Britanniques mettent leur empreinte sur les rares lignites du pays, celles de Kymi, tout en développant surtout les chantiers navals⁴.

¹ C'est le nom donné au pouvoir ottoman, du fait que le palais de Topkapi à Istanbul s'ouvrait par d'immenses portes, en particulier le bureau des affaires étrangères.

² Georges Castellán, *op. cit.*, p.345.

³ Georges Castellán, *op. cit.*, p.316.

⁴ Georges Castellán, *op. cit.*, p.343.

Pour assurer ce développement, les nouveaux Etats doivent construire des lignes ferroviaires, ce qui se passe très lentement. Le premier train à traverser la Serbie date de 1885. Et Vienne et Istanbul ne sont reliées qu'en 1888. Ces infrastructures dépassent les capacités financières de ces nations. Ils doivent recourir à l'emprunt et souvent ils n'arrivent pas à rembourser leurs dettes et à en verser les intérêts. La Grèce est déjà à cette époque régulièrement en faillite.

De cette manière, les gouvernements sont extrêmement instables. Les dirigeants sont fréquemment assassinés. Les coups d'Etat sont monnaie courante. Ainsi, en Grèce, « quatorze Premiers ministres se succédèrent en dix-huit ans »⁵, entre 1844 et 1863. Ces successions sont liées aux ambitions des puissances coloniales. D'ailleurs, jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, les principaux partis politiques hellènes s'appellent parti russe, anglais et français en fonction de leurs sympathies vis-à-vis de leur protecteur. Cette situation est propice aux régimes autoritaires qui ne tardent pas à s'installer dans la plupart de ces Etats.

En outre, ces pays sont peut-être associés contre les Ottomans, mais sont farouchement opposés pour obtenir les faveurs des puissances tutrices, en particulier les plus présentes dans la région, l'Autriche-Hongrie et la Russie. La création de la Bulgarie déplaît aux dirigeants serbes, car cela crée un nouvel Etat slave, qui risque d'avoir la préférence du tsar. Donc, en 1885, Belgrade déclare la guerre à la Bulgarie. Après une avancée en territoire bulgare, les Serbes doivent faire face à une réaction virulente des Bulgares. L'armistice établit un statu quo. La Bulgarie était le plus grand territoire des Balkans. En 1908, il se déclarera même indépendant du sultan, profitant

⁵ Georges Castellán, *op. cit.*, p.294. Peut-être que l'auteur ne considère que les ministres différents. En réalité, il y a eu 18 Premiers ministres entre 1844 et 1863. Mais deux d'entre eux ont gouverné deux fois et un trois fois. Cela fait 14 personnes différentes.

d'une révolte militaire des Jeunes-Turcs, et se proclame royaume sous la direction d'un tsar, Ferdinand 1^{er}.

En 1897, la Grèce, mécontente de ne pas recevoir la Macédoine, déclare la guerre à Istanbul. Elle n'est pas soutenue par la Serbie et la Bulgarie, car ces deux pays ont aussi des ambitions sur cette région. Dès lors, les Ottomans l'emportent et Athènes doit céder quelques parties de ses possessions et une lourde indemnité de guerre.

Le grand bal des alliances

Durant cette période, les alliances et accords entre puissances européennes sont, en fait, déterminants. C'est en fonction de ceux-ci qu'un soulèvement populaire ou des revendications d'un pays d'importance secondaire peuvent réussir et servir les intérêts des grands.

A ce petit jeu, le maître incontesté durant vingt ans est le chancelier allemand, Otto von Bismarck. Vainqueur de la France en 1870, il impose l'Allemagne – déjà! – comme l'Etat incontournable du continent. Il veut conserver cette position le plus longtemps possible et donc veille au statu quo dans la répartition des pouvoirs en Europe. Il se fait l'ami des Anglais, ne veut pas couler la France et donc pousse celle-ci à trouver une compensation à la perte de l'Alsace et de la Lorraine outremer.

Il favorise le rapprochement avec un adversaire fraîchement battu (à Sadowa en 1866), l'Autriche-Hongrie, dès 1871. L'année suivante a lieu la rencontre des trois empereurs, Allemagne, Autriche et Russie. Certes, rien n'est réglé. Mais on assiste au retour de la Sainte-Alliance de 1815, dirigée à l'époque par Metternich. Les trois souverains déclarent qu'ils feront une guerre sans merci à l'Internationale⁶, accusée d'être responsable de la Commune de Paris.

⁶ La (première) Internationale, fondée en 1864 à Londres sur la base d'un appel rédigé par Karl

Mais cette entente a du plomb dans l'aile. Dès la crise balkanique de 1876-1878, les dissensions russo-autrichiennes pointent. La conférence internationale de Berlin de 1878 pour résoudre les problèmes de l'Empire ottoman constate le caractère inconciliable des ambitions russes et autrichiennes. C'est la fin de l'accord tacite entre les trois Etats. Néanmoins, en 1881, les trois pays renouvellent un pacte antisocialiste pour trois ans. D'autant que le tsar Alexandre II est, à ce moment, assassiné par des anarchistes. Plus important : un an plus tard, Berlin, Vienne et Rome signent un accord d'aide à défendre les différents territoires. Les Italiens sont outrés de l'annexion française de la Tunisie. Ils se tournent vers l'Allemagne et décident de s'entendre avec l'Autriche, autrement dit de taire les problèmes frontaliers qui divisent les deux pays. Le pacte, appelé la Triplice, est signé pour cinq ans et sera réitéré sans discontinuité jusqu'en 1915. Ce sera un axe majeur de la diplomatie allemande en Europe.

Bismarck isole de cette façon la France, considérée comme l'acteur susceptible le plus de perturber le statu quo sur le continent. « Le caractère défensif des différents accords correspondait bien à la volonté bismarckienne de préserver une paix européenne qui lui était favorable ; si ses alliés ou ses amis voulaient poursuivre leur expansion, ils devaient la chercher hors d'Europe »¹. C'est dans ce cadre que l'accord entre les trois empereurs est reconduit pour trois ans en 1884.

Le grain de sable afghan

En 1885, des négociations sont entamées entre la Russie et la Grande-Bretagne à propos de l'Afghanistan. Mais, soudain, elles sont interrompues.

Marx, peut être considérée comme la première association internationale de travailleurs (syndicat « global » avant l'heure). Honnie par toutes les chancelleries d'Europe, cela va de soi.

¹ René Girault, *op. cit.*, p.159.

Les troupes du tsar avancent vers le sud et s'approchent dangereusement du Pendjab, contrôlé par les Anglais. Londres, deux fois repoussé dans le pays (en 1839-1842 et en 1878-1880), veut garder l'indépendance de l'Afghanistan. On est à deux doigts de la guerre. Mais les Slaves de Bulgarie se tournent subitement vers Vienne et décident de réunir les deux parties de leur territoire, sans avoir consulté Saint-Pétersbourg. Et Belgrade attaque Sofia. Les Russes sont obligés de se braquer de nouveau sur les Balkans. Ils acceptent alors toutes les conditions demandées par les Britanniques.

Pendant que Bismarck renouvelle la Triplice et les relations pacifiques avec le tsar, la France monte la pression contre l'Italie, accusée de taxer fortement les produits hexagonaux arrivant dans la péninsule. Cela ne concerne pas que les denrées agricoles, mais aussi les biens manufacturés. Dès 1878, Rome a instauré des taxes sur les importations. Des négociations sur les relations commerciales entre les deux Etats, qui existent pourtant depuis des années, sont bloquées. En 1888, les tarifs sont relevés des deux côtés de la frontière. Immédiatement les exportations françaises en Italie et italiennes en France chutent de 40%².

Le conflit va encore durer dix ans. Le gouvernement italien demande l'aide allemande pour financer ces emprunts. En 1890, le système mis en place par Bismarck éclate à cause de ses contradictions manifestes. Il est impossible de satisfaire à la fois les appétits autrichiens et russes dans les Balkans. Il faut choisir et la classe dominante à Berlin est favorable au maintien de l'alliance avec Vienne, pas celle avec le tsar. De ce fait, le nouvel empereur, Guillaume II, limoge le chancelier³ et le remplace par des hommes enclins à suivre cette nouvelle politique.

² René Girault, *op. cit.*, p.200.

³ Bismarck meurt en 1898.

Le grain de sable douanier

Cette situation intéresse Paris. Déjà, depuis 1888, les dettes russes sont financées majoritairement par les capitaux français. En 1894, les crédits hexagonaux s'élèvent à quatre milliards de francs ; début 1900, ils sont passés à 6 milliards⁴. Les investissements dans les mines et la métallurgie augmentent de 370 millions de francs en 1894 à près d'un milliard du début du siècle suivant⁵. Le rapprochement capitaliste se traduit sur le plan politique dans des discussions entre les deux pays, qui aboutissent en 1892 à un pacte assez complet, y compris sur l'aide militaire en cas d'attaques d'un pays tiers. Cet accord est signé fin 1893 par le tsar. Il semble que celui-ci tente encore l'alliance avec Berlin, mais en milieu d'année les tarifs douaniers sont relevés dans les deux Etats. En 1898, Théophile Delcassé arrive au poste de ministre des Affaires étrangères à Paris. Il y reste jusqu'en 1905. Il se rend compte de la position de force de l'Allemagne et l'isolement parallèle de la France. Sa politique est de renverser cette situation. D'abord, il faut renforcer l'association avec la Russie. Ensuite, il faut se lier avec l'Italie. Enfin, il faut avoir une collaboration ferme et solide avec Londres.

Dans un premier temps, il met donc fin aux conflits commerciaux avec Rome. Les relations diplomatiques entre les deux pays se détendent très rapidement. En 1900, Delcassé propose un partage des derniers territoires « libres » d'Afrique : le Maroc pour la France et la Libye pour l'Italie. Le gouvernement italien souscrit. Deux ans plus tard, un pacte de neutralité bienveillante est conclu entre les deux capitales. Certes, l'Italie est toujours membre de la Triplice, mais il n'est plus sûr qu'elle suivra l'Allemagne et l'Autriche dans des entreprises belliqueuses.

⁴ René Girault, *op. cit.*, p.272.

⁵ René Girault, *op. cit.*, p.273.

En deuxième lieu, le ministre français essaie de débaucher les Anglais. Ceux-ci, forts de leur empire colonial, de leur marine, ont toujours eu une position isolée, visant à ce qu'aucune puissance du continent ne puisse rivaliser avec elle. Mais, depuis quelques années, les dirigeants britanniques se rendent compte qu'une telle attitude n'est plus possible. Face à la montée des protectionnismes, le Merchandise Mark Act incite les citoyens à ne pas acheter étranger. Mais cela ne suffit pas.

En 1888, un rapport officiel propose d'élever le niveau des investissements dans la marine. Elle se traduit par une loi navale votée un an plus tard, dite Two Powers Standard, c'est-à-dire que la flotte militaire anglaise doit être aussi importante que celle de ses deux plus proches concurrents, à l'époque la France et la Russie. Mais, en 1892, Berlin décide de construire une armada, capable de mener les campagnes d'expansion futures. En 1896, est publié un autre document intitulé Made in Germany (fabriqué en Allemagne) sur le développement industriel germanique¹. Il fait forte impression dans les îles. Il est clair que l'ennemi prochain ne sera pas la France ou la Russie, mais l'Allemagne.

L'autre "grand malade"

Néanmoins, le tsar fait encore peur, notamment en Asie de l'Est où ses projets d'annexion se poursuivent. Ceux-ci se heurtent d'ailleurs à ceux du nouveau pouvoir à Tokyo. En 1902, ce dernier négocie un accord d'entraide avec Londres. Fort de cet appui, le Japon attaque, deux ans plus tard, les Russes. Après quelques escarmouches en Mandchourie, il doit affronter le gros des troupes tsaristes qui se trouvaient à l'ouest et qui ont dû être acheminées par le Transsibérien vers l'est. En deux temps, il détruit la flotte russe à Port-Arthur et

puis défait les forces armées adverses à Moukden. Inquiet par cette évolution, le président américain, Théodore Roosevelt, offre ses services de médiation. Le Japon obtient le protectorat sur la Corée. La Russie apparaît comme « un colosse aux pieds d'argile »². Malgré une division au sein du gouvernement anglais, une partie penchant pour une alliance avec Berlin, les Britanniques acceptent la cordiale entente proposée par Paris. Non seulement cet accord de 1904 scelle l'amitié entre les deux pays et des projets de défense réciproque, mais il règle les différends coloniaux : la Grande-Bretagne peut conserver l'Égypte et la France aura les mains libres au Maroc. Un projet d'entraide diplomatique est également décidé pour défendre l'un et l'autre en cas de conflit avec une autre puissance³.

Mais il reste plusieurs problèmes, dont les accords franco-russes, auxquels Londres ne veut pas être lié. En 1907, les ministres des Affaires étrangères de Russie et d'Angleterre signent un traité sur les dissensions asiatiques. Le tsar renonce à l'Afghanistan, et la Perse, sans être conviée aux entretiens, est divisée en deux zones d'influence : l'une britannique au sud, l'autre russe au nord. Ainsi, l'empire tsariste peut se concentrer sur les problèmes européens. L'annexion de la Bosnie par l'Autriche en 1908 (voir plus loin) rend Rome méfiante de Vienne. Le gouvernement italien se rapproche également des Russes, ce qui sera scellé en 1909.

La cohésion de la Triplice est mise en cause. Mais, de l'autre côté, les traités et relations entre Français, Anglais et Russes sont assez lâches. Ainsi, Charles Hardinge, étroit collaborateur d'Edward Grey, le ministre britannique des Affaires étrangères, écrit encore en 1909 : « La Grande-Bretagne, en vertu de sa position

**«En 1900,
Delcassé propose
un partage des der-
niers territoires
« libres » d'Afrique»**

¹ Guy Richard, *Le monde des affaires en Europe de 1815 à 1917*, Armand Colin, Paris, 2000, p.158.

² René Girault, *op. cit.*, p.349.

³ Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, éditions Gallimard, 2009, p.471.

insulaire et n'ayant aucune alliance avec une puissance européenne, se trouve seule à pouvoir constituer l'avocat pacifique d'un groupement amical des puissances européennes »¹.

En 1912, Londres tente de négocier la restriction de l'armement militaire naval de Berlin. Mais le gouvernement allemand ne veut rien entendre. La France propose aux Anglais de se partager le contrôle des mers en Europe : à elle la Méditerranée, aux Britanniques l'océan et la mer du Nord. Le Foreign Office accepte. Il met ainsi « le doigt dans l'engrenage d'une véritable alliance militaire »². Début 1914, il autorisera les Russes à participer à cet accord naval.

Le tableau 1. reprend les principaux pactes conclus entre 1871 et le début de la Grande Guerre.

TABEAU 1. CONCLUSIONS D'ACCORD ET D'ALLIANCES ENTRE PUISSANCES ENTRE 1872 ET LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Période	Pactes
1872-1878	Accord Allemagne-Autriche-Russie
1881-1890	Accord Allemagne-Autriche-Russie
1882-1915	Triplice : Allemagne-Autriche-Italie
1893-1914	Alliance France-Russie
1900-1915	Amitiés France-Italie
1902-1914	Alliance Japon-Grande-Bretagne
1904-1914	Entente cordiale : France-Grande-Bretagne
1907-1914	Accords Grande-Bretagne-Russie en Asie
1909-1915	Traité secret Italie-Russie
1912-1914	Alliance militaire France-Grande-Bretagne

On voit que l'Allemagne est dans un tel processus depuis le départ. La France se retrouve isolée. La Russie est abandonnée par ses deux partenaires d'Europe centrale. D'où le rapprochement avec Paris. La Grande-Bretagne

1 Alan Taylor, *The Struggle for Mastery in Europe 1848-1918*, Oxford University Press, 1971, p.461.

2 René Girault, *op. cit.*, p.400.

poursuit délibérément une politique indépendante et solitaire. L'Italie s'allie avec Berlin et Vienne, puis s'unit également avec la France, la Grande-Bretagne et la Russie. Elle sera neutre au début du conflit. Ces accords sont habituellement signés, mais ils peuvent ne pas être renouvelés, car conclus pour une période limitée. Et les unions peuvent se retourner. La Russie prend parti contre ceux avec qui elle était partenaire 25 ans plus tôt. Londres ne cesse de négocier avec la France et l'Allemagne, jusqu'à la veille de la guerre.

Tout est prêt pour qu'une simple étincelle embrase la forêt entière.

Berlin-Bagdad: le gros grain de sable

Parallèlement, les capitalistes se ruent sur toutes les nouvelles découvertes de richesses. A l'instar de ce qui s'est passé en Afrique du Sud, ils recherchent des mines, des matières premières qu'ils peuvent extraire ou cultiver au plus grand bonheur des industries de la métropole. Et puisque ces trésors ne se trouvent pas nécessairement au bord des côtes ou des fleuves, on trace d'immenses lignes ferroviaires pour acheminer les ressources aux ports les plus proches. Ainsi, en 1906, peu avant de devoir rendre sa

possession coloniale personnelle, le roi Léopold II réunit ses financiers amis, notamment ceux de la Banque d'Outremer et la Société Générale de Belgique³ pour former trois compagnies au destin prodigieux : l'Union minière (aujourd'hui

3 La SGB absorbera en 1929 la Banque d'Outremer et tous ses actifs coloniaux.

Umicore), la Forminière (devenue Sibeka) et la Compagnie du chemin de fer du bas-Congo au Katanga (BCK). On a en effet trouvé des gisements de cuivre, de diamant et d'autres métaux ferreux dans cette province qui avait été rattachée au Congo lors de la conférence internationale de Berlin de 1884-1885. La construction de voies ferrées est une très bonne affaire pour les entreprises. Cela procure de nouveaux chantiers gigantesques, alors qu'à ce moment l'Europe est saturée de lignes ferroviaires et il devient de plus en plus difficile pour les compagnies de tirer parti de ces dernières. En outre, souvent le propriétaire du sol est aussi celui du sous-sol. Or, celui-ci recèle parfois des richesses insoupçonnées.

Un projet dépasse en ampleur tous les autres : celui de relier la capitale allemande à l'ancienne métropole mésopotamienne, Bagdad. Par la suite, les plans iront même jusqu'au golfe Persique. Tous les grands financiers se battent pour réaliser un tel programme. Mais celui qui mène la danse est sans conteste la Deutsche Bank⁴. Dès 1888, celle-ci obtient la concession pour fonder la Société des Chemins de fer d'Anatolie⁵. Il était logique qu'elle reçoive également le prolongement de cette ligne jusqu'à Berlin et Bagdad⁶.

Mais il lui fallait d'autres capitaux, car l'investissement est titanesque pour 3.205 km de voies ferrées. Les banques anglaises et américaines ne sont pas intéressées, la France interdit des opérations communes avec les concurrents allemands, du moins jusqu'en 1899⁷.

4 A l'époque, le sultan s'inquiète de la domination française sur sa dette publique et les Britanniques ne montrent guère d'intérêt pour une telle aventure.

5 Raymond Poidevin, *Finances et relations internationales 1887-194*, éditions Armand Colin, Paris, 1970, p.120.

6 C'est le chemin vers la Mésopotamie qu'il faut construire. De l'autre côté, sur le continent européen, les lignes existent déjà.

7 René Girault, *op. cit.*, p.324.

A ce moment, Paris fléchit légèrement sa politique. La Deutsche Bank se voit octroyée officiellement la mission de réaliser le projet. Elle convie la Banque impériale ottomane, où les capitaux français sont prépondérants (ceux de Paribas notamment), à participer au Bagdadbahn. La société est fondée en 1903 et les actionnaires en sont la Deutsche Bank (40%), la Banque Impériale Ottomane (30%), le Chemin de Fer Anatolien (10%), le Wiener Bankverein (autrichien, 7,5%), le Schweizerische Kreditanstalt (suisse, 7,5%) et la Banca Commerciale Italiana (5%).

Des chantiers gigantesques sont mis en place. Jusqu'à 35.000 ouvriers travaillent dans des conditions pénibles et périlleuses, surtout pour franchir les nombreux cols de la région. En 1914, la construction n'est pas achevée. Depuis deux ans, il faut ajouter des fonds supplémentaires. Mais ceux qui le pourraient, les Anglais, furieux de ne pas avoir été invités au départ, se désistent à nouveau. La ligne s'arrête alors à Mossoul. Les tensions s'aiguisent entre partenaires. D'autant qu'on découvre des gisements pétroliers dans la contrée, en Perse, près du golfe, en 1908. Un an plus tard, la Burmah Oil Company, une compagnie écossaise, crée l'Anglo-Persian Oil Company (APOC), qui reçoit la concession de la part du shah pour 60 ans moyennant une participation aux bénéfices pour celui-ci. Il est probable que d'autres gisements se situent à proximité, en Irak. Or, le Bagdadbahn détient la propriété du sol et du sous-sol sur 40 km en largeur autour de la voie ferrée, que ce soit à Bagdad ou à Mossoul¹. Nous avons vu que la Deutsche Bank est à court de capitaux à ce moment. Elle cède ses droits au financier turc, Calouste Sarkis Gulbenkian. Celui-ci constitue en 1912 la Turkish Petroleum Company. A son capital initial : 25% pour la Royal Dutch/Shell, 25% pour la Deutsche Bank, 35% pour

la National Bank of Turkey (aux mains de banquiers britanniques) et 15% pour Gulbenkian². Progressivement, l'APOC reprend les parts anglaises et une partie de celles du financier turc pour avoir 45%. Durant la guerre, l'amirauté britannique acquerra la primauté dans l'APOC, qui deviendra par la suite British Petroleum (BP). On remarquera que les Français ne sont pas présents. Après la guerre, ils remplaceront à travers la Compagnie française des Pétroles (aujourd'hui Total) les participations allemandes.

De même, la découverte de gisements pétroliers en Roumanie dans la région de Ploiesti engendre les convoitises. La Deutsche Bank est la plus active. Elle prend le contrôle du principal extracteur de la région, Steaua Romania³. Mais Henri Deterding, fondateur et président de Royal Dutch/Shell, investit également la région. Le groupe sera un des principaux fournisseurs énergétiques des forces britanniques durant la guerre. Aussi, dans un premier temps, la Roumanie, pourtant liée aux empires d'Europe centrale, restera neutre.

Même si des projets joints existent et sont parfois nombreux, la bataille économique et stratégique prend le dessus. Les Allemands s'accaparent des voies ferrées turques, ce qui va favoriser l'adhésion de l'Empire ottoman à la coalition germano-autrichienne. Les Anglais prennent le contrôle sur le pétrole. Et les Français sont minoritaires partout. Il y a bien de quoi vouloir changer cette donne.

L'étincelle

En 1908, la situation d'Istanbul devient intenable. L'endettement surtout vis-à-vis de Paris est insoutenable. Des officiers turcs issus de Macédoine

² Jacques Thobie, *Ali et les 40 voleurs*, éditions Messidor, Paris, 1985, p.22.

³ Alfred Chandler, *Organisation et performances des entreprises, tome 3 l'Allemagne (1880-1939)*, Les éditions d'organisation, Paris, 1993, p.75.

fomentent un soulèvement. C'est le coup de force des Jeunes-Turcs qui impose au sultan une nouvelle Constitution établissant l'égalité de droit de tous les membres de l'empire.

La Bulgarie en profite pour se déclarer totalement indépendante et l'Autriche-Hongrie pour annexer officiellement la Bosnie. Le tsar russe proteste, mais Berlin l'oblige à accepter cette situation. On est à nouveau proche de la guerre. En 1909, le souverain ottoman est remplacé par son frère. Mais cela ne change rien au pouvoir à Constantinople. La Macédoine, dernière possession ottomane en Europe, est revendiquée par la Grèce, la Serbie et la Bulgarie. En 1912, les deux Etats slaves s'associent pour lancer une offensive contre Istanbul. Ils reçoivent l'appui des Grecs et des Monténégrins. Ils enfoncent les lignes turques. C'est la première guerre balkanique. Londres impose donc une conférence, où les Ottomans doivent renoncer en grande partie à leurs possessions européennes. Mais qui prend possession de ces territoires ?

Devant le grand Etat bulgare qui veut la majeure partie de la Macédoine, Grecs et Serbes s'allient et lui déclarent la guerre. Ils sont appuyés par la Roumanie et même Istanbul. C'est la seconde guerre balkanique, où l'on voit poindre déjà dans le grand partage de l'Empire ottoman déchu, les intérêts autrichiens et russes. Sofia demande l'armistice très vite. La Macédoine est acquise par la Serbie. Les Grecs obtiennent enfin le nord de leur pays, la Thessalie et l'Epire, avec le port de Thessalonique, ainsi que la Crète. Les Turcs récupèrent la Thrace orientale. En même temps, un Etat albanais est créé. Les ambitions nationales restent insatisfaites aux termes de deux guerres qui ont coûté la vie à environ 225.000 personnes. C'est dans ce contexte qu'intervient l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand par un jeune Serbe de Bosnie à Sarajevo le 28

¹ Harvey O'Connor, *L'empire du pétrole*, éditions du Seuil, Paris, 1958, p.179.

juin 1914. Vienne pense immédiatement que cet attentat a été programmé par Belgrade et déclare la guerre à la Serbie. C'est l'enchaînement fatal.

Fatal? Les préparatifs militaires étaient organisés. Entre 1910 et 1914, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont doublé leurs dépenses d'armement. Elles représentent, à la veille du conflit, respectivement 4,6% et 6,1% de leur revenu national. La France, pour sa part, utilise 4,8% de ses revenus au militaire et la Grande-Bretagne 3,4%. La Russie en est déjà à 6,3%¹. Les lois militaires germaniques de 1912 et 1913 amènent les effectifs de l'armée permanente de 600.000 à 820.000 hommes. A quoi réplique Paris en portant le service militaire de deux à trois ans, ce qui conduit les soldats au nombre de 700.000.² L'amiral allemand Tirpitz essaie depuis 1892 de construire une flotte à l'égal de celle des Anglais, ce qui ne manque pas d'inquiéter Londres.

La II^e Internationale, regroupant les partis socialistes, sociaux-démocrates, ouvriers de la plupart des pays, notamment européens, n'arrête pas de tirer la sonnette d'alarme. Au congrès de Bâle en 1912, ils définissent une stratégie face à ce conflit qui menace entre grandes puissances : si une telle aventure est déclenchée, les partis membres de la II^e Internationale n'y participeront pas. Au contraire, ils demanderont aux travailleurs de lever leurs armes contre leur propre bourgeoisie.

Personne ne voulait la guerre?

C'est un enchaînement d'événements qui aboutit à la guerre. Même s'il y avait des plans pour envahir tel ou tel territoire, personne n'avait pris la décision claire et ferme de s'engager dans un conflit long et périlleux, engageant ses plus grands adversaires. En fait, tout se passé quasiment comme dans la pièce

¹ Alan Taylor, *op. cit.*, p.XXIX.

² René Girault, *op. cit.*, p.37.

de Jean Giraudoux, La guerre de Troie n'aura pas lieu³. Les principaux acteurs essaient d'éviter le conflit, mais ils n'arrivent pas à ébranler les stratégies fondamentales qui poussent à celui-ci. Dans le cas présent, les grandes puissances européennes veulent assurer un avenir hégémonique à leurs intérêts économiques, à leurs grandes entreprises. C'est pour cela que l'enjeu colonial est essentiel. C'est le moyen d'obtenir des droits exclusifs sur des marchés, sur des ressources minérales, qui vont assurer leurs profits et leur domination mondiale. Même si les politiques veulent éviter le conflit, il ne peut qu'avoir lieu, puisque les ambitions sont contradictoires. Tous se déclarent épris de paix, mais tous préparent la guerre. Des escarmouches apparaissent petit à petit. On peut empêcher que les premières ne dégénèrent, mais à force cela devient de plus en plus impossible.

La guerre éclate finalement pour une dissension serbo-autrichienne sur la création d'un Etat des Slaves du sud. Mais elle aurait tout aussi bien démarré sur le problème marocain, sur un partage de la Mésopotamie, où l'on découvre du pétrole, sur la Belgique, que Berlin, Londres et Paris veulent attirer dans leur zone d'influence...

D'un coup, Mme Matignon, de Mérignac, près de Bordeaux, a mis au monde trois filles. Toutes les quatre vont bien.

³ L'objet de la pièce créée en 1935 est plutôt ce qui prépare la Seconde Guerre mondiale. Mais, en réalité, ce qu'exprime l'auteur, qui a mal vécu la Grande Guerre, c'est un enchaînement malheureux qui ressemble davantage à la Première qu'à la Seconde.

«elle aurait tout aussi bien démarré sur le problème marocain, sur un partage de la Mésopotamie, où l'on découvre du pétrole»

Si Versailles m'était conté

S'il faut montrer l'enjeu colonial de la Grande Guerre, son issue et le traité qui l'a conclue en sont d'excellentes illustrations. Les territoires des vaincus, y compris leurs possessions outremer, sont fortement ramenés à la portion congrue et répartis entre leurs puissances victorieuses.

Le 28 juin 1914, un étudiant serbe installé en Bosnie, Gavrilo Princip, abat à Sarajevo le prince-héritier au trône d'Autriche-Hongrie, l'archiduc François-Ferdinand (ainsi que sa femme). Vienne, affirmant qu'il s'agit d'un coup organisé par Belgrade, déclare la guerre à la Serbie, un mois plus tard. Mais Belgrade n'est pas préparé au conflit. La Russie lui assure son soutien.

De leur côté, les Habsbourg sont appuyés par Berlin, qui les incite même à intervenir et à adopter une position intransigeante. Les stratèges germaniques pensent que la Grande-Bretagne n'interviendra pas dans cette hostilité, malgré l'entente cordiale avec Paris et les préparatifs militaires avec les armées françaises et russes. Elle n'en aura pas le temps. Vienne bombarde immédiatement la capitale serbe, dès le 28 juillet.

Le jour suivant, une réunion de l'Internationale a lieu à Bruxelles, au Cirque royal. Les partis présents dénoncent une nouvelle fois les dangers de guerre et leur opposition radicale à celle-ci, mais sans perspectives d'action. En rentrant, le 31 juillet, Jean Jaurès, très farouchement pacifiste, est assassiné au Café du Croissant, rue de Montmartre, par un nationaliste, Raoul Villain¹.

Par le jeu des alliances, la Russie mobilise le 30 juillet. L'Allemagne et la France, le 1er août. Berlin déclare la guerre à la Russie le 1er août et à la

¹ Celui-ci sera acquitté en 1919, à l'issue d'un procès discuté.

France le 3. Les troupes germaniques pénètrent au Luxembourg et lancent un ultimatum à la Belgique pour passer afin d'envahir la France. Leur plan, concocté semble-t-il depuis 1897 (projet du général Schlieffen), est d'attaquer l'hexagone par divers endroits, en ouvrant divers fronts, dont plusieurs traversent la Belgique. Bruxelles refuse. L'Allemagne déclare la guerre à la Belgique. Le parti social-démocrate allemand vote les crédits de guerre.

L'Angleterre qui tient officiellement à garantir la neutralité belge déclare la guerre à l'Allemagne. Le 6, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie. Le 11, la France la déclare à l'Autriche, suivie par Londres le 13, avec l'appui des voix socialistes. Le 23 août, le Japon déclare la guerre à l'Allemagne. Le 1er novembre, l'Empire ottoman offre ses services aux puissances centrales. La France et l'Angleterre lui déclarent la guerre, deux jours plus tard.

Le 4 août, les forces allemandes pénètrent en Belgique. Le 20, elles sont à Bruxelles. Le 4 septembre, elles entrent à Reims. Du 5 au 12 septembre, elles sont bloquées sur la Marne. Le conflit s'éternisera durant plus de quatre ans. L'opinion que les hostilités seront courtes s'évanouit.

Marc Ferro souligne cette croyance en un conflit limité dans le temps et donc la perspective de se battre,

de tirer la gloire d'une brillante victoire, puis de retourner aux affaires quotidiennes. En 1914, constate-t-il, le visage des conscrits est rayonnant, contraste à ce qu'il sera en 1939 : désespéré. « Sans doute, en 1914, croyait-on que la guerre serait courte, que l'on reviendrait à Noël, aurolé des lauriers de la victoire : il reste qu'à Paris, comme à Londres ou à Berlin, les soldats partent en chantant, plein d'allant, et la 'fleur au fusil' »². Le désenchantement sera terrible.

L'adhésion industrielle aux conquêtes

La guerre offre aux militaires le premier rôle. La plupart d'entre eux ont encore une conception ancienne des conflits, avec des allures guerrières telles qu'on les connaissait encore au XVIII^e siècle. Ainsi, l'empereur allemand Guillaume II n'hésitait pas à parader dans son luisant uniforme sur un cheval et le sabre levé, alors que les soldats sont concrètement confrontés aux mitrailleuses, aux énormes canonnières et bientôt aux avions chasseurs et au gaz. Leur costume devra aussi s'adapter aux tranchées et se fondre dans les couleurs de la boue, de la prairie et de la forêt, pour échapper aux yeux de l'ennemi.

Mais ceci donne une idée de la guerre comme une œuvre quasi exclusive des généraux et des amiraux des deux côtés des alliances, jouant sur une immense carte planétaire l'avenir des populations européennes et coloniales. En réalité, hommes politiques et industriels agissent tout autant, mais dans l'ombre.

² Marc Ferro, *La Grande Guerre 1914-1918*, éditions Gallimard, Paris, 1969, p.13.

Ainsi, le 9 septembre 1914, le chancelier allemand de l'époque, Theobald von Bethmann Hollweg, présente le projet ambitieux du futur Reich : à l'est, les frontières russes sont repoussées pour laisser la place à des Etats tampons comme la Pologne et les Etats baltes ; à l'ouest, l'Alsace et la Lorraine sont conservées, le Luxembourg, la région de Liège, celle des Vosges, ainsi que la côte flamande jusqu'à Dunkerque et Boulogne sont intégrés à l'Empire germanique ; en Afrique, la colonie belge serait appropriée pour former une unité avec le Cameroun, d'une part, et le Tanganyika, Rwanda et Burundi, d'autre part¹. Ce programme avait reçu l'aval de chefs d'entreprise comme Thyssen et Rathenau. Ceux-ci voulaient réduire la France à « un territoire sans réserve de charbon ni de fer, qui ne serait plus longtemps un rival économique sur le marché mondial ou un danger politique dans le concert des puissances »².

August Thyssen veut même aller plus loin et partager une partie du territoire russe, notamment celui près de Donetsk et Odessa, où des grandes entreprises métallurgiques ont été installées. Il projette aussi d'annexer la Crimée, la région de Lvov et le Caucase, là où se trouvent d'importants gisements miniers de manganèse. Il tient à avoir une frontière commune avec l'Egypte et l'Inde, « afin d'éliminer la tutelle intolérable que la Grande-Bretagne exerce sur l'Allemagne dans les affaires mondiales ». C'est ce projet qui servira de base pour les plans d'Hitler pour une nouvelle division du travail en Europe. Le fils Thyssen, Fritz, sera d'ailleurs un partisan et pourvoyeur de fonds, dès les premières heures, du parti nazi.

L'enjeu colonial était donc un élément essentiel des buts de guerre

¹ Maurice Niveau et Yves Crozet, *Histoire des faits économiques contemporains*, éditions PUF, Paris, 1966, p.328-9.

² Marc Ferro, *op. cit.*, 245.

allemands. Mais il en allait de même du côté de l'entente cordiale, comme on s'en apercevra lors des discussions sur un traité de paix.

A ce moment, le grand bénéficiaire de la guerre est incontestablement Krupp. C'est cette firme qui construit les « Grosses Bertha »³, des obusiers capables de détruire des fortifications, mais à une distance de 15km. Elle a une autre arme, plus redoutable encore, le « Max le Long », qui peut tirer à une distance entre 90 et 120km. C'est cet engin qui est utilisé au printemps 1918 pour bombarder Paris⁴. Krupp, qui occupait 80.000 salariés en 1914, en aura 150.000 au milieu des hostilités. Sa fortune ne cesse d'augmenter. De même que celle d'Hugo Stinnes, qui dispose d'un vaste complexe sidérurgique, voit ses effectifs passer de 70.000 en 1912 à 300.000 en 1917, à son apogée.

Les industriels sont à la tête de l'Etat allemand dans ses projets de guerre et d'expansion. Walter Rathenau, fils d'Emil, prend non seulement la tête d'AEG en 1914, mais, partisan de la politique impériale germanique, dirige le département des matières premières durant la guerre. D'autres industriels acceptent des missions administratives durant cette période comme Carl Friedrich von Siemens, Hugo Stinnes et Ernst Borsig, futur président de la fédération patronale allemande⁵.

De son côté, Rolls Royce construit les moteurs d'avion nécessaires pour les premiers chasseurs britanniques et les entreprises automobiles fournissent en camions et autres transporteurs permettant le déplacement des troupes. Le pé-

trole du Moyen-Orient et de Roumanie est convoité par tous les belligérants.

La guerre dans les colonies

Le conflit ne se limite pas à l'Europe, ce qui en fait la première guerre d'envergure réellement mondiale. Dès les premiers engagements, les forces coloniales sont mobilisées et participent aux efforts de guerre.

« La victoire en chantant » est un film de Jean-Jacques Annaud relatant l'absurdité de ces hostilités pour les résidents indigènes. Il décrit la situation paisible de deux colonies voisines en Afrique, début 1915, l'une sur « territoire » français, l'autre sur « sol » allemand. Soudain, elles apprennent que France et Allemagne sont en guerre l'une contre l'autre. Elles mobilisent les populations africaines de part et d'autre de la frontière, qui évidemment ne comprennent ce qui se passe. Après un court combat, mais avec des morts africains quand même, la colonie française, plus grande, s'empare de sa consœur. Le film décrit l'aberration de cette guerre pour des populations qui vivaient en paix depuis des siècles. Le film reçut l'Oscar du meilleur film étranger en 1977.

Mais la participation des troupes coloniales a été bien plus importante que ce fait divers. Français et Britanniques ont fait appel aux contingents coloniaux pour les aider dans cette sale guerre. La Grande-Bretagne ne connaît pas alors le service militaire. Il est introduit dans le courant de la guerre, au début de 1916. Londres utilise donc des forces des colonies dans son armée engagée en Europe, tout comme Paris. On estime que les Anglais emploient 3 millions d'hommes venus de l'empire colonial, dont 1,4 million d'Inde⁶. La France, quant à elle, avait instauré le service militaire pour les Africains en 1912. Il y a quelque 15.000

³ Du nom de la fille unique et héritière de Friedrich Krupp.

⁴ Guy Richard, *Le monde des affaires en Europe de 1815 à 1917*, Armand Colin, Paris, 2000, p.48.

⁵ Alfred Chandler, *Organisation et performances des entreprises, tome 3 l'Allemagne (1880-1939)*, Les éditions d'organisation, Paris, 1993, p.174.

⁶ Henri Wesseling, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, éditions Gallimard, 2009, p.480.

miliciens de ce continent¹. En revanche, la Belgique et l'Allemagne n'ont pas du tout confiance dans ces apports indigènes. Ils ne les feront combattre que loin de la métropole.

Le 6 août 1914, soit deux jours après le début du conflit en Europe, les Français envahissent le Togo à partir du Dahomey. Ils sont suivis des Anglais une semaine plus tard. Le 27, la région est aux mains des franco-britanniques. Pour le Cameroun, les « alliés » utilisent une force armée de 25.000 hommes. Le 27 septembre, ils défont leurs adversaires, mais un reliquat engage une guérilla qui durera jusque début 1916.

En Afrique du Sud, les choses sont plus compliquées. L'armée locale envahit le Sud-ouest africain dès septembre 1914. Mais une partie des Afrikaners, conservant l'inimitié de la guerre des boers, se révolte. Une unité des forces sud-africaines passe dans le camp de l'ennemi. La majorité demeure, néanmoins, fidèle à la Couronne britannique. Le soulèvement est maté fin 1914 et les troupes coloniales peuvent pénétrer en Namibie début 1915. En juillet, l'affaire est entendue et le commandement allemand se rend sans condition.

En Afrique orientale, la guerre est plus longue. Ce sont les Allemands qui prennent l'offensive et envahissent le Congo, l'Ouganda et la Rhodésie, voisins. La Belgique et la Grande-Bretagne doivent s'entendre pour opposer 130.000 hommes aux 20.000 soldats aux services des Allemands. Beaucoup de ces derniers sont des Africains qui viennent grossir les troupes germaniques au fil du temps. Mais la disproportion entre les deux armées est trop importante. Les Allemands se replient sur une tactique de guérilla. En novembre 1917, ils s'implantent même en zone portugaise pour continuer leur bataille. Ils ne se ren-

dent que le 25 novembre 1918, soit deux semaines après la capitulation officielle.²

La Belgique, bien qu'occupée en grande partie par Berlin, n'en mène pas moins les conflits coloniaux. Elle participe à la défaite du Cameroun. Elle envahit l'Afrique orientale allemande et occupe le Rwanda. Elle enrôle de force comme soldats ou porteurs nombre d'Africains, comme d'ailleurs d'autres puissances coloniales³.

En Asie, le conflit sera beaucoup plus limité. Le Japon s'associe rapidement à Londres et à Paris. Sachant que les principales forces sont mobilisées en Europe, il occupe toutes les positions allemandes en Chine. Il a l'espoir de les recevoir en prime après la guerre.

Même si le conflit est mené principalement sur le vieux continent, il implique les colonies de façon essentielle. Le but est l'hégémonie politique sur l'Europe, mais de ce fait sur le monde. Du moins l'interprète-t-on ainsi dans les grandes capitales belligérantes.

La loi des accords secrets

Dans ce contexte de guerre totale, tous les coups sont permis, même les plus bas. Il s'agit de lier le plus d'Etats à son projet stratégique. Dès août 1914, le Japon se range derrière la France et la Grande-Bretagne, avec laquelle il avait un accord d'ailleurs. Ce choix est purement opportuniste, de sorte à prendre les colonies allemandes en Asie. En octobre, c'est au tour de l'Empire ottoman de prendre parti en faveur de Berlin et de Vienne. Les autres se tiennent cois à ce moment.

Mais les services secrets interviennent pour attirer les pays dans leur alliance. Cela ne peut se passer que si on présente une carotte aux nouveaux

² Henri Wesseling, *op. cit.*, p.476-477.

³ Adam Hochschild, *Les fantômes du roi Léopold II*, éditions Tallandier, Paris, 2007, p.464.

arrivants, autrement dit une offre souvent sur les possessions coloniales des adversaires à combattre. C'est évidemment vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, mais cela marche pour plusieurs gouvernements.

Les premiers à mordre à l'hameçon sont les Italiens. Pourtant, ceux-ci sont liés par un pacte, celui de la Triplice, avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Mais les relations de Rome avec Paris et Londres sont au beau fixe. C'était donc déjà un signe de bienveillance que l'Italie ne s'associe pas à Berlin et à Vienne dans la guerre. Mais les Anglais vont plus loin. Ils promettent de remplir des revendications posées de longue date pour réunir les anciens territoires de la république de Venise à la péninsule italique. Cela concerne la région de Trieste, de Fiume (Rijeka) ainsi que la Dalmatie. Ce sont ces accords secrets de Londres qui incitent l'Italie à entrer dans le jeu aux côtés de l'entente cordiale en avril 1915.

La Bulgarie n'était, pour sa part, pas mécontente que la Serbie fût un enjeu déclencheur des hostilités. Mais la population était divisée sur la participation du pays. Au début de l'année 1915, les puissances de l'Europe centrale semblent dominer militairement. Vienne en profite pour proposer à Sofia le retour des frontières d'avant 1912, lorsque le pays a été dépecé après la seconde guerre balkanique. De nouveau, il s'agit d'un pacte secret. Le tsar Ferdinand Ier accepte, en le signant en septembre 1915, de déclarer la guerre à la Serbie dans les trente jours. Les opposants au conflit comme les socialistes sont aussitôt emprisonnés.

Autre pays concerné indirectement : la Roumanie. Elle aussi est neutre au départ. Le roi Charles Ier penche pour les Etats allemands et autrichiens avec qui il a signé un pacte d'amitié en 1883. Le gouvernement ne se trouve pas sur cette position : il veut rester en dehors

¹ Henri Wesseling, *op. cit.*, p.482.

du conflit. Mais le souverain meurt et son fils Ferdinand Ier lui succède¹. Les « alliés » proposent au pays de récupérer la Transylvanie et la Bucovine, deux régions de l'empire austro-hongrois peuplées de roumanophones en majorité. En août 1916, Bucarest entre en conflit avec Vienne uniquement. Ce qui n'empêche pas Berlin et Istanbul de se joindre à cette dernière et de déclarer la guerre à la Roumanie. En trois mois, la défaite roumaine est consommée, les troupes allemandes occupent la capitale.

Plus importants encore sont les accords Sykes-Picot² qui partagent l'Empire ottoman au Moyen-Orient en deux grandes zones coloniales, l'une pour la France avec le Liban et le sud de l'Anatolie, l'autre pour l'Angleterre centrée sur la Mésopotamie. L'Italie et la Russie sont tenus au courant de ce pacte secret. Saint-Petersbourg doit recevoir une partie du Kurdistan turc dans sa zone d'influence. Or, Londres a promis la création d'un Etat arabe pour attirer les Arabes dans une guerre contre la Turquie.

Ces accords vont être révélés lors de la révolution bolchevique, car ils se trouvent dans les documents conservés par le tsar. Ils sont diffusés dans la Pravda de novembre 1917 et aussitôt repris dans la presse internationale. Les Anglais sont embarrassés, les Arabes furieux et les Ottomans enchantés. En même temps, en 1917, lord Balfour autorise les juifs à s'installer massivement en Palestine. Les Arabes se sentent effectivement floués par Londres, non sans raison.

Enfin, en avril 1917, Washington décide de participer à ce conflit du côté franco-britannique. A ce moment, les adversaires européens sont bien épuisés. Les crédits américains envers les deux capitales « alliées » commencent à chiffrer.

¹ A ne pas confondre avec le tsar de Bulgarie qui porte le même nom.

² Du nom de Mark Sykes et de François Georges Picot, qui étaient des attachés des ministres des Affaires étrangères britannique et français.

Le commerce avec le vieux continent est compromis. Woodrow Wilson, qui vient d'être réélu président sur base du slogan « Nous ne sommes pas en guerre, grâce à moi », s'engage à participer à l'effort militaire. Il fera pencher définitivement la balance en faveur de Paris et de Londres.

Le partage colonial à Versailles

Le troisième membre de l'entente, le tsar russe Nicolas II, est renversé en mars 1917 (par la Révolution de Février), face à un peuple fatigué de la guerre et affamé dans les campagnes. Les révolutionnaires promettent de conclure un armistice avec l'Allemagne. Mais les différents gouvernements qui se succèdent, au contraire, continuent les hostilités. En novembre (Révolution d'Octobre), les bolcheviques interviennent, prennent le pouvoir et réalisent cet objectif populaire.

Les négociations ont lieu entre la jeune république et les puissances d'Europe centrale. Les conditions sont dures. Berlin demande la séparation d'une partie de la Pologne, une partie de la Biélorussie, de la Finlande, des pays baltes et de l'Ukraine. Les communistes doivent accepter. C'est le traité de Brest-Litovsk, signé le 3 mars 1918, qui met fin au conflit sur le front de l'est. Au cours de la guerre civile entre 1918 et 1920, les Soviétiques reprendront le contrôle sur la Biélorussie et l'Ukraine. En même temps, ils dénonceront tous les accords secrets prévus d'appropriation d'autres territoires que les « alliés » promettaient au tsar.

Les armistices se succéderont en 1918. D'abord, la Bulgarie se rend le 29 septembre. Puis, le 30 octobre, l'armée turque est défaite et Istanbul demande l'arrêt des combats. Le 4 novembre, c'est au tour de Vienne, qui, à la suite de plusieurs revers militaires, sollicite la fin des hostilités. Enfin, une semaine plus tard, Berlin, assailli par divers soulèvements

populaires à Berlin et dans d'autres grandes villes du pays, en fait de même. Deux jours auparavant, l'empereur Guillaume II a abdicé. Mais les troupes allemandes se trouvent encore en France et en Belgique. Ont-elles encore la volonté de se battre ?

La guerre est achevée, mais il faut préparer la paix et décider des indemnités pour quatre ans de gâchis. Le président américain a lancé au monde son appel du 8 janvier 1918 pour une nouvelle configuration du monde, son discours au Congrès en 14 points. Sa base en est l'évacuation immédiate des troupes d'occupation partout où elles sont encre installées, le droit à l'autodétermination des peuples dans les Balkans, la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France, la création d'une Pologne indépendante et la constitution d'une assemblée générale des nations, permettant aux petits et grands Etats d'y défendre leurs points de vue et intérêts, tout en assurant leur intégrité territoriale.

Ce programme servira de base aux négociations qui se tiennent à Versailles. Mais les forces de l'entente cordiale ont promis beaucoup aux pays qui les ont rejoints dans le conflit et elles ont leur propre agenda colonial. D'emblée, trois Etats dominent les discussions : la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis. Les autres sont relégués au second rang, voire même négligés. Le représentant italien, furieux de ne pas être pris au sérieux, quitte la conférence. L'Italie obtiendra néanmoins Trieste, mais pas la Dalmatie ou Fiume. Les Allemands et les Autrichiens ne sont même pas considérés.

Les Etats balkaniques sont obligés de jouer du lobbying pour qu'on prenne en compte leurs desiderata. Pour eux, la situation est claire : ceux qui se sont unis aux puissances centrales auront une réduction de leur territoire ; c'est le cas de la Hongrie et de la Bulgarie ; ceux qui se

sont associés aux vainqueurs auront une bonne partie de leurs revendications satisfaites ; c'est le cas de la Serbie et de la Roumanie.

Remixage paysager

L'Allemagne est amputée d'un septième de son territoire métropolitain et doit une énorme indemnité de guerre. Elle restitue l'Alsace et la Lorraine à la France. Elle fournit une zone germanophone à la Belgique, la région d'Eupen-Malmédy. Elle perd toutes ses colonies. Elle doit aider à la constitution d'une Pologne indépendante. L'empire austro-hongrois est démantelé au profit d'une série d'Etats nouveaux : Tchécoslovaquie, Yougoslavie, le pays des Slaves du sud (avec la Slovaquie, la Croatie, la Serbie, la Bosnie, le Monténégro et la Macédoine), l'Albanie, enfin reconnue officiellement, la Hongrie réduite et l'Autriche séparée. Les forces militaires des vaincus sont strictement limitées et les indemnités de guerre sont extrêmement lourdes.

De la même manière, l'empire ottoman est, lui aussi, démonté. Les Balkans s'étaient déjà en grande partie séparés d'Istanbul. La Grèce est indépendante. La Roumanie reçoit de nouveaux territoires au détriment de la Hongrie et de la Bulgarie. Ceux-ci sont maintenus, mais avec une superficie limitée.

En revanche, le Proche-Orient doit être reconstruit. La base en est les accords secrets Sykes-Picot. Seulement, des officiers turcs se révoltent avec Mustafa Kemal à leur tête. Ils s'opposent au sultan, qui, à Istanbul, remet l'entière-té de son pays sous mandat britannique. En Anatolie, Kemal et ses partisans déclarent les décisions ottomanes nulles et non avenues. C'est la guerre civile. Quand les Turcs apprennent que la Porte a vendu l'empire à Londres, ils rejoignent les rangs des nationalistes, aidés également par les Soviétiques. Kemal libère ainsi Istanbul. Mais les Grecs proposent

d'attaquer la nouvelle Turquie. Le conflit dure jusqu'en 1922 et se termine par la défaite d'Athènes. Mehmed VI doit émigrer, le pays est devenu une république avec comme premier président : Mustafa Kemal Atatürk.

Cette situation non prévue change quelque peu la donne. L'Anatolie, qui devait passer sous influence russe et française, devient indisponible. La répartition est légèrement modifiée. L'Angleterre reçoit l'Irak et la Palestine comme c'était programmé, mais prend aussi la Jordanie. La France reçoit le Liban et la Syrie. Quant aux Arabes, ils devront se contenter du désert de la péninsule arabique, à l'époque sans gisements de pétrole découverts. Ce dont profitera une famille féodale et réactionnaire, les Saoud.

En Perse, le shah perd son principal pourvoyeur de fonds et son protecteur avec la chute du tsar. Le nouvel Etat soviétique ne reconnaît pas les zones d'influence de type colonial. Aussi le souverain iranien s'engage dans un accord avec l'Angleterre le 9 août 1919, à l'avantage de cette dernière¹. Cela permettra aux intérêts pétroliers britanniques de rester protégés dans la région.

Les possessions coloniales allemandes sont réparties entre les belligérants vainqueurs. Situées principalement en Afrique, elles sont réparties comme suit : le Cameroun pour la France ; le Rwanda et le Burundi pour la Belgique ; le Tanganyika pour la Grande-Bretagne ; le Sud-Ouest africain (Namibie) passe sous contrôle sud-africain ; le Togo est partagé entre la France et la Grande-Bretagne ; les comptoirs chinois sont repris par le Japon, ainsi que les îles Mariannes, Carolines et Marshall. La Nouvelle-Guinée allemande et l'île de Bismarck sont attribuées à l'Australie et Samoa à la Nouvelle-Zélande.

¹ Jacques Thobie, *Ali et les 40 voleurs*, éditions Messidor, Paris, 1985, p.55.

Les propriétés et possessions allemandes dans les colonies sont confisquées et vendues². C'est ainsi que les avoirs de la Deutsche Bank dans les pétroles mésopotamiens passent aux mains de la Compagnie française des pétroles. Le Bagdadbahn est interrompu. Il ne sera repris qu'en 1930 et achevé en 1940, par les liens tissés entre la Turquie et l'Irak, officiellement indépendants en 1932.

Ebauche d'ONU

Enfin, Woodrow Wilson avait lancé le vœu de créer une association internationale des pays, qui pourraient y soumettre leurs litiges. Ce sera la Société des Nations (SDN), installée à Genève dès 1919. Le paradoxe est que le Congrès américain, en majorité républicain à ce moment, désavoue le projet du président démocrate. Les Etats-Unis ne participeront pas à la SDN. Seuls des Etats européens, latino-américains et quelques asiatiques y participeront.

La perspective de Wilson était d'accorder l'autonomie et l'indépendance aux peuples du monde. Pour les multinationales américaines, il était plus aisé d'œuvrer dans un pays juridiquement libre que dans un territoire sous l'autorité d'une métropole européenne. La SDN reflète ces valeurs. Les empires coloniaux et les nouveaux partages entre impérialistes étaient en flagrante contradiction avec ces thèmes émancipateurs. Les Etats européens décident donc de faire passer leurs nouvelles acquisitions outremer, arrachées à l'Allemagne, sous la forme de mandat SDN, en affirmant que ces contrées sont encore immatures politiquement ; il faut donc les accompagner par l'attribution d'une mission pour une ancienne nation européenne, la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, l'Italie... ; le jour où elles seront mûres, elles pourront voler de leurs propres ailes (mais le plus tard possible).

² Henri Wesseling, *op. cit.* p.490.

Vers une deuxième guerre mondiale

Le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, cinq ans jour pour jour après l'assassinat de Sarajevo, dans la Galerie des Glaces, est promulgué le 20 janvier 1920. C'est une caricature de cette époque où les inégalités sont très fortes : les puissants imposent leurs lois aux plus faibles et il n'y a pas moyen d'y déroger.

Un jeune économiste de la délégation britannique, John Maynard Keynes, comprend les enjeux du traité et démissionne avec fracas de son poste de conseiller. Il publie un livre dénonçant le traité comparé à la paix imposée par Rome à Carthage, après la seconde guerre punique¹. Il annonce que ces conditions exigées des vaincus préparent le lit pour des conflits futurs.

Indiscutablement, ce sera le cas. Les vaincus sont abaissés plus bas que terre. Il leur faudra des années avant de pouvoir de sortir du règlement des indemnités et des occupations militaires alliées. C'est dans un contexte de revanche face à cette humiliation que le parti d'Hitler a pu se composer et se développer.

Les nationalistes européens ne peuvent guère être plus heureux. Il leur manque toujours l'une ou l'autre branche du territoire qui a fait partie un jour ou l'autre à l'ancien Etat national qu'on essaie de reconstituer.

Les coloniaux n'ont rien gagné à une guerre à laquelle ils ont participé à leur corps défendant. Au contraire, les empires européens sont plus forts que jamais. Londres a relié le Cap à Alexandrie. La France a agrandi son espace africain. Elle administre maintenant l'Afrique équatoriale française, créée en 1910 et qui regroupe le Gabon, le Congo

¹ Au deuxième siècle avant JC, Rome réduit Carthage, une cité à la puissance comparable à l'époque, à son contour urbain, ne reprenant toutes ses colonies.

Brazzaville, la République centrafricaine et le Tchad. Le Cameroun lui est associé. Et la Belgique a reçu le Rwanda et le Burundi.

Seuls ceux qui sont satisfaits de ce pacte sont les hommes d'affaires importants qui peuvent retourner à leurs concentrations, à leurs monopoles coloniaux, à leur association avec les grandes banques, à leur emprise sur les Etats, de sorte à engranger une masse de profits encore plus importante que celle qu'ils ont eue avant les hostilités.

*Bernard, à Essoyes (Aube),
25 ans, a assommé
M. Dufert, qui en a 89, et
poignardé sa femme.
Il était jaloux.*

Plus jamais cela ?

L'étude du passé a surtout un sens pour ce qu'on en tire aujourd'hui. Après avoir subi deux guerres mondiales et une troisième larvée, l'humanité sera-t-elle en mesure de classer définitivement ces événements meurtriers et dramatiques dans les musées. Le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'elle n'en prend pas le chemin.

Que retenir de cette longue étude sur les causes de la Grande Guerre, en privilégiant l'aspect colonial ? On en revient à la discussion initiale : pourra-t-on faire œuvre de mémoire et empêcher que tout cela ne se répète ?

Tout dépend donc ce qu'on en conclut. Si l'on suit la ligne tracée par des auteurs certes prestigieux comme Montesquieu ou Schumpeter et que l'on en reste à estimer que le problème majeur des conflits vient de l'autoritarisme d'Ancien Régime, un certain optimisme est de rigueur. Le capitalisme s'est développé pour devenir le système économique dominant. Le commerce international a progressé pour dépasser le niveau record qu'il avait - tiens, tiens - juste avant 1914.

S'il y a des risques, ils proviennent essentiellement des pays du tiers-monde qui ne se transforment pas assez vite en démocratie libérale ou de grands Etats trop indépendants qui conservent des réflexes despotiques, comme la Russie, la Chine ou l'Iran. Mais pas de panique : normalement les capacités militaires des pays capitalistes avancés dépassent de loin celles de ces dangers potentiels. Il suffit de rester vigilant.

Si, en revanche, on n'accepte pas cette vision idyllique, si on estime que le capitalisme est capable de guerre en soi,

1 Suzanne Berger, Notre Première Mondialisation: Leçons d'un échec oublié, éditions du Seuil, Paris, 2003.

voire même qu'il accroît les risques avec l'avidité des entreprises géantes, les dangers et les risques sont beaucoup plus importants, voire prédominants. Il y a de quoi s'inquiéter.

D'autant que l'histoire récente n'est pas là pour rassurer. Certes, il n'y a plus de colonies en tant que telles (ou alors de façon plutôt marginale), mais il y a toujours des zones d'influence et on se les dispute avec ardeur, que ce soit en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie centrale ou de l'est et en Europe: l'Ukraine. Les commandes publiques sont convoitées avec acharnement par tous les géants de la planète et ce qui est obtenu dans ce cadre l'est souvent au détriment d'un concurrent : autant d'Airbus vendus à telle ou telle compagnie nationale sont autant qui ne le sont pas par Boeing, etc.

Aujourd'hui, les firmes usent d'autres moyens pour acquérir un monopole ou une situation privilégiée. Elles imposent des normes technologiques, capitalistiques, environnementales ou autres pour dominer complètement un marché. Le modèle en est Microsoft, Intel, Apple ou les compagnies pharmaceutiques. Ces sociétés bénéficient d'un avantage concurrentiel et imposent une norme ou un brevet, pour empêcher les rivaux de venir sur le marché.

Les conséquences n'en sont pas moins dramatiques qu'au temps des colonies. Le Sud est, la plupart du temps,

rejeté de ces accords, voire des négociations, sur les normes. Les marchés institués sur cette base sont aussi difficiles à pénétrer ou à casser que des colonies auparavant.

Les entreprises basées sur ce pouvoir monopolistique profitent des autres secteurs, où la concurrence féroce existe et impose des conditions de travail dégradées, voire des salaires en baisse. Grâce à des prix surfaits, elles peuvent engranger des bénéfices records : 37 milliards de dollars pour les actionnaires d'Apple, 22 milliards pour ceux de Microsoft en 2013. En même temps, les sociétés engagées dans les branches où la compétition est intense doivent sans cesse baisser de tarifs et sont à la limite de faire faillite, par exemple l'aviation civile. Si elles veulent survivre dans le capitalisme actuel, elles sont quasiment forcées de s'implanter dans des régions, généralement dans le Tiers-monde, les anciennes colonies, où elles peuvent profiter de cette main-d'œuvre encore peu exigeante ou plutôt insuffisamment organisée.

Les questions d'alliance et d'entente, qui officiellement sont interdites entre firmes, sont de nouveau au centre des activités des grands Etats. C'est l'enjeu notamment des partenariats transatlantique et pacifique, qui veulent réunir sur une base économique et commerciale certaines nations autour de Washington, à l'exclusion des puissances émergentes (notamment la Chine). C'est l'occasion dans ces pactes de généraliser encore cette situation difficile des travailleurs locaux et de laisser agir librement les plus grandes multinationales.

Et difficile de ne pas rappeler les contrats somptueux de certaines

entreprises américaines obtenus derrière l'armée américaine d'occupation en Irak. Comment ne pas y voir la main du capitalisme le plus rapace, qui déclenche une hostilité inutile, dont la planète paie encore les conséquences aujourd'hui ?

Le cas de l'Ukraine est tout à fait symptomatique. Suivant la version officielle diffusée en Occident, il s'agit d'une république qui se tourne vers la démocratie libérale par une révolte populaire et qui en est entravée par les agissements de la puissance voisine, la Russie, qui rêve encore de son paradis perdu depuis 1991 (au lieu de se tourner vers l'avenir pour démocratiser son régime et pour ouvrir ses marchandises étrangères).

Mais en est-on vraiment sûr, parce que cette présentation a tout de la rhétorique traditionnelle, idéologique d'obédience néolibérale ? N'est-on pas en présence de deux systèmes, tentant de s'octroyer l'influence décisive à Kiev ? En effet, à côté de pressions de la part de Moscou, n'y a-t-il pas des manœuvres européennes et américaines pour détacher ce territoire intégré à la Russie pendant plus de 300 ans, avec très peu de discontinuités¹, pour des raisons à la fois stratégiques et économiques ? Stratégiques pour accroître sa zone d'influence et repousser un peu plus loin dans ses frontières cet Etat pas toujours amical ou bienveillant vis-à-vis du comportement hégémonique occidental, la Russie. Economiques parce que cela ouvre un marché de plus de 45 millions d'habitants, censés augmenter leur consommation à l'avenir.

1 La majeure partie de l'Ukraine a été rattachée à la Russie tsariste par plusieurs traités successifs en 1654, 1658 et 1667. Une Ukraine indépendante est née du traité de Brest-Litovsk en 1918 pour clôturer la guerre entre l'Allemagne et la nouvelle URSS. Mais cela ne dura guère. A la fin de la guerre civile, en 1920, l'Ukraine fut réintégrée. Rappelons également que la Russie est pour ainsi dire née à Kiev (9^e siècle) – mais la cartographie historique n'est guère le fort des "géopoliticiens" de Bruxelles et de Washington.

N'a-t-on pas vécu à nouveau un épisode semblable à ceux de 1885 lorsque la guerre paraissait inévitable entre le tsar et l'Angleterre ? Ou une querelle pouvant dégénérer comme à Fachoda ou à propos du Maroc ? Combien d'événements pareils l'humanité pourra-t-elle vivre et supporter avant que les puissances se disent qu'il n'y a plus qu'un seul moyen pour régler le problème, la guerre ? N'est-ce pas cela retenir les leçons du passé ?

Les mêmes causes produisent généralement les mêmes effets, mais évidemment pas toujours dans le même ordre ou de la même façon. En 1914, la puissance dominante, l'Angleterre, forte de son empire colonial, préférait la paix, qui l'avantageait. C'étaient les pays émergents, comme l'Allemagne, l'Italie ou le Japon, qui essayaient d'exister en arrachant des colonies aux Etats en place et demandant un partage économique et politique plus en rapport à leur degré de développement.

Aujourd'hui, les conditions d'ouverture sont suffisantes pour permettre aux Etats "émergents" de continuer à progresser. Ils ont autour d'eux généralement des contrées qui se développent et qui assurent une réserve en cas de problème, à la fois dans le domaine industriel et commercial : l'Asie de l'Est pour la Chine et, dans une moindre mesure, pour l'Inde ; l'Amérique latine pour le Brésil ; les anciennes républiques soviétiques pour la Russie, si on ne les lui enlève pas.

C'est la puissance dominante, les Etats-Unis, qui cumulent les difficultés. Economiquement, ils n'avancent plus comme avant. Ils fonctionnent beaucoup à partir d'artifices comme l'endettement ou la hausse démesurée des cours sur les marchés financiers. Ils sont de plus en plus dépendants de l'étranger, notamment des puissances émergentes, pour leur approvisionnement

non seulement en marchandises, mais aussi en capitaux. Leur système monétaire, qui est celui de la planète entière, reste fragile, parce que reposant essentiellement sur la confiance que les investisseurs du monde accordent à la pérennité de la prédominance américaine². En cas de séisme, ils risquent d'être les plus pénalisés. Dans ces conditions, ils sont les plus susceptibles de continuer la lutte économique par d'autres moyens (la violence), pour parodier la célèbre formule de Carl von Clausewitz.

Alors plus jamais cela ? On aimerait y croire. Mais l'analyse plaide pour le contraire. Malgré toutes les promesses formulées après la chute du Mur de Berlin, les guerres n'ont jamais faibli en nombre ou en intensité. Elles font partie intégrante du système capitaliste, de sa forme la plus brutale, l'impérialisme.

*Les femmes rouges
d'Hennebont ont saccagé
les vivres qu'apportaient
aux ouvriers rentrés aux forges
les femmes jaunes.*

² Voir à ce sujet le numéro spécial du *Gresea Echos*, n°75, consacré à la monnaie.